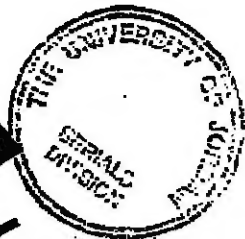


nationale

هكذا من راحل

Le Monde



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16629 - 7,50 F - 1,13 EURO

MERCREDI 15 JUILLET 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le 14 juillet d'une France galvanisée

- Les Bleus, invités d'honneur de la garden-party de l'Élysée ● Jacques Chirac exalte « une France qui peut gagner » ● Le défilé militaire a mis en valeur les nouvelles unités de l'armée professionnelle ● Le chef de l'État annonce que le Musée des arts et des civilisations ouvrira ses portes en 2004



Les savants de Bonaparte

Après la bataille des Pyramides, quatre palais, entourés de magnifiques jardins, sont réquisitionnés au Caire pour réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Égypte, sur le modèle de l'Institut national. Le deuxième volet du feuilleton de Robert Solé, illustré par Jacques Ferrandez. p. 6 et 7

Irlande du Nord : les orangistes isolés

Les orangistes perdent du terrain devant la fermeté de Londres. Leurs meneurs s'entre-déchirent, l'opinion britannique leur retire son soutien. p. 2

Japon : délicate succession

Dans un sentiment d'urgence, les principaux dirigeants nippons recherchent un nouveau premier ministre, chargé d'incarner le changement exigé par l'électorat. p. 3

La pauvreté informatisée

En acceptant la mise en œuvre d'un système de traitement informatisé de données sociales, la CNIL inquiète plusieurs associations qui redoutent un fichage des populations démunies. p. 5

Balade dans l'Entre-deux-Mers

Nous commençons une série de « Balades dans les vignobles » de France : entre Gironde et Dordogne, l'Entre-deux-Mers est aujourd'hui la partie principale du vignoble des AOC bordeaux et bordeaux supérieur. p. 13

Le marché des avions régionaux

Spécialiste des avions à hélice, le constructeur ATR tente de relancer ses activités et envisage le lancement d'un nouvel appareil à réaction. p. 9

Le scorpion, peu dangereux

Si la piqûre de certaines espèces d'Afrique du Nord, d'Égypte ou du Soudan peut être fatale, aucun scorpion mortel ne vit en Europe. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Argentine, 9 F ; Australie, 25 A\$; Belgique, 46 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine, 220 F CFA ; Danemark, 16 D\$; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2000 L ; Japon, 40 ¥ ; Mexique, 10 D\$; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 f ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 £ ; Suède, 80 F CFA ; Suisse, 10 S\$; Taiwan, 200 NT\$; Tunisie, 12 D\$; USA, 100 \$; USA (carte), 2,50 \$.

M 0147-715-7.50 F



APRÈS avoir assisté, lundi matin 14 juillet, au traditionnel défilé militaire sur les Champs-Élysées, dans lequel les forces de « projection », susceptibles d'intervenir à l'extérieur du territoire national, ont tenu la vedette, le président de la République, Jacques Chirac, devait répondre pendant une cinquantaine de minutes, en direct du parc de l'Élysée, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor (TF 1) et d'Arlette Chabot (France 2). Deux jours après la finale victorieuse de l'équipe de France dans la Coupe du monde de football face au Brésil, le chef de l'État devait centrer son intervention sur cette « France qui peut gagner » des lors qu'elle fait les efforts de réforme et d'adaptation nécessaires.

Au moment où la cohabitation est plébiscitée par l'opinion, comme en témoignent les sommets de popularité atteints par Jacques Chirac et le premier ministre Lionel Jospin, le président de la République souhaite délivrer un « message positif » et « vigilant », indiquant-on dans son entourage. Le chef de l'État devait toutefois se démarquer du gou-



vernement sur plusieurs sujets, tels que les retraites, la politique familiale, le financement de la Sécurité sociale ou la réforme fiscale. Il devait aussi saisir cette occasion pour souligner son attachement à l'Europe et appeler la droite à se présenter unie aux

élections européennes de juin 1999.

Le président de la République devait en outre annoncer l'ouverture du Musée des arts et des civilisations (MAC) en 2004. Il sera dédié aux arts dits primitifs qui trouvent ainsi une reconnaissance

tarde. Ce nouvel établissement, où se côtoieront muséographie, recherche et enseignement, sera construit quai Branly, à deux pas de la Tour Eiffel. Son coût est estimé à 1,1 milliard de francs.

Lire pages 4, 12, 15 et 20

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas lâché la Coupe

NEW YORK (Nations unies)

« La victoire française est un hommage à la France multiculturelle », a affirmé, lundi 13 juillet, devant la presse, l'ambassadeur de France à l'ONU, Alain Dejammet, qui a plaidé l'habitude de fuir les caméras de télévision. Il faut dire que l'ONU tout entière s'est passionnée pour la Coupe du monde. Pendant un mois, les délégués de cent quatre-vingt-cinq pays ont abandonné leurs manières diplomatiques pour forger des alliances politiquement incorrectes.

Nombre de diplomates se régalaient de voir les États-Unis relégués parmi les derniers et battus par l'Iran. Les Américains n'ont été soutenus que contre la Yougoslavie. L'on se demandait même si le résultat de ce match allait influencer la décision américaine de bombardier les forces serbes au Kosovo.

L'équipe la moins populaire était celle de la Croatie. Lors de la rencontre entre le

Royaume-Uni et l'Argentine, c'est cette dernière que les majorités des onusiens encourageaient. Un délégué s'est même fait expulser d'une salle parce qu'il avait applaudi un but britannique.

Malgré les apparences, tout le monde n'est pas fanatique de football dans la maison de verre. L'absence d'enthousiasme parmi les délégués asiatiques, dans leur ensemble, était frappante. « Bon, d'accord, allez les bleus, les rouges, les verts, que sais-je, lançait lundi un des rares ambassadeurs que l'euphorie ambiante avait laissé indifférent. La Coupe terminée, l'on peut peut-être reprendre le travail ? »

Il est vrai que, depuis le 12 juin, il était impossible de joindre au téléphone un ambassadeur, voire un conseiller politique. Les secrétaires avaient des instructions formelles : pas de coups de fil entre 3 et 5 heures de l'après-midi (l'heure de la diffusion des matches aux États-Unis). « Impossible de déranger l'ambassadeur, avait-on pris l'habitude

d'entendre. Il est dans une réunion très importante. » Un ambassadeur avait même fait circuler une note indiquant : « Les personnes qui souhaitent travailler sont priées de ne pas déranger celles qui regardent le football. » Ces réunions « importantes » avaient lieu devant un poste de télévision, dans l'antichambre du Conseil de sécurité. « L'ONU est le seul endroit dans ce pays où les gens comprennent quelque chose au football », disait l'un des participants.

Lundi 13 juillet, le Conseil de sécurité a commencé son premier jour de travail « sans foot » en rendant hommage à la « victoire brillante » de la France. A son tour, le délégué brésilien, membre lui aussi du Conseil, a félicité la France pour sa victoire « claire et indiscutable » sur son pays. Sportivement, Alain Dejammet s'est réjoui du fait que « la Coupe du monde soit restée au sein du Conseil de sécurité ».

Afsané Bassir Pour

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1998

KOSOVO

La résistible dislocation du puzzle yougoslave par Catherine Samary

L'Albanie fragilisée par Christophe Chiclet

Menaces improvisées de l'OTAN par Alain Joxe

■ COLOMBIE : Lueurs d'espoir, par Ignacio Ramonet.

■ AFRIQUE : Le Kivu, une poudrière au cœur du Congo-Kinshasa, par Gérard Premier. - Guerre absurde entre l'Éthiopie et l'Érythrée, par Jean-Louis Péninou. - Aux origines d'un conflit (G-L-F).

■ TURQUIE : Une plaque tournante du trafic de drogue, par Kendal Nezan.

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : A la recherche d'un destin commun, par Alban Bensse et Eric Wittersheim.

■ MÉDIAS : Le « deuxième sexe » du journalisme, par Florence Beaugé.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Risques de balkanisation en Indonésie

« REFORMASI ». (La réforme). Près de deux mois après la chute du « général-président » Suharto, à Djakarta, le mot est sur toutes les lèvres. Mais cette réforme tant attendue d'un système politique vieux de trente-deux ans a beau encore relever du domaine des bonnes intentions, l'ère de l'« après-Suharto » n'en ouvre pas moins, pour l'Indonésie, une période de toutes les incertitudes.

Les perspectives de démocratie sont ainsi perçues par beaucoup comme un risque de déstabilisation d'une république-archipel de 17 508 îles (dont environ 6 000 sont habitées) et dont les aspirations à plus de liberté avaient largement été étouffées par le régime musclé de l'ex-président. Dans l'ordre du plus extrême, on vient de voir resurgir, dans la violence, d'anciennes revendications séparatistes : sur la petite île de Irian Jaya, au large de la lointaine province de l'Irian Jaya, terre papoue de l'extrême orient indonésien, plusieurs centaines de personnes ont hissé, la semaine dernière, le drapeau « national » des indépendantistes de cette province.

L'Irian Jaya est l'histoire d'un vieux conflit, héritage de la période de colonisation hollandaise. En 1963, les Indonésiens prirent défini-

tivement le contrôle de la moitié de cette île immense qui partage son territoire, à l'est, avec la république de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les tribus chrétiennes ou animistes (dont certaines vivent encore à l'âge de la pierre) qui peuplent ces montagnes couvertes de jungle n'ont jamais accepté le règne de Djakarta : depuis l'annexion, les maquisards de l'Organisation de l'indépendance papoue harcellent les troupes indonésiennes. Lundi 6 juillet, ces dernières n'ont pas hésité à tirer dans la foule des séparatistes, faisant trois morts et plus d'une centaine de blessés.

La semaine précédente avait également vu une montée de la tension au Timor-Oriental, cette ancienne colonie portugaise envahie par les troupes indonésiennes en 1975, et annexée un an plus tard. Beaucoup de Timorais de l'Est n'ont jamais, eux non plus, accepté la férule répressive de Djakarta, qui n'a cessé d'embastiller les partisans de l'indépendance et ceux d'une guérilla confinée dans les maquis impénétrables de l'île depuis vingt-trois ans.

Bruno Philipp

Lire la suite page 8

La Russie obtient un prêt historique de 22,6 milliards de dollars

LE FONDS monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont annoncé, lundi 13 juillet, l'octroi d'un prêt historique à la Russie d'un montant de 22,6 milliards de dollars, étalé sur deux ans. Cet accord, conclu après deux semaines de difficiles négociations, a été conditionné à une réduction drastique du déficit budgétaire. A Moscou, le président Boris Eltsine devait rencontrer, mardi, le président de la Douma, Guennadi Seleznev, et les dirigeants des groupes parlementaires. Le représentant spécial du président Eltsine, Anatoli Tchoubais, a affirmé : « Maintenant, la voie est libre pour mettre en œuvre le plan anti-crise. » Celui-ci devait être examiné par la Chambre des députés, dominée par les conservateurs, les 15 et 16 juillet. Le gouvernement a indiqué que l'hypothèse d'une dévaluation était écartée.

Lire page 2

et notre éditorial page 8

Sages Francofolies

POUR SA première participation aux Francofolies de La Rochelle, lundi 13 juillet, Michel Sardou a séduit trois générations. Il est l'un des invités, avec Julien Clerc, Bernard Lavilliers, Johnny Clegg, I Muvrini, Louise Attaque, d'un festival sage et populaire. Et qui peut compter sur le soutien de France-Inter, dont le patron des « Franco », Jean-Louis Foulquier, est une des « voix ». La Rochelle commence, et Avignon continue, avec un Julio Cesare que Romeo Castellucci transforme en percutant théâtre d'images noires. A Montreux (Suisse), haut lieu du jazz, le festival s'est ouvert à d'autres musiques.

Lire pages 16 et 17

Une ombre sur le Tour



BRUNO ROUSSEL

L'ÉQUIPE cycliste Festina, souvent présentée comme la meilleure formation du monde, est embarrassée par une sérieuse affaire de dopage depuis qu'un de ses soigneurs a été interpellé en possession de produits interdits. Bruno Roussel, 43 ans, directeur sportif atypique, l'homme qui conduisit les courses de Richard Virenque, Laurent Brochard, et du Suisse Alex Zülle, est au cœur de la tempête.

Lire pages 10 et 11

International	2	Météorologie	14
France	4	Jour	14
Société	5	Culture	15
Histoire	6	Abonnements	18
Entreprises	9	Carnet	18
Aujourd'hui	10	Radio-Télévision	19

ÉCONOMIE Le gouvernement russe a obtenu, lundi 13 juillet, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du gouvernement japonais, une aide historique

de 22,6 milliards de dollars étalée sur 1998 et 1999. ● CET ACCORD, conclu après deux semaines de difficiles tractations, a comme premier effet d'éviter une dévaluation. « La

voie est libre pour mettre en œuvre le plan anticrise », a annoncé Anatoli Tchoubais, représentant spécial du président Eltsine. Le représentant du FMI a souligné que cette aide

avait une contrepartie : la réduction de moitié du déficit, de 5,6 % en 1998 à 2,8 % en 1999. ● LA CRISE financière s'est développée sur fond de désordres internes, alors que le

léger retour de la croissance a été stoppé au début de l'année, la tourmente asiatique venant s'ajouter aux faiblesses structurelles du pays. (Lire aussi notre éditorial page 8.)

La Russie obtient une aide historique de 22,6 milliards de dollars

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont lié l'octroi de ces prêts à une réduction de moitié du déficit budgétaire. Plus du quart de ce soutien était déjà prévu dans le cadre d'accords signés au cours des années précédentes

MOSCOU

de notre envoyée spéciale
Le président du Journal télévisé de la chaîne d'Etat russe RTR a annoncé l'événement en ces mots : « Le FMI et d'autres créanciers ont décidé d'octroyer à la Russie une somme de 22,6 milliards de dollars. Cela signifie qu'il n'y aura pas de dévaluation du rouble. Pour être tout à fait clair, vous n'assisterez pas à une augmentation des prix à travers le pays. » Un certain soulagement s'est fait sentir, lundi 13 juillet, en Russie, à l'annonce du soutien historique accordé par ses bailleurs de fonds pour préserver le pays d'un effondrement financier et d'un scénario que certains craignaient comparable à « une Indonésie avec des armes nucléaires ».

Pour le Russe moyen, l'accord

obtenu entre les négociateurs russes et les représentants du Fonds et de la Banque mondiale, après deux semaines de difficiles tractations, a une signification immédiate : alors que l'idée d'une dévaluation imminente circulait dans le pays depuis plusieurs mois, il n'est désormais plus besoin, en principe, d'envisager d'aller à la banque pour retirer ses économies et les convertir en dollars. Pour le pouvoir russe, il s'agit d'un répit bienvenu. Alors que tout reste à faire, encore, pour redresser des finances publiques aux abois, l'acquis essentiel des réformes économico-financières de la transition, la stabilisation monétaire, cesse dans l'immédiat d'être menacé. La Bourse de Moscou a accueilli la nouvelle en cotant à la hausse, lundi.

Les 22,6 milliards de dollars annoncés en tout pour la période 1998-1999 représentent l'aide la plus importante jamais consentie à la Russie. Début 1996, le FMI avait accordé un prêt, qualifié à l'époque d'« historique », de 10 milliards de dollars, toujours en cours. Frappée par la crise asiatique, la baisse des prix du pétrole, l'échec de la privatisation du géant Rosneft, et plus généralement, par un retrait des investisseurs, la Russie avait lancé, voilà deux mois, un appel à la communauté internationale, sollicitant entre 10 et 15 milliards de dollars.

CONTREPARTIE

Lundi après-midi, en annonçant, lors d'une conférence de presse, ces chiffres dépassant ses espérances affichées, le représentant spécial du président Eltsine, Anatoli Tchoubais, a affirmé : « Maintenant, la voie est libre pour mettre en œuvre le plan anticrise. » Il faisait référence à la série de coupes budgétaires et de mesures fiscales annoncées le 23 juin par le premier ministre, Sergueï Kirilenko - un ensemble de projets de lois controversés, sur lesquels la Douma, la Chambre basse du Parlement, à dominante nationaliste et communiste, doit se prononcer les 15 et 16 juillet.

Le conseil d'administration du FMI, qui prendra la décision finale sur le prêt, doit se réunir lundi 20 juillet, quelques jours après le

débat parlementaire à Moscou. « Nous comptons sur une issue positive à la Douma, mais nous nous préparons à toutes les éventualités », a affirmé M. Tchoubais, en allusion à

Le calendrier

Le prêt international de 22,6 milliards de dollars (1 dollar vaut actuellement environ 6,10 francs) dont bénéficiera la Russie en 1998-1999 comme aide au redressement de son économie, sera décomposé de la manière suivante, selon un communiqué officiel publié lundi 13 juillet par le gouvernement russe, le FMI et la Banque mondiale : ● En 1998, un prêt du Fonds monétaire international de 12,5 milliards de dollars (dont 1,3 milliard déjà prévu et

11,2 milliards supplémentaires), un de la Banque mondiale de 1,7 milliard de dollars (dont 0,9 milliard déjà prévu) et un autre du gouvernement japonais de 0,6 milliard de dollars. ● En 1999, un prêt du Fonds monétaire international de 2,6 milliards de dollars (dont 2,2 milliards déjà prévus), un de la Banque mondiale de 4,3 milliards de dollars (dont 1,1 milliard déjà prévu) et 0,9 milliard de dollars du gouvernement japonais. Le FMI va, pour la première fois, faire appel au mécanisme des accords généraux d'emprunt (AGE). - (AFP)

d'éventuels décrets présidentiels pour remédier à un blocage des députés.

Le représentant du FMI, John Oding-Smee, a, de son côté, souligné que l'aide accordée avait une contrepartie : la Russie devra réduire de plus de moitié son déficit budgétaire, le ramenant de 5,6 % en 1998 à 2,8 % en 1999 (contre 6,8 % en 1997). Peu de précisions ont été fournies sur les autres conditions fixées, mais l'une a fait l'objet de

emprunts à court terme émis chaque semaine, grâce auxquels le déficit budgétaire était en partie financé. Fonctionnant comme une « pyramide » financière, le système des GKO (frappé par une fuite des capitaux étrangers auxquels il s'était ouvert en 1996) semblait menacé d'effondrement, surtout depuis une hausse record des taux d'intérêt la semaine dernière. Le marché des GKO avait été, en 1997, une formidable « vache à lait » pour les

banques russes, entièrement déconnectées de l'économie réelle. Si elle relance le débat sur l'endettement extérieur du pays, l'aide du FMI tombe à pic pour le président Eltsine, récemment mis à mal par de nouvelles rumeurs sur sa santé déclinante, par des « défections » dans son entourage proche au sein de l'administration du Kremlin, et par une série d'appels en faveur d'une réforme constitutionnelle. La télévision russe a montré, lundi 13 juillet, M. Eltsine défendant, assistant à une compétition sportive organisée en grande pompe par le maire de Moscou, Iouri Loujkov.

SITUATIONS D'URGENCE

Le président américain, Bill Clinton, a salué lundi l'aide apportée à la Russie par le FMI, ajoutant qu'« une mise en œuvre rigoureuse par le gouvernement russe des importantes mesures de réformes est essentielle ». Alors que le principal négociateur russe, Anatoli Tchoubais, reconnaissait à la télévision que « tout crédit, surtout de cette taille, représente un certain risque », le directeur général du FMI, Michel Camdessus, annonçait à Washington que le Fonds, pour se porter au secours de la Russie, allait devoir faire appel aux « accords généraux d'emprunts », un mécanisme réservé aux situations d'urgence.

Natalie Nougayrède

Gazprom va payer ses impôts

Le géant gazier russe Gazprom va réduire de moitié son parc de véhicules, et vendre plusieurs de ses centres de vacances pour ses salariés, afin de payer ses impôts à l'Etat. Toutes les entreprises du groupe fonctionneront « en régime de rigueur », a indiqué son porte-parole. Gazprom va également forcer ses propres débiteurs à rembourser leurs dettes en liquide. Au cours des cinq premiers mois de l'année, ses clients en Russie n'ont payé en liquide que 14 % des livraisons de gaz. Pour les pays de la CEI, ce chiffre atteint à peine 8 %.

Le gouvernement russe exige le remboursement d'ici au 1^{er} août des dettes accumulées cette année (4,5 milliards de roubles selon les services fiscaux), ainsi que les impôts dus pour juillet. Gazprom, détenue à 40,9 % par l'Etat, a accumulé une dette totale estimée à 12 milliards de roubles (environ 12 milliards de francs) envers l'Etat fédéral.

Crise financière majeure sur fond de désordres internes

DEPUIS la dissolution de l'URSS, la Russie a traversé toutes les tempêtes, économique, financière et politique. Encadrés par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et le Fonds mo-

ANALYSE

La tourmente asiatique a mis en évidence les faiblesses structurelles de l'économie

netaire international (FMI), conseillés un temps par l'Américain Jeffrey Sachs, les gouvernements successifs ont tenté de plaquer des médecines occidentales sur une économie qui ne ressemblait à aucune autre sans avoir préalablement renforcé ses structures.

L'économie la plus planifiée du monde, il y a moins de dix ans, offre aujourd'hui la caricature d'une économie de marché. La corruption, la criminalité, les fortunes fulgurantes, la puissance des grands lobbies industriels et l'indiscipline des régions s'y sont épanouies à la faveur d'un affaiblissement continu du pouvoir central. Cette déliquescence morale et économique a attisé les mécontentements, et les problèmes sociaux se sont multipliés. Au malaise profond de l'armée, dont les effectifs doivent être fortement diminués du fait de sa res-

tructururation, aux arriérés sur le paiement des salaires, à l'aggravation des inégalités sociales faute de réel système de redistribution se sont ajoutés les tensions ethniques et les troubles dans les zones frontalières.

Cette crise que traverse la Russie intervient à un moment où, paradoxalement, les chiffres laissent entrevoir un léger mieux. Grâce à une stricte politique monétaire, menée depuis 1995, et le refus de faire fonctionner la planche à billets, l'inflation oscille entre 6 et 7 % contre près de 2 000 % en 1992 et encore 300 % en 1994. Pour la première fois depuis sept ans, un début de croissance (+ 0,8 %) s'est fait sentir en 1997. Bien que modestement, la collecte d'impôts, principale cause des difficultés russes et objet de querelles permanentes avec le FMI, s'est améliorée.

DÉBUT D'EMBEILLIE

Mais ce début d'embaillie a été stoppé net en début d'année. Aussi prompts à se porter sur un marché des qu'ils y voient l'espoir d'un gain qu'ils s'en détournent, les investisseurs ont déserté la Russie aussi rapidement qu'ils s'y étaient rués, deux ans auparavant, provoquant jusqu'à la mi-1997 une flambée de la Bourse de Moscou. L'effondrement des monnaies asiatiques a donné le signal d'une défiance généralisée des investisseurs à l'égard de l'ensemble des pays émergents et particulièrement ceux dont les économies étaient les plus

faibles, comme la Russie, le Brésil ou encore l'Afrique du Sud.

S'agissant de la Russie, la tourmente asiatique a mis en évidence les faiblesses structurelles de son économie, minée par un déficit budgétaire endémique (plus de 7 % du PIB). Celui-ci est dû à l'incapacité du pouvoir central à collecter l'impôt faute d'un système fiscal adapté. Pour Moscou, qui se réclame par l'émission de bons du Trésor pour faire face aux échéances de cette dette en roubles, le choc a été rude.

Le premier coup de semonce a lieu en octobre. Il a pris la forme d'une attaque spéculative sur le rouble, et a contraint la banque centrale à puiser dans ses réserves pour défendre sa monnaie. La Russie croit alors en un coup de tabac passager. C'est sous-estimer la « communauté de destin » qu'elle partage avec ses voisins d'Asie. La Thaïlande et la Corée ont mis en route des plans de redressement drastiques pour juguler la crise, et Djakarta est engagé, avec le Fonds monétaire international, dans un bras de fer qui hypothèque le retour à la confiance.

A Moscou, la nervosité des marchés atteint son comble en mai, au plus fort de la crise politique en Indonésie. Le gouverneur de la banque centrale, Sergueï Doublinine, prêche un « krach financier unique dans l'histoire de la Russie » si les autorités ne parviennent pas à contenir la dette interne. Les taux d'intérêt flambent dans la foulée de la

crise indonésienne. Les mineurs de Sibérie, et les enseignants, se mettent en grève. Depuis trois mois, le FMI a suspendu ses versements, au motif que le gouvernement russe ne respecte pas ses engagements. Les rumeurs selon lesquelles le Fonds ne reprendrait pas ses versements s'amplifient. C'est plus qu'il n'en faut pour faire plonger la Russie. En un mois, la Bourse de Moscou s'effondre de 40 %. La banque centrale porte ses taux d'intérêt à 150 % - un niveau insupportable à moyen terme - pour garantir le succès de ses obligations.

LOURDES ÉCHÉANCES

Confronté à des réserves de change qui s'amenuisent, et à la perspective de lourdes échéances de sa dette interne (Moscou doit rembourser plus de 30 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année), le gouvernement russe fait, début juin, de façon informelle, une demande de 10 milliards de dollars de prêts supplémentaires au Fonds monétaire international. Depuis le début de la transition en Russie, le FMI s'est déjà engagé à hauteur de 18,7 milliards de dollars dont 9,2 milliards dans le cadre d'un plan triennal en cours, qui s'achève fin 1999. Et il a déjà toutes les peines du monde à « gérer la conditionnalité » liée à toute aide internationale. C'est-à-dire à faire respecter par le gouvernement russe les objectifs macroéconomiques qui lui sont fixés en contrepartie des prêts.

La demande n'est donc pas accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. Les pays membres du G7 se contentent, début juin, par la voix de Larry Summers, d'assurer la Russie de leur soutien dans la mise en œuvre des réformes, et affirment qu'ils interviendront « si besoin ». Cette fois, pourtant, le marasme de la Russie vient pour une bonne part des problèmes extérieurs. Moscou n'a pas de prise sur les turbulences asiatiques, ou sur la chute du prix du pétrole. La crise asiatique renchérit le coût de son refinancement, quant au recul du cours du brut, il risque de faire basculer le solde de la balance courante dans le rouge pour la première fois depuis 1992. Les produits énergétiques représentant la moitié des recettes d'exportation russes.

La nomination, fin mai, par Boris Eltsine de Sergueï Kirilenko, le jeune réformateur, au poste de premier ministre, a en revanche donné le signal d'une volonté de reprendre l'économie en main. Faisant partie d'une nouvelle génération qui n'a été marquée ni par l'ancien URSS ni par le début du libéralisme effréné qui a suivi, Sergueï Kirilenko a séduit les responsables des grandes puissances. Il vient de remporter une première manche en obtenant une aide sans précédent. Aura-t-il le même bonheur face à une structure politique profondément rétive aux changements ?

Babette Stern

La fermeté de Londres désamorce le chantage des orangistes d'Irlande du Nord

DRUMCREE (Irlande du Nord)

de notre envoyée spéciale
Ils étaient à peine deux mille, lundi 13 juillet à midi, sous un crachin persistant, devant l'église de Drumcree, symbole de la résistance obstinée des orangistes d'Irlande du Nord contre toute évolution politique en Ulster. Une moitié a défilé avec ses fanfares aux uniformes de musiciens de cirque, une autre moitié applaudissait dans une atmosphère de kermesse et une odeur de friture.

Seuls les « frères » des loges de Portadown - berceau de l'orangisme - étaient présents. L'assassinat de trois enfants d'une mère catholique avait désamorcé la manifestation monstre qui avait été prévue. L'ambiance triomphaliste s'était dissipée chez ces militants les plus radicaux de cet ordre symbole d'une domination protestante passée. En dépit du baroud d'honneur de la part d'organisations déterminées à ne pas bouger de Drumcree

avant d'avoir obtenu de passer dans le quartier catholique voisin de Garvaghy Road, il semble que l'occupation de l'église va graduellement se réduire à une présence symbolique.

LÂCHER DE BALLONS NOIRS

Ailleurs dans la province, les traditionnels défilés des loges orangistes pour commémorer la bataille de la Boyne ont réuni des dizaines de milliers de « frères ». A Belfast, portant chapeau melon et collier, quelques centaines d'entre eux ont marché sans incident à travers la portion catholique d'Ormeau Road dont les habitants se sont contentés d'une protestation silencieuse avec drapeaux noirs, lâcher de ballons noirs et banderoles portant des slogans tels que « Honte » ou « Pas de négociations, pas de parades ».

L'Ordre « loyal » d'Orange apparaît comme le principal pendant de la confrontation qu'il a lui-même

organisée. Tout d'abord, il n'a pas obtenu gain de cause et ses membres se déchirent aujourd'hui en public. Il a laissé agir en son sein les éléments les plus violents et racistes de la société nord-irlandaise tout en prétendant contre toute évidence que sa protestation était restée « pacifique et digne ». Il s'est coupé des protestants modérés, cette majorité silencieuse à laquelle plusieurs journaux de la province, dont le *Portadown Times*, ont demandé de s'exprimer. Il a fait l'unité de l'opinion britannique, s'attirant la condamnation unanime de la presse, horrifiée par la mort de trois enfants. Il sera désormais plus aisé au gouvernement de Tony Blair de prendre des mesures répressives contre les auteurs de troubles.

Les Britanniques ont de la peine à comprendre ces gens habillés comme leurs grands-parents, qui se disent plus britanniques qu'eux et prétendent leur dicter la politique à suivre en Ulster. Ils sont las de

payer la note du maintien de l'ordre dans la province, dont ils soutiennent l'économie à bout de bras. Rares sont désormais ceux qui s'opposeraient à l'emploi de la force contre les protestants qui ne respecteraient pas les lois. Car ce qu'exigent, par exemple, les orangistes, c'est de pouvoir manifester où et quand ils le veulent alors que le reste des Britanniques ne bénéficient pas d'un tel privilège.

« NE POUR MANIFESTER »

Premier chef de gouvernement britannique à avoir pris le problème nord-irlandais à bras-le-corps et à s'être engagé personnellement dans la négociation, Tony Blair est aussi le premier à refuser de céder devant les menaces et le chantage des extrémistes unionistes. A plusieurs reprises au cours des dernières décennies - en particulier en 1974, 1986 et 1987 - ceux-ci avaient menacé avec succès de paralyser la province s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Cela

n'a pas été le cas cette fois-ci. C'est une première dans l'histoire de l'Irlande du Nord, et peut-être le symbole d'une nouvelle donne.

Cela ne veut pas dire que le processus de paix soit solidement sur les rails ni que la réconciliation entre les communautés soit pour demain. La coupure entre catholiques et protestants est toujours aussi patente. L'immense majorité des enfants étudient toujours dans des écoles confessionnelles. Avec les récentes expulsions de catholiques de localités protestantes - comme Carrickfergus, où ils sont désormais moins de 10 % - on assiste à ce que certains n'hésitent pas à qualifier de nettoyage ethnique. Tout en se targuant d'intentions pacifiques, l'Ordre d'Orange porte une lourde responsabilité dans ce processus : un de ses dirigeants n'a-t-il pas déclaré lors de l'accession au pouvoir de M. Blair que l'on ne pouvait avoir confiance en lui car il avait épousé une catho-

lique ? Le refus de tout compromis sur l'exercice de leurs « droits » de la part d'orangistes, qui ont cru qu'ils pouvaient détruire par la force le processus de paix, semble cependant s'être retourné contre eux. La semaine dernière encore, un couple d'orangistes avait promené son bébé avec un bavon sur lequel était écrit : « Né pour manifester sur Garvaghy Road. Nous ne nous rendons jamais ! ».

Un tel extrémisme est de moins en moins supportable par les Britanniques, mais aussi par ces 70 % d'Irlandais du Nord qui ont voté pour la paix. Un lecteur du *Times* rappelait jeudi dernier cette phrase de Jonathan Swift, l'auteur de *Gulliver*, qui était aussi doyen anglican de la cathédrale de Dublin : « Nous avons juste assez de religion pour nous haïr les uns les autres mais pas assez pour nous aimer. » C'était au XVIII^e siècle.

Patrice de Beer

Un nouveau premier ministre conservateur devra conduire le changement au Japon

Le candidat à la succession de M. Hashimoto devrait être connu dès le 21 juillet

Le Parti libéral démocrate, prédominant malgré son échec électoral du 12 juillet, choisira le 21 juillet son candidat à la succession du chef du

gouvernement démissionnaire, Ryutaro Hashimoto. En dépit d'un sentiment d'urgence soulevé par les commentateurs, les négociations se

sont engagées pour départager plusieurs personnalités relativement mal armées face à l'aspiration au changement exprimée par l'électorat.

TOKYO
de notre correspondant
La volonté de renouveau manifestée par l'électorat japonais, qui a fait mordre la poussière au Parti libéral démocrate (PLD) lors des élections sénatoriales du 12 juillet, est claire. Le message sera-t-il entendu ? C'est moins certain. Etant donné la majorité que le PLD conserve à la chambre basse, c'est en son sein que sera désigné le successeur du premier ministre Ryutaro Hashimoto, démissionnaire.

Conscient de l'urgence et des risques d'une chute des marchés s'il tergiverse, le PLD a annoncé que le premier ministre serait choisi au cours d'une réunion des parlementaires libéraux démocrates des deux Chambres, qui sera avancée au 21 juillet. Le successeur de M. Hashimoto pourrait donc être élu par la Diète avant la fin du mois.

Le départ du premier ministre, qui assume la responsabilité de la défaite de son parti, est conforme à la règle démocratique. Elle a été accueillie (à Tokyo, du moins) comme un gage de changement par les marchés. Mais son successeur fera-t-il beaucoup mieux ? Le premier ministre sortant a lancé des réformes nécessaires (restructuration de l'administration, plan de sauvetage des banques) et il avait à l'étranger une image qui tranchait avec celle, un peu grise, de ses prédécesseurs. S'il a une part de responsabilité dans les errements du pays au cours de la dernière année de son mandat - du relèvement à contre-temps de la taxe à la valeur ajoutée aux atermoiements pour reconnaître la gravité de la crise économique, puis pour prendre des mesures en vue de redresser le système ban-

caire, à quoi se sont ajoutés ses derniers zigzags sur l'allègement des impôts -, il a aussi été paralysé par les pesanteurs de la bureaucratie. Ce n'est que récemment, et sous la pression extérieure, que le monde politique semblait avoir repris l'initiative. Tardives, les mesures prises par M. Hashimoto ont paru insuffisantes, voire entachées d'opportunisme électoral.

Il n'est pas certain que les hommes en lice pour lui succéder soient mieux armés pour répondre à l'exigence de changement exprimée par l'électorat et restaurer la confiance internationale dans les capacités de redressement du Japon. Le PLD n'était pas préparé à cette rebuffade électorale. La succession de M. Hashimoto, que l'on voyait demeurer au pouvoir quelques mois, même si les résultats du scrutin n'étaient pas bons, a pris de court les caciques du parti.

TRACTATIONS EN COULISSES

En rendant le coût d'une élection moins cher, la réforme électorale de 1994 a diminué le poids des chefs de clans du PLD. Elle n'a pas pour autant bouleversé son fonctionnement. Pour l'instant, en fait de changement, on assiste aux rituelles tractations en coulisses, aux luttes de pouvoir en fonction de l'ancienneté et des rapports de forces entre les clans, auxquelles a traditionnellement donné lieu la désignation d'un premier ministre. Si la sélection du successeur de M. Hashimoto s'opère ainsi, écrit le quotidien *Asahi*, « ce sera un acte de trahison de la volonté populaire ». Le *Yomiuri* estime pour sa part que « le temps manque pour ce genre de batailles internes alors que le monde attend du Japon qu'il s'attaque sérieusement à la crise économique ». Assurément, mais les

vieilles pratiques semblent perdurer. Parmi les prétendants à la succession de M. Hashimoto figure, actuellement en première position, le ministre des affaires étrangères du cabinet sortant, Keizo Obuchi. Affable mais d'une personnalité un peu terne, M. Obuchi est un homme d'appareil qui a comme atout d'être le chef du plus important des cinq clans du PLD. Il est expert des relations avec la Russie et n'a guère d'expérience dans le domaine économique. Ce ne serait pas, en outre, la figure la plus représentative du changement si le PLD devait affronter des élections générales anticipées.

Un autre prétendant était secrétaire du gouvernement dans le précédent cabinet Hashimoto, Seiroku Kajiya. C'est là un poste de coordination politique important, au point que l'on dit de son détenteur qu'il est l'« épouse » du premier ministre. Habile manœuvrier des coulisses (il a été secrétaire général du PLD) et personnalité plus affirmée que M. Obuchi, Seiroku Kajiya a fait preuve d'initiative en matière économique en proposant des réformes plus radicales que M. Hashimoto. Désormais opposé à la coalition sur laquelle ont reposé les cabinets Hashimoto (avec pour partenaires les socialistes et le petit parti pionnier), il est en faveur d'une alliance avec le parti libéral de Ichiro Ozawa.

Entre ces deux politiciens de la vieille école, dont le second semble pour le moment avoir la faveur des marchés, se fauillent d'autres prétendants. L'actuel secrétaire général du PLD, Koichi Kato, semble hors du jeu, ayant à assumer la responsabilité de l'échec électoral. Mais le puissant Yoshiro Mori, président du conseil exécutif du PLD,

figure sur les rangs de successeurs. Parmi les outsiders, le ministre de la santé du cabinet sortant, Junichiro Kozumi, personnalité bouillonnante, représentant d'une génération relativement jeune de libéraux démocrates rive aux pesanteurs bureaucratiques, pourrait contribuer à redresser la popularité défallante de son parti. Il serait un contre-poids à Naoto Kan, président du Parti démocrate, seule figure « photogénique » de l'opposition. Mais il faudrait que les caciques du parti se sentent pris à la gorge pour rompre avec les traditions de désignation (âge, nombre de mandats et de portefeuilles) du premier ministre.

RAYON DE LUMIÈRE

Si le PLD et ses luttes internes pour le pouvoir ont été critiqués, l'opposition est, elle aussi, couverte à un aggrégement. Les électeurs l'ont investi d'une mission de changement, plus par rejet du PLD peut-être que par enthousiasme. Ce fut également le cas lors des sénatoriales de 1989, mais les socialistes ne surent guère, alors, tirer parti de leur victoire. Cette fois, les électeurs ont donné sa chance à la formation de M. Kan et ont salué la cohérence politique et l'intégrité des communistes. Il revient à ces partis d'unifier les oppositions, ne serait-ce que symboliquement, en présentant un candidat commun à l'élection du premier ministre par la Diète. « Le scrutin de dimanche [12 juillet] est un rayon de lumière dans la vie politique japonaise », écrit *l'Asahi*, mais l'opposition doit encore démontrer qu'elle est à la hauteur des attentes des électeurs en justifiant au moins son existence.

Philippe Pons

Le Conseil de sécurité demande à Israël de renoncer au Grand Jérusalem

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ des Nations unies a demandé, lundi 13 juillet, à Israël de ne pas mettre à exécution son projet d'extension des limites de Jérusalem, qualifiant ce projet de « développement grave et préjudiciable » au processus de paix. Dans une déclaration présidentielle, le Conseil engage l'État juif à « ne pas donner suite à cette décision, et à ne prendre aucune autre mesure qui compromettait l'issue des négociations sur le statut définitif » des territoires palestiniens. Ces négociations, qui n'ont pas encore commencé, sont supposées se terminer en mai 1999, selon les termes des accords israélo-palestiniens d'Oslo.

Israël est également prié de « se conformer scrupuleusement à ses obligations et responsabilités légales » découlant de la 4^e Convention de Genève de 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre. Le Conseil « suivra de près les initiatives israéliennes », indique la déclaration, approuvée par les quinze membres du Conseil. Un tel texte a moins de poids qu'une résolution, qui fait l'objet d'un vote et peut se heurter à un veto.

Avant la réunion, l'ambassadeur américain Bill Richardson avait déclaré que son pays avait bloqué « une résolution condamnant Israël ». Dans un premier temps, le groupe arabe à l'ONU avait présenté un projet de résolution

« condamnant » Israël, mais les Européens les ont encouragés à accepter un compromis, qui permettait d'adopter un texte commun avec les États-Unis.

Le Conseil, indique la déclaration présidentielle, reconnaît « l'importance et le caractère sensible de la question de Jérusalem pour l'ensemble des parties ». Israël, qui a conquis la portion orientale arabe de la Ville sainte en 1967, considère que la cité entière est sa capitale indivisible. Les Palestiniens voient dans le secteur Est de la ville la capitale d'un futur État palestinien.

MARCHE ARRIÈRE AMÉRICAINE

Le Conseil de sécurité exprime enfin son soutien aux efforts des États-Unis visant à débloquer le processus de paix et recommande aux protagonistes d'y répondre de manière constructive. Il note que « la parole palestinienne a déjà donné son accord de principe aux propositions américaines, et exprime l'espoir que les négociations sur le statut définitif pourront reprendre et que l'on pourra progresser vers une paix juste, durable et globale », fondée sur les résolutions du Conseil énonçant le principe de l'échange de la terre contre la paix.

Les États-Unis ont proposé il y a plus de deux mois un ensemble d'idées, prévoyant notamment un retrait de l'armée israélienne de 13,1 %

de la Cisjordanie. Alors que Washington affirmait depuis des semaines qu'il attendait l'acceptation par Israël de ces propositions, la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a donné l'impression, à la fin de la semaine dernière, de faire marche arrière en demandant aux Palestiniens et aux Israéliens de « se parler » pour débloquer le processus de paix. Lundi, le porte-parole du département d'État, James Rubin, a affirmé que les deux parties ont approuvé la proposition de M^{me} Albright.

Un son de cloche différent a été toutefois donné par le ministre palestinien de l'Information, Yasser Abed Rabbo, pour qui de tels pourparlers « ne mèneront à rien et prouvent que les États-Unis veulent ainsi faire bon marché de leurs engagements » et visent à ce que « leur initiative de relance du processus de paix se transforme en quelque chose de négociable ». En revanche, d'après le négociateur en chef palestinien, Saeb Erakat, l'autorité palestinienne n'est pas opposée à des rencontres bilatérales, « à condition que des décisions soient prises » et que les idées américaines ne soient pas renégociées.

Israël, a déclaré pour sa part David Bar-Ilan, le porte-parole du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, n'a pris aucune décision concrète concernant la proposition de M^{me} Albright. (AFP Reuters.)

Troisième peine de prison pour Silvio Berlusconi en Italie

ROME

A moins d'une semaine de sa condamnation à deux ans et neuf mois de prison ferme pour corruption, Silvio Berlusconi s'est vu infliger, lundi 13 juillet, une autre peine, fixée à deux ans et quatre mois de réclusion, par la seconde section du tribunal de Milan. Cette fois-ci, il s'agit de financement illégal d'un parti politique, en l'occurrence le Parti socialiste de Bettino Craxi, lui-même condamné à quatre ans. Pour le chef de l'opposition et président de Forza Italia, reconnu coupable d'avoir versé 10 milliards de lire (34 millions de francs) sur deux comptes à disposition de l'ancien leader socialiste, la situation judiciaire devient critique.

Une précédente condamnation, en décembre dernier, à seize mois d'emprisonnement pour falsification aggravée de bilan, couverte par l'amnistie, risque maintenant de devenir effective après ces deux

derniers verdicts. L'ancien président du conseil n'a pas pour autant en prison. En Italie, les sentences ne sont applicables qu'après l'épuisement de tous les recours, ce qui laisse, vu le rythme particulièrement lent de la justice transalpine, quelques années de répit au « Cavaliere ».

Selon les magistrats du groupe « Mains propres », la Fininvest, le groupe d'affaires berlusconien, avait constitué à la fin des années 80, à travers une société panaméenne, la All Iberian, une sorte de coffre-fort à l'étranger pour verser illégalement de l'argent à Bettino Craxi, le tout-puissant homme politique de l'époque. Il s'agit de 20 milliards de lire, dont le parquet de Milan a retrouvé les traces sur des documents bancaires suisses. Les avocats de l'ancien secrétaire socialiste soutiennent que ces sommes d'argent appartenaient à sa formation. Les défenseurs de Silvio Berlusconi ont toujours parié,

aux opérations financières tout à fait normales pour payer des droits cinématographiques au producteur tunisien Thaq Ben Ammar, qui aurait ainsi, en quelque sorte, profité du compte.

CLIMAT TENDU

Plusieurs fois convoqué, cet associé de Silvio Berlusconi ne s'est jamais présenté devant les juges de Milan. Dans deux entretiens, accordés l'un à Canale 5 et l'autre à l'hebdomadaire *Panorama*, deux organes de presse contrôlés par le groupe berlusconien, il a confirmé les thèses de la défense en ajoutant, lors de la dernière interview, parue vendredi 6 juillet, que l'argent était en fait destiné à financer la cause palestinienne. Les avocats de Silvio Berlusconi, forts de cette révélation, ont réclamé la réouverture du procès. Ne l'avoir pas fait, selon eux, la preuve que la sentence de condamnation était déjà écrite.

Salvatore Aloise

Trente-quatre Rwandais brûlés vifs au nord de Kigali

KIGALI. Trente-quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres ont été blessées dans l'attaque, dimanche 12 juillet, d'un lieu d'étape pour chauffeurs routiers, dans la préfecture de Kigali rurale, ont indiqué lundi des sources militaires. « Les Interahamwe ont encerclé l'auberge par surprise et y ont mis le feu, après l'avoir arrosée d'essence, alors que les occupants regardaient la finale de la Coupe du Monde », ont précisé les mêmes sources. Plusieurs véhicules ont également été brûlés sur le parking situé le long de la route.

Ce massacre est attribué par l'Armée patriotique rwandaise (APR) à la rébellion rwandaise, composée de miliciens hutus Interahamwe et de soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR). « Les assaillants étaient au nombre de 40 et n'ont pas séparé les Hutus des Tutsis », ont indiqué les sources militaires. « Les assaillants ont déclaré qu'ils étaient l'Armée du Sauveur, ils ont chanté et poussé des cris », ont également déclaré des survivants. Le Sauveur (« Umuncunguzi » en kinyarwanda) est le titre donné par la rébellion à son journal, qui circule sous le manteau jusqu'à Kigali. (AFP)

Cour pénale internationale : Kofi Annan critique les Etats-Unis

NEW YORK. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a critiqué les États-Unis et neuf autres pays pour avoir adopté des positions tranchées dans les négociations de dernière heure portant sur la création d'une Cour pénale internationale (CPI). Alors que la conférence sur la création de cette cour, chargée de juger les criminels de guerre, doit prendre fin vendredi à Rome, des pays comme les États-Unis et l'Inde durcissent leurs positions respectives. « Il y a quelques délégations, dont celle de votre pays, qui ne semblent pas encore prêtes à se joindre aux autres sur une ou plusieurs questions importantes, ou qui insistent sur certains points », écrit M. Annan dans une lettre adressée samedi 11 juillet à dix pays, dont les responsables de l'ONU n'ont pas voulu dévoiler les noms. Ils ont toutefois confirmé que la lettre avait été adressée à la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. (Reuters.)

Les Quinze appellent les leaders kosovars à « s'unir »

BRUXELLES. Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont appelé, lundi 13 juillet, les « leaders de la communauté albanaise du Kosovo à s'unir et à faire cause commune », en vue de futurs pourparlers pour une solution négociée, dans cette province du sud de la Serbie. « L'équipe des Albanais du Kosovo à des pourparlers doit être capable de parler avec autorité et par conséquent être pleinement représentative de sa communauté », ont estimé dans une déclaration sur le Kosovo les ministres réunis à Bruxelles. Sans la citer, ils ont ainsi implicitement reconnu la nécessité d'inclure l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à tout processus destiné à rétablir la paix dans cette province serbe en majorité peuplée d'Albanais. (AFP)

DÉPÊCHES

■ ESPAGNE/ARGENTINE : l'ancien dictateur argentin Jorge Videla et l'ancien amiral Eduardo Massera pourraient être inculpés, en tant que « responsables directs », d'enlèvement et de modification d'identité d'enfants, dont la mère a disparu en Argentine entre 1976 et 1983, a déclaré lundi 13 juillet le procureur argentin Eduardo Freiler. Selon lui, une telle possibilité, qui a été demandée par les plaignants, s'appliquerait sur de nouveaux témoignages recueillis en Espagne et en Suisse, auprès de plusieurs femmes argentines détenues sous la dictature militaire. (AFP)

■ CORÉES : la Corée du Nord a accusé, mardi 14 juillet, les « extrémistes de droite » sud-coréens d'avoir monté de toutes pièces l'infiltration en Corée du Sud d'un espion armé, dans le but d'aggraver la tension entre les deux Corées. Le corps d'un agent présumé a été retrouvé dimanche sur une plage de Tonghae, dans la province de Kwangwon, dans le nord-est de la Corée du Sud. Cette découverte a déclenché une recherche à grande échelle en Corée du Sud, pour retrouver dans la zone d'éventuels espions nord-coréens. (AFP)

■ RUSSIE/CORÉE DU SUD : un diplomate russe de haut rang, Valentin Moisseïev, a été inculpé lundi 13 juillet de haute trahison, après avoir été surpris en flagrant délit de transmission d'informations confidentielles à un diplomate sud-coréen, a rapporté l'agence ITAR-TASS. Moisseïev, ancien directeur adjoint du premier département chargé de l'Asie au ministère des affaires étrangères, avait été arrêté dans la nuit du 3 au 4 juillet par le Service fédéral de sécurité (FSB, héritier du KGB). (AFP)

■ JORDANIE/FRANCE : à l'invitation du président Jacques Chirac, le roi Hussein de Jordanie effectuera une visite officielle en France du mardi 21 au jeudi 23 juillet, a annoncé lundi le service de presse de l'Élysée. Outre M. Chirac, le roi s'entretiendra avec le premier ministre Lionel Jospin.

■ GAZA : le Centre palestinien des droits de l'homme a dénoncé, lundi 13 juillet, le maintien en détention de M. Abdel Aziz Rantissi, un haut responsable du Mouvement de la résistance islamique Hamas, emprisonné depuis plus de trois mois dans la bande de Gaza. « La police s'arroge le droit d'agir en dehors du cadre de la loi, en refusant de se plier à un ordre de la Haute Cour de justice palestinienne », a indiqué cette organisation dans un communiqué. Le 4 juin, la Haute Cour avait ordonné à la police de libérer M. Rantissi. (AFP)

■ ÉMIRATS ARABES UNIS : des opérations de recherche se poursuivaient mardi 14 juillet à l'aube pour tenter de trouver d'éventuels survivants parmi les huit membres d'équipage d'un avion cargo azerbaïdjanais, un Iliouchine-76 qui s'est abîmé la veille au large des Émirats arabes unis. (AFP)

Des déchets radioactifs russes menacent de polluer l'Arctique

MOSCOU. Cinq millions de mètres de déchets radioactifs liquides rejetés dans un lac de l'Oural dérivent vers une rivière et risquent à terme de se déverser dans l'océan Arctique, a affirmé, lundi 13 juillet, le directeur de l'inspection russe pour l'énergie nucléaire, Iouri Vichnevski. Les déchets, déchargés au fil des années dans le lac de Karatchai, près de Tchéliabinsk (Oural), reposent actuellement à 100 mètres de profondeur, selon M. Vichnevski.

Ils « se dirigent vers la rivière Irtych à la vitesse de 80 mètres par an, et menacent de polluer toute la région de la Sibirie occidentale et l'océan Arctique », s'est ému ce spécialiste, par ailleurs inquiet de l'état de deux réacteurs nucléaires situés à Toms, en Sibérie, qui « peuvent exploser à n'importe quel moment ». « Ils sont du type de celui de Tchernobyl, non conformes aux normes internationales et aucune mesure n'a été prise pour assurer la sécurité dans la région », a-t-il ajouté. (AFP)

هكذا من راصلي

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 15 JUILLET 1998

14 JUILLET A l'occasion de la fête nationale, auréolée de la victoire des Bleus dans la Coupe du monde de football, le défilé militaire sur les Champs-Élysées a mis à l'honneur les

armées de « projection », celles susceptibles d'intervenir en dehors de France, auxquelles le président de la République, Jacques Chirac, a rendu hommage, la veille, devant un par-

terre d'officiers. ● LA RESTRUCTURATION des armées et des industries de la défense, phénomène international, devrait conduire à la suppression de milliers d'emplois civils et mili-

taires à l'horizon 2002. ● A GIAT Industries, dans la Loire, les syndicats du groupe public d'armement assurent que les promesses faites lors de la précédente restructuration

n'ont pas été tenues. ● EN 1997, dix-huit mille officiers et sous-officiers, toutes armes confondues, ont quitté l'armée, en profitant du pécule octroyé pour alléger les effectifs.

Les armées et les industries de défense subissent un grand chambardement

Depuis 1996, la nouvelle doctrine préconisée en matière militaire et industrielle conduit à une restructuration de grande ampleur - phénomène international - qui se traduit par de nombreuses suppressions d'emplois. Un plan va toucher GIAT Industries et la direction des constructions navales

UN DÉFILÉ de transition avant la fin de la conscription, en 2002, au plus tard. Les armées professionnelles devaient prendre possession des Champs-Élysées, mardi 14 juillet. Ou, plus exactement, celles qui sont susceptibles d'être expédiées là où les attendent des missions sous mandat international ou sous contrôle de l'Alliance atlantique puisque la France n'envisage plus de situations où elle aurait à agir seule. Des armées en plein chambardement. Celles-ci et l'industrie de défense n'avaient jamais été soumises à aussi rude épreuve - avec la « revue des programmes » et le « plan de restructuration » du gouvernement Jospin - depuis la fin des aventures coloniales et l'apparition de la dissuasion.

La France est en bonne compagnie. Outre-Atlantique, le chambardement a pris la forme de la « révolution dans les affaires militaires » (RAM), d'où est issue la Quadriennial Defense Review (QDR), un processus qui permet au Pentagone de réfléchir à la place et au rôle des États-Unis après la « guerre froide ». Outre-Manche, cette révision radicale a revêtu l'aspect d'un « rapport sur la défense stratégique », un document censé traduire la nouvelle politique militaire de Tony Blair mais qui engage l'avenir des forces armées britanniques jusqu'à l'horizon 2015.

Pourquoi tant de bouleversements ? Pas seulement parce que la menace principale en Europe a disparu et que, des deux côtés de l'Atlantique, les considérations d'ordre aussi bien géopolitique

que budgétaire, voire technologique et industriel ont contraint les gouvernements, comme les États-majors, à remettre en cause les idées acquises. En réalité, les systèmes militaires évoluent et vont encore évoluer parce que les États n'ont plus le monopole des moyens pour garantir ou, au contraire, pour compromettre la paix. Des imbricolures régionales ou religieuses non résolues, des trafics à grande échelle et de toutes natures, des rivalités qu'on croyait oubliées mais qui resurgissent soudainement, des menaces transformatrices mal maîtrisées, des instabilités momentanées ou permanentes prennent au dépourvu les appareils militaires classiques. Le « millénarisme technologique », expression qui décrit le fantastique développement des découvertes avant et après l'an 2000, fait que l'outil militaire est sans cesse à repenser parce que le sempiternel combat entre l'épée et le bouclier n'a aucune raison de s'arrêter jamais.

CODY HUMAIN ET FINANCIER

A l'instar de ses partenaires, la France a, pour conjurer ces dangers, lancé une vaste réorganisation de ses moyens de sécurité. C'est une ambition qui prend du temps, dont le coût humain et financier est lourd, et que la France souhaite mettre au service d'une politique européenne. Par moyens de sécurité, il faut entendre aussi bien les « capacités militaires » que la « base technologique et industrielle » de défense, édifiée en appui du savoir-faire opérationnel des armées.

Mais, à la différence de ses al-



liés, la France a cherché, durant les décennies antérieures, à faire cavalier seul tant sur le plan de l'emploi de ses forces que sur celui de la puissance de son industrie d'armement, quand il s'est agi de vouloir maîtriser toutes les technologies avancées. La dissuasion a eu pour effet d'édifier la France en donjon national contre lequel venait se briser les armées agressives éventuelles. Les armées françaises se refusant à être des suppléants ou des valets d'armes de l'OTAN, pour conserver toute l'autonomie de manœuvre possible, et les industries étaient invitées à leur fournir le fin du fin.

Aujourd'hui, depuis 1996 notamment, c'est une toute autre doctrine qui est préconisée en matière militaire comme dans le

domaine industriel. La France ne se conçoit plus, sur le plan des opérations militaires à venir, comme une forteresse, ni a fortiori comme un simple figurant : elle se veut partie intégrante d'une communauté de défense qui a l'OTAN pour enceinte de discussions et centre de décisions, et le Pentagone pour principal donneur d'ordres. Y compris pour ce qui est des missions en Europe. En matière industrielle, on retrouve la même ambivalence : la France se veut, tout à la fois, un partenaire et une concurrente des États-Unis, et des autres Européens. Si elle souhaite n'être pas isolée, au bout du compte, par le Royaume-Uni et l'Allemagne unissant leurs efforts, il lui faudra s'insérer dans un tissu de coopé-

rations - sous la forme de rapprochements, de fusions, ou d'alliances - qui risque de banaliser son industrie nationale d'armement.

Voilà l'enjeu, qui n'était pas apparu comme tel, des orientations fixées en 1996 quand Jacques Chirac a entrepris la révolution culturelle de la défense et de ce qui gravite autour en France. Le gouvernement de Lionel Jospin a gardé le cap, au travers de la « revue des programmes » et du « plan de restructuration ». Contraintes d'économiser 20 milliards de francs, les armées perdront - outre leurs 171 000 appelés - 6 000 emplois civils et militaires d'ici à 2002. Dans l'industrie d'armement, qui supprime déjà de 9 000 à 10 000 postes par an depuis des décennies, deux groupes publics sont les plus menacés compte tenu du déclin des commandes nationales et des contrats à l'exportation : GIAT Industries et ses filiales, avec 3 550

emplois en moins, soit le tiers des effectifs, et, surtout, la direction des constructions navales (DCN) - les arsenaux de la marine - qui va se révéler incapable d'occuper ses 21 000 salariés, sans améliorer leur productivité, et qui sera demain dans la tourmente.

Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines. Les affaires militaires se traitent et se jugent sur la longueur. Et, en ce domaine, s'il joue la continuité, comme, en apparence, le défilé du 14 juillet le démontre, l'exécutif admet qu'il n'assure pas obligatoirement l'héritage. Ce n'est ni un simple hasard, ni un effet de style si le ministre de la défense, Alain Richard, laisse déjà entendre à ses collaborateurs qu'il conviendra de réfléchir, dès l'an prochain, aux « pistes » qui doivent déterminer la loi de programmation militaire des années post-2002.

Jacques Isnard

M. Chirac défend les actions extérieures de la France

« La France, a déclaré Jacques Chirac devant un parterre d'officiers réunis, lundi 13 juillet, dans les jardins du ministère de la défense, ne cherche pas à s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres États. Elle tente de protéger les populations, de maintenir la paix, de faire respecter les règles du droit international. En ma qualité de chef des armées, vous me trouverez toujours à vos côtés lorsque votre courage, votre sens du devoir, votre honneur seront injustement mis en cause. »

Évoquant l'engagement de forces françaises hors des frontières, le chef de l'État a donné à ses interlocuteurs le sentiment qu'il entend répondre aux critiques apparues lors du travail de la mission parlementaire d'information sur les missions successives de la France au Rwanda. M. Chirac a donné acte, d'autre part, du fait que le gouvernement a stabilisé, pour les quatre années à venir, les dépenses militaires. « L'effort du pays pour sa défense est maintenu », a-t-il constaté.

Dans la Loire, les salariés de GIAT estiment avoir déjà été « abusés »

SAINT-ETIENNE de notre correspondant
« Plus rien, plus personne n'est crédible. » Alors que le ministre de la défense, Alain Richard (PS),

REPORTAGE
Aucune implantation industrielle « d'envergure » n'a été réalisée

a confirmé la création à Saint-Etienne d'un pôle de soutien logistique regroupant le dépôt des archives, l'établissement d'imprimerie et la librairie de l'armée de terre, permettant le reclassement de 137 personnels civils de GIAT Industries, les salariés du groupe public affichent ouvertement leur scepticisme : ils estiment avoir été « abusés » par les mesures de compensation des précédents plans de restructuration.

Parce que l'État n'a pas honoré ses commandes, les employés du centre de Roanne et Saint-Etienne sont particulièrement vengatifs. En décembre 1995, le ministère du budget avait confirmé la commande, pour les CRS, de 15 000 pistolets automatiques produits par l'établissement stéphanois. Elle paraissait acquise après la décision prise, à la veille des législatives de 1997, par le ministre de la défense, Charles Millon, de créer à Saint-Etienne le « pôle français de l'arme de petit calibre ». Cette commande fut résiliée par Jean-Pierre Chevènement peu après son arrivée au ministère de l'Intérieur. Depuis, le bureau d'études stéphanois spécialisé dans les armes de petit calibre a été privé de tout programme de recherche et l'atelier de 86 personnes devrait cesser toute activité en février 1999.

En mai 1996, lors du plan de restructuration dit de « retour à l'équilibre », entraînant la sup-

pression de plus de 1 000 emplois dans la Loire, M. Millon avait également annoncé les délocalisations à Saint-Etienne de la direction du développement de GIAT Industries et des activités de géographie numérique du ministère de la défense. La première s'est limitée au déplacement d'une quinzaine de personnes sur la quarantaine prévue. La deuxième n'a jamais été mise en œuvre. Seule la création d'un établissement public foncier destiné à accélérer la résorption des friches industrielles est en passe d'aboutir.

Les contre-propositions émises alors par Pascal Clément, président (UDF-DL) du conseil général, n'ont pas été prises en considération : le siège social de GIAT Industries n'a pas été transféré à Saint-Etienne, aucune implantation industrielle « d'envergure » n'a été réalisée sous l'égide de la Datar, et la modernisation des infrastructures routières et ferroviaires est restée au stade de l'étude.

PÔLE OPTIQUE
Autre gouvernement, autres péripéties. Le développement d'un pôle optique et vision sur le site de GIAT Industries à Saint-Etienne se heurte à des querelles foncières et à l'obtention de 8 millions de francs octroyés en décembre 1997 lors d'un comité interministériel à l'aménagement du territoire. Cette somme pourrait permettre l'acquisition d'une tour de vibration appartenant à une filiale de Thomson, et l'implantation d'une ligne de production de fibres optiques, en partenariat avec une société parisienne. Un enjeu plus que symbolique : l'optique est la seule activité que GIAT Industries envisage maintenant de sauvegarder à Saint-Etienne.

Vincent Charbonnier

Le dilemme de Yann Galut, député PS du Cher

BOURGES

de notre envoyée spéciale
Comment fait un député socialiste pour soutenir le gouvernement, quand il est élu du Cher, un département dont 50 % des emplois - directs et indirects - dépendent de GIAT Industries ? Le groupe public subit son quatrième plan de restructuration depuis sa création en 1970. Yann Galut n'a pas résolu le dilemme. « C'est très difficile de défendre le gouvernement, j'ai la même impression que les salariés de GIAT : on est mis devant le fait accompli et c'est catastrophique pour le Cher. » Le site de Bourges va perdre 415 emplois sur 1 200. « Les salariés nous reprochent de ne pas avoir su prévoir l'avenir. Pour le gouvernement, GIAT n'a jamais été une priorité. Je comprends que sa priorité soit les 35 heures et les emplois-jeunes, mais ici, j'en souffre. »

Solidaire du gouvernement, dont il partage l'analyse sur l'évolution nécessaire de la défense, M. Galut l'est aussi des salariés et des syndicats du GIAT qui l'interpellent fréquemment. Depuis son élection l'année dernière, M. Galut

a tenté d'attirer l'attention des ministères de la défense et de l'économie. Sans succès. Les réponses sont vagues, administratives. Le 30 juin, il a rencontré Alain Richard, comme les autres « parlementaires GIAT, Jean Glavary, François Hollande », mais cela n'a pas donné grand-chose. Un

de la défense sur l'autel de Bercy. » M. Galut a au moins réussi à résoudre le paradoxe d'être représentant de la Gauche socialiste, au sein du PS, et avocat sans complexe de la défense. « La France a besoin d'une industrie de la défense. Elle y a investi depuis des années des sommes considérables,

Le PCF demande un débat parlementaire

Estimant que la responsabilité de l'État, actionnaire unique, est engagée dans la crise de GIAT Industries, Jean-Claude Sandrier, député communiste du Cher, réclame un débat à l'Assemblée nationale avant toute suppression d'emplois. Le plan, explique M. Sandrier, prévoit de diminuer « de 40 % », en quatre ans, les effectifs du groupe. C'est « un aveu d'échec » fondé sur « une logique essentiellement mercantile ». « C'est un plan de trop », ajoute M. Sandrier, qui dénonce « les risques que la prédominance des intérêts privés sur les industries d'armement fait courir à notre souveraineté ».

mois avant, il écrivait à Dominique Strauss-Kahn pour se faire l'écho des interrogations locales. Il attend toujours la réponse. « Richard se bat, mais Strauss-Kahn a une logique comptable. Il ne faudrait pas qu'on sacrifie l'industrie

elle doit l'assumer financièrement. Aujourd'hui, GIAT doit s'adapter, mais les salariés ne doivent pas subir cette évolution alors qu'ils ont déjà beaucoup donné. » Face à ses électeurs, il n'a aucune réponse réconfortante à apporter. « Les gens

comprendent qu'on ne peut pas construire plus de chars, mais ils disent que ça va être très dur pour le Cher. Il y a un vrai fatalisme de leur part. Cela fait dix ans qu'ils entendent des discours. Ils voient qu'ils vont disparaître, que leur département va sombrer. » Il regrette « le manque de clarté politique du gouvernement » et le silence gêné qui accompagne les restructurations. Il a appris les détails du nouveau plan de suppression d'emplois par la presse. Il en connaît quelques bribes grâce aux bruits de couloir, ceux du ministère de la défense et ceux des syndicats. « Cela rend amer. » Il reproche au gouvernement de ne pas dire les choses franchement, mais il croit pouvoir dire qu'en matière de défense « Lionel Jospin n'a pas défini de doctrine ». Le député de la Gauche socialiste attend de voir comment le gouvernement va se débrouiller pour « gérer socialement ». « C'est la première restructuration industrielle du gouvernement Jospin : elle doit être exemplaire. »

Hélène de Virieu

Dix-huit mille militaires ont quitté l'uniforme en 1997

UN SUCCÈS sur toute la ligne. Comme l'avait souhaité le précédent gouvernement pour commencer à professionnaliser progressivement les armées, il fallait que des officiers et des sous-officiers quittent l'uniforme en nombre. Les résultats obtenus en 1997 semblent au-delà de toutes les espérances. Quelque 18 000 militaires d'active - officiers, sous-officiers et militaires du rang - sont partis. Soit 22 % de plus que le mouvement de départs naturels constaté en 1996.

Cet accroissement provient, pour l'essentiel, du corps des sous-officiers (+ 46 % par rapport à 1996) avec 10 031 départs, et du corps des officiers (+ 18 %) avec 2 066. Le mouvement le plus net est dans

l'armée de terre qui a les plus gros effectifs : 3 491 départs de sous-officiers, et 1 145 d'officiers. La marine nationale a vu partir 2 225 officiers-maritimes (l'équivalent des sous-officiers dans les deux autres armées), et la gendarmerie 2 163. Cette évolution était inattendue, d'autant que le marché de l'emploi, l'an dernier, n'était pas encore orienté à la reprise et que ces hommes et ces femmes, en quittant les armées à un âge où les charges de famille restent lourdes, ne peuvent pas se permettre de ne plus travailler.

Alors, pourquoi tant de départs ? On a constaté un regain - « significatif », dit l'étude - des départs spontanés. Cependant, on a surtout observé que le phénomène est

lié au succès du double dispositif, dit du « pécule d'incitation au départ » et du « pécule d'incitation à la retraite anticipée », que la loi a instauré pour encourager la déflation des effectifs des armées durant la programmation militaire 1997-2002.

Ces incitations au départ s'appliquent à ces indemnités que des entreprises attribuent pour mieux « dégraisser » leurs effectifs. Les armées ont distribué d'autant plus de péculs qu'il leur fallait commencer à réduire la fonction d'encadrement du contingent, avec la suspension du service national à l'horizon 2000. L'« enveloppe » pour 1997, toutes armées et tous services confondus, a été de 670 millions de francs, la valeur

de trois avions de combat Mirage 2000. D'une manière générale, le pécule est d'autant plus élevé que l'officier ou le sous-officier quitte son uniforme bien avant l'âge limite de son grade.

En 1998, le phénomène devrait s'accroître - un financement de 925 millions de francs est d'ores et déjà programmé - et les candidats au départ continuer à se bousculer. Ensuite, le pécule sera moins attractif : il diminuera de 10 % en 1999 et 2000, puis de 20 % en 2001 et 2002. La perspective d'un resserrement du dispositif peut expliquer que des péculs importants, en 1997, soient parvenus à pousser au départ autant de cadres.

J. I.

DROITS Plusieurs associations craignent qu'un avis de la CNIL, favorable sous certaines conditions à la mise en œuvre d'un système de traitement informatisé des données

sociales, n'aboutisse à un fichage des populations démunies. ● SIX CONSEILS GÉNÉRAUX sont dotés du logiciel ANIS, qui permet, outre la gestion comptable et financière de

certaines services, la création d'un dossier départemental unique sur une personne ou une famille. ● LE DÉPARTEMENT de l'Ain peut ainsi dresser une typologie des difficultés

et des potentialités des personnes qui fréquentent ses services sociaux. ● CETTE TYPOLOGIE prend la forme d'une liste comprenant des appréciations subjectives sur des domaines

sensibles. ● PLUSIEURS associations protestent contre ces pratiques et craignent que ne se constitue un vrai fichier social, équivalent individuel de la cartographie de l'exclusion.

Des associations redoutent un fichage informatisé des populations en difficulté

La mise en œuvre d'un système de traitement informatisé de données sociales, notamment dans l'Ain, acceptée par la CNIL sous certaines conditions, suscite la crainte des travailleurs sociaux

LA CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a-t-elle accordé un peu vite un avis favorable à la mise en œuvre d'un système de traitement informatisé de données sociales qui pourrait déboucher sur un fichage des populations démunies ? C'est ce que pensent des organisations telles que la Ligue des droits de l'homme, le Collectif informatique, les syndicats et des associations de travailleurs sociaux. Celles-ci réclament le retrait pur et simple d'une délibération de la commission, du 25 novembre 1997, acceptant, sous certaines conditions, la mise en œuvre d'un logiciel baptisé ANIS au sein des services sociaux du conseil général de l'Ain.

Pour comprendre les problèmes posés par ce système, un retour en arrière s'impose. La loi de décentralisation de 1983 a transféré aux départements des compétences aussi nombreuses que variées dans le domaine social. Les conseils généraux ont ainsi notamment en charge l'action sociale de terrain, la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance, aux personnes âgées, ou le suivi de l'insertion du RMI. Pour rendre plus cohérents ces différents secteurs, qui ont souvent affaire aux mêmes personnes, pour économi-

améliorer le service aux usagers, l'informatisation est apparue comme une solution de bon sens. Six conseils généraux ont jusqu'à présent acheté le logiciel ANIS (lire ci-contre). Parmi eux, celui de l'Ain expérimente une fonction supplémentaire permettant de dresser une typologie des difficultés et des potentialités des personnes concernées. Celle-ci se présente sous la forme d'une liste à laquelle le travailleur social qui traite le dossier ne peut répondre que sur le mode binaire du coché ou non coché. Or certains items de cette liste font appel à des appréciations fortement subjectives sur des domaines sensibles. Y figurent, par exemple, des données telles que « difficulté psychologique », « capacité à établir des liens affectifs », « état de dépendance (exprimé/reconnu) », « difficulté à accomplir actes de la vie quotidienne », « difficulté d'intégration sociale » ou encore « engagement de la personne/prendre conscience de la réalité ».

TYPOLOGIES FICHES

Les associations, comme nombre de travailleurs sociaux de l'Ain, dénoncent le manque de possibilité de nuancer les réponses à apporter à ces questions, qui débouchent sur des appréciations forcément arbitraires et figées. « Ces typologies sont la négation même du travail social, fondé sur une relation dynamique et mouvante avec les individus, estime une

assistante sociale de l'Ain. Dans ce domaine, rien ne peut jamais être blanc ou noir. » Ces typologies visent à collecter des données en vue d'une exploitation statistique, rétorque Thierry Clément, directeur de la prévention et de l'action so-

ont cru qu'elles étaient obligatoires. » Nous espérons effectivement que tout le monde prendra conscience de l'intérêt qu'il y a à les remplir », estime d'ailleurs M. Clément.

Dans quel but ? Selon lui, les ty-

ANIS permet un dossier départemental unique

Ces dernières années, plusieurs logiciels ont été mis sur le marché. ANIS, conçu par le GIE Bossard-Sinorg, est l'un d'eux. Présenté comme un « traitement automatisé d'informations nominatives », il permet, grâce à des micro-ordinateurs mis en réseau, non seulement la gestion comptable et financière de certains services, mais aussi le suivi des procédures d'attribution et des informations concernant les bénéficiaires de prestations sociales distribuées par les départements.

Autrement dit, il rend possible la création d'un dossier départemental unique, sur une personne ou une famille, en regroupant des données informatisées sur leur vie sociale ou leur santé.

diale au sein du conseil général, et maître d'œuvre du projet. Elles ne modifient en rien la pratique du rapport social qui permet d'exposer la situation d'une famille avec toutes les nuances nécessaires. Et il n'est nullement obligatoire de les remplir.

Ce caractère facultatif des questionnaires est, en effet, l'une des conditions posées par la CNIL à son avis favorable. Sur place, certains travailleurs sociaux redoutent toutefois la pression de la hiérarchie. « Au cours de réunions de présentation, dit l'assistante sociale, on a décrit ces typologies comme de tels progrès que certains

pologies « doivent permettre de mieux gérer l'action sociale du département en ayant une meilleure connaissance des secteurs géographiques, de voir quelles difficultés se présentent le plus fréquemment à l'échelle d'un quartier par exemple ». M. Clément n'exclut pas, à ces fins, d'utiliser les typologies pour dresser des cartographies sociales du département. Pour les collectifs d'associations, cela risque toutefois de déboucher sur une stigmatisation des zones où se concentrent les difficultés. De plus, la CNIL elle-même, dans son rapport de 1994, avait fait part de sa « crainte majeure de voir se

développer un fichier global des populations défavorisées et portant, une sorte de cartographie de l'exclusion reposant sur la définition de profils individuels ou familiaux de précarité ». La commission pourrait ainsi avoir avalisé en 1997 un système qui s'oriente dans la direction qu'elle redoutait trois années auparavant.

« CARTOGRAPHIE DE L'EXCLUSION »

Un autre grief porte sur la durée de conservation des données. « Le conseil général a garanti qu'elles seraient supprimées au bout d'un certain délai après l'expiration des procédures en cours, relève Pierre Suessier, responsable du Collectif pour les droits des citoyens face à l'informatisation de l'action sociale. Mais certaines familles en grande difficulté peuvent être suivies sur plusieurs générations. Il y a toujours au moins une procédure en cours. Amassées sur des années, les données informatisées peuvent finir par constituer un vrai "fichier social", équivalent individuel de la cartographie de l'exclusion. » Dans l'Ain, ces inquiétudes ont été avérées par le contexte politique local. Le soutien accordé par le FN à Charles Millon, président du conseil régional de Rhône-Alpes et élu du département, a contribué à la prise de conscience des travailleurs sociaux. « Le risque existe de voir les fichiers tomber un jour entre les mains d'hommes mal intentionnés », dit une assistante sociale.

Sans attendre cette mobilisation

locale, les différents collectifs ont été reçus en mars par la CNIL pour plaider le retrait de l'avis favorable. Leur dossier a paru suffisamment étayé pour que la commission décide d'effectuer un contrôle sur place, qui a eu lieu jeudi 25 juin. De leurs multiples entretiens, les membres de la mission semblent avoir retiré la conviction qu'il existe effectivement « un certain nombre de points à éclaircir ». Un contrôle plus technique sera mené en juillet avant que le conseil général ne précise sa position sur les questions faisant litige. Puis la commission devrait se pencher à nouveau sur le dossier, au mois de septembre.

« Si je m'aperçois que j'ai été floué, assure d'ores et déjà Pierre Schapira, le membre de la CNIL qui, en tant que rapporteur du dossier, avait proposé l'avis favorable, je n'hésiterai pas à demander à la commission de réviser sa position ». Cette « révision » pourrait ne pas prendre la forme d'un retrait de la délibération, mesure qui n'a jamais été prononcée au cours de l'histoire de la CNIL. Mais elle consisterait au moins en un renforcement des garanties exigées pour que le socle d'une meilleure efficacité dans l'action sociale ne puisse dévier en une surveillance des populations les plus pauvres, portant ainsi gravement atteinte à leurs libertés.

Jérôme Fenoglio

Quand la sortie de la clandestinité débouche sur... 126 000 francs de dettes

ELLE a trente-six ans, vit en France depuis bientôt dix années, et a atteint, lundi 13 juillet, le bonheur presque parfait. Ce jour-là, Monique a reçu de la préfecture de police de Paris la carte de séjour dont elle n'osait plus rêver. Apposée sur son passeport, cette petite vignette tire un trait sur quatre années de vie clandestine. Les ménages, les gardes d'enfants, elle les accomplira au grand jour. Et ce BTS de comptabilité, interrompu par la maladie en 1991, elle le mènera cette fois jusqu'à son terme, promet-elle.

Monique a juste un petit souci : en guise de bienvenue en France, la caisse primaire d'assurance-maladie lui réclame la somme de 126 000 francs. Une somme « énorme » à laquelle « elle ne pourra faire face », a déjà averti l'assistante sociale du 18^e arrondissement de Paris, dans sa demande de « remise gracieuse » à la CPAM. Une somme qui ne correspond à rien, Monique n'ayant pu bénéficier d'« aucune prestation », ajoute-t-elle. Mais la consigne est la

consigne, a répondu, en substance, le 6 mai, la caisse primaire.

Le cauchemar financier de Monique a un nom : « l'assurance personnelle ». Conçue pour prendre en charge tous ceux qui ne bénéficient pas du régime général, cette couverture touchait 510 000 personnes en 1995 : RMistes, jeunes adultes désocialisés, personnes âgées titulaires de l'allocation spéciale vieillesse... Son adhésion y est théoriquement volontaire. Le système prévoit cependant une inscription automatique à ce régime de tous les oubliés du régime général qui, en raison de leurs faibles revenus, bénéficient de l'aide médicale. L'Etat ou le département prennent alors en charge les cotisations à l'assurance personnelle.

CHANGEMENT DE STATUT

En 1989, Monique, qui prépare un bac C2 – qu'elle réussira – par correspondance, tombe gravement malade. Ressources quasi-inexistantes, absence d'assurance so-

diale : la voilà affiliée à l'assurance personnelle. La Ville de Paris paye, sans même qu'elle le sache, ses cotisations. Les années passent. La jeune femme, inscrite à présent dans un lycée privé en BTS de comptabilité et commerce, peine à concilier maladie, travail à mi-temps et études.

En 1993, elle réclame un changement de son statut en France. L'« étudiante » se verrait bien « salariée ». Mais la réponse de la préfecture est négative. La missive administrative s'accompagne d'une invitation à quitter la France. Comme des dizaines de milliers d'autres, Monique décide de ne pas obtempérer. Elle continuera d'habiter avec sa sœur, trouvera des emplois de fortune. Mais pas question de rentrer au Gabon.

Si elle assume l'insécurité propre à sa situation, elle comprend moins les exigences de la CPAM. Fin 1995, une première cotisation de 12 748 francs lui est demandée. L'année suivante, ce sera 13 130 francs. Puis en 1997, moyennant les pénalités, 101 829 francs. Monique peut bien objecter

que dépourvue de papiers, elle n'a droit à aucune prestation, réclamer sa radiation de l'assurance personnelle, la caisse met en avant le règlement. Celui-ci prévoit en effet que ne peut sortir de ce dispositif que celui qui est couvert par un autre régime ou qui a quitté le territoire. « Je ne peux donc que vous maintenir à l'assurance personnelle », conclut ainsi la dernière réponse de la CPAM, reçue, le 6 mai, par Monique.

Anecdote, l'histoire de Monique prend, avec l'opération de régularisation, un caractère pratique exemplaire. Nombre d'assistants sociaux s'inquiètent du statut qu'il convient de donner aux 75 000 nouveaux régularisés. Bénéficiaires de l'aide médicale, ils se retrouvent de facto « assurés personnels ». Que leur carte de séjour vienne à ne pas être renouvelée l'année suivante – faute par exemple d'un emploi régulier – et ils connaîtront la mésaventure de Monique.

Nathaniel Herzberg

Cinquante propositions pour valoriser l'enseignement professionnel

ALORS que la réforme des lycées fait actuellement l'objet de discussions avec les organisations syndicales et qu'un audit sur les collèges vient d'être rendu public (Le Monde du 9 juillet), un rapport consacré à l'enseignement professionnel et technologique a été remis, jeudi 9 juillet, à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale et à Sébastien Royat, ministre délégué chargée de l'enseignement scolaire. Ce document, réalisé à partir d'une table ronde présidée par William Marois, recteur de l'académie de Rennes, for-

mule quelque cinquante propositions visant à valoriser les filières professionnelles.

« Le lycée professionnel a longtemps été utilisé – et l'est encore souvent – par les autres composantes du système éducatif comme le lieu où pouvaient être résolus les problèmes des jeunes en difficulté ou difficiles », soulignent les premières pages du rapport Marois. Parce que « tous les participants de la table ronde ont mis l'accent sur le problème majeur de l'image négative de la voie professionnelle, essentiellement pour les niveaux infé-

rieurs au baccalauréat », le rapport propose « de mieux informer pour changer les mentalités ».

Il insiste aussi sur la nécessité de « réaffirmer l'existence de trois voies de formation initiale (professionnelle, technologique et générale) d'égalité de dignité ». Pour M. Marois, la question des lycées polyvalents regroupant les trois filières est un faux débat. « Il faut passer d'établissements "fourre-tout" à des établissements dotés, pour la voie professionnelle, d'une personnalité ancrée sur un nombre limité de spécialités », recommande-t-il.

La promesse formulée en mars par Claude Allègre d'organiser une campagne nationale en faveur de l'enseignement professionnel et technologique est très attendue par les participants à la table ronde. « Ce sont les réussites, en matière d'insertion des jeunes, qu'il faut faire connaître », proposent-ils. Mais rien ne pourra évoluer sans « une éducation à l'orientation dès le collège », non seulement sur les parcours de formation mais aussi sur les métiers.

Le document propose également de réorganiser les classes technologiques des lycées professionnels. « Il conviendrait de supprimer progressivement les classes

de quatrième technologique » et de transformer les troisièmes technologiques « en classes de sensibilisation à différents champs professionnels ». En outre, « un groupe de travail national » devrait être mis en place pour améliorer les procédures d'affectation des élèves et éviter les orientations non choisies.

PARTENARIAT

Afin d'améliorer le partenariat entre l'école et l'entreprise – qui s'est depuis une quinzaine d'années largement développé –, le rapport insiste sur le besoin d'une « mutualisation des réussites » et suggère la création de « rencontres annuelles de l'enseignement professionnel ». De plus, chaque rectorat devrait organiser un « pôle formation professionnelle et relations avec les entreprises » et des cartes du partenariat pourraient être accessibles sur des sites Web.

En termes de diplômes, le texte insiste sur la nécessité de clarifier l'organisation du premier niveau de qualification (CAP, BEP) et développe un schéma qui boucle le système actuel. Le diplôme d'études professionnelles (DEP), préparé en deux ans après la troisième, deviendrait le seul diplôme

d'insertion de niveau V. Quant au bac professionnel, il serait précédé de deux années propédeutiques en alternance allégée, sanctionnées par un certificat d'études professionnelles (CEP).

Pour le système de l'alternance école-entreprise, le rapport considère qu'« il convient d'en améliorer sensiblement le fonctionnement » en formant réellement des tuteurs, en étalant mieux les périodes en milieu professionnel sur l'année scolaire, en assurant un véritable suivi par l'établissement et en développant la recherche sur la pédagogie de l'alternance. La coexistence d'une alternance sous statut scolaire et sous statut salarié, par le biais de l'apprentissage, n'est pas remise en cause, mais le rapport ne dit rien sur le développement qu'il convient d'accorder à l'un ou l'autre de ces deux statuts.

Enfin, il est proposé que tous les futurs enseignants soient « informés sur l'enseignement professionnel et technologique » et que soient inclus, dans la formation continue des professeurs de lycées professionnels et technologiques, des stages en entreprise.

Sandrine Blanchard

Résultats Grandes Ecoles

Admission

SAINT-CYR

Résultats disponibles le 16 juillet 1998

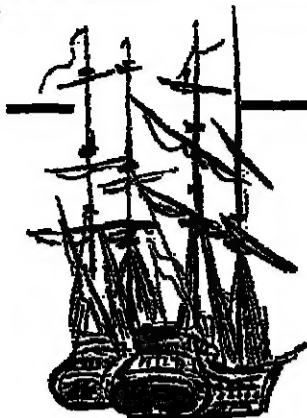
3615 LEMONDE

LA LOI AUBRY

Deux ans pour réussir les 35 heures !

chez votre libraire

Editions d'Organisation



HORIZONS

ENQUÊTE

LES SAVANTS 2 DE BONAPARTE

Dans un foyer de lumières

Ainsi, c'est en Egypte que Bonaparte les emmenait... Les quelque 160 savants et artistes, partis pour une destination secrète, brûlent maintenant de découvrir le pays des pharaons

L'EGYPTE, enfin ! Savants et artistes ont été regroupés sur une frégate de faible tonnage, la *Montenotte*, capable de pénétrer dans le port d'Alexandrie. Ils ont attendu deux jours en mer, sans nouvelles des combats qui se livraient à terre (une petite résistance, avec de faibles moyens, rapidement matée par Bonaparte).

Le 4 juillet 1798 au matin, après une nuit passée sur le pont, un canot les dépose sur la rive, hors les murs. Ni comité d'accueil ni portefaix : chacun doit traîner sa malle dans le sable, pour se diriger vers ce qui ressemble vaguement à une ville.

Alexandrie ? Est-ce bien Alexandrie ? Les membres de la commission des sciences et des arts se frottent les yeux. Même ceux qui ont lu le *Voyage en Syrie et en Egypte* de Volney, pourtant bien peu complaisant, sont stupéfaits. L'ancien centre intellectuel du monde n'est plus qu'une bourgade poussiéreuse de 6 000 habitants, aux rues étroites et aux masures branlantes. « Nous cherchions l'Alexandrie d'Alexandre, bâtie par l'architecte Diodore, nous cherchions cette ville où sont nés, où se sont formés tant de grands hommes, cette bibliothèque où les Ptolémées avaient réuni le dépôt des connaissances humaines ; nous cherchions enfin cette ville commerçante, son peuple actif, industrieux : nous ne trouvâmes que ruines, barbarie, avilissement et pauvreté de toutes parts », raconte Charles Nory, un architecte de vingt ans.

Pour le moment, il faut se loger. Et là, mauvaise surprise : rien n'a été prévu pour les membres de la commission des sciences et des arts. Les généraux ont d'autres chats à fouetter. Tandis que la troupe occupe les limites de palmiers qu'elle vient de se construire le long du rivage, quelque 160 civils errent comme des âmes en peine, poursuivis par des chiens faméliques. Villiers du Terrage, élève de Polytechnique, passe sa première nuit africaine couché par terre, près de sa malle.

Il faudra plusieurs jours aux savants et artistes pour réussir à se caser plus ou moins, chez des Européens ou dans la maison du consul d'Angleterre, qui a quitté la ville avant l'arrivée de l'expédition française. La nourriture manque, l'eau est puante, des chiens errants, la chaleur... L'ingénieur Prosper Jollois s'indigne de « l'abandon où on laisse une foule de jeunes gens que l'on avait arrachés à leur patrie, à leurs parents, à leurs amis, et auxquels on avait promis monts et merveilles ».

Très vite, pourtant, l'esprit scientifique se réveille, réagissant au second plan des difficultés matérielles qui, d'ailleurs, s'atténuent au fil des jours. Un matin, vers 5 heures, plusieurs membres de la commission, protégés par une escorte et accompagnés de Louis Bonaparte, le jeune frère du général en chef, vont observer la colonne de Pompée, qui domine la ville du haut d'une colline. Pour grimper celle-ci au-dessus du chapiteau, comme sur une poulie, avant de la remplacer par des cordes de plus en plus grosses. La dernière étant fixée au sol, un jeune mousse peut alors se hisser sur le monument et y préparer un dispositif capable d'élever des personnes assises sur un banc suspendu. Mesurer la colonne ne nécessite plus qu'un fil à plomb. Une vérification au graphomètre lui attribue 88 pieds et 6 pouces, soit 28,75 mètres.

D'autres monuments retiennent l'attention, comme les deux aiguilles de Cléopâtre, couvertes de hiéroglyphes. L'un de ces obélisques est debout, l'autre couché et à moitié enfoui. Une fouille est aussitôt entreprise pour le dégager. On ne manque pas d'aller admirer aussi, dans la cour de la Grande Mosquée, un merveilleux sarcophage de granit datant de l'époque pharaonique.

Entre deux visites, Prosper Jollois et d'autres jeunes ingénieurs vont faire un plongeon dans la mer, près des bords dits de Cléopâtre.

La population regarde avec effarement ces agités, venus d'une autre planète. Elle a été désorientée par la proclamation de Bonaparte, imprimée en arabe, et que déchiffrent à haute voix ceux qui savent lire. C'est une violente diatribe contre les mamelouks, accusés de martyriser le peuple égyptien, et une quasi-proclamation de foi musulmane. Mais comment voir des coreligionnaires dans ces envahisseurs ? Les civils n'inspirent pas plus confiance que les militaires. « Nos grands cheveux et nos habits verts choquent beaucoup les musulmans », note Villiers du Terrage dans son journal. En effet, le vert est réservé chez eux aux descendants de Mahomet. » Si ce n'était que cela...

Savants et artistes vont se répartir en trois groupes. Un premier, composé de Monge et de Berthollet, accompagne Bonaparte dans sa descente sur Le Caire. Un deuxième se rend à Rosette sous la conduite du général Menou, qui a été blessé lors du débarquement. Le troisième reste à Alexandrie avec Kléber, blessé lui aussi, et qui a besoin d'un temps de convalescence.

Pour arriver plus vite au Caire, Bonaparte a décidé de prendre la route du désert. Ce voyage à pied, entrepris au cours de la période la plus chaude de l'année, sera un calvaire. Guettés par des bédouins, qui réservent les pires châtiments aux traîtres, les soldats étouffent dans leurs uniformes de drap épais. Et ils meurent de soif. De temps en temps, des bouquets de palmiers et des lacs apparaissent dans le lointain. On crie de joie, on se précipite... A ces mirages, Monge consacrera quelques semaines plus tard une remarquable étude scientifique.

L'armée est au bord de la mutinerie, mais n'a pas d'autre choix que d'avancer. De désespoir, plus d'un soldat se brûle la cervelle. Comment Monge et Berthollet trouvent-ils la force de s'intéresser à des vestiges ? Les voyant fureter, la troupe se persuade que les savants ont provoqué cette expédition en Egypte pour rechercher des antiquités. Les voilà montrés du doigt, accusés de tous les maux de l'armée d'Orient. Le général Caffarelli, traînant sa jambe de bois, parcourt les rangs pour tal-

mer les esprits. Il rappelle que l'Egypte a été jadis le grenier de Rome. Ce pays, assure-t-il, est très riche, on n'en a encore rien vu, toutes ces souffrances seront vite oubliées... « Par là, lui lance un grenadier, vous vous moquez de cela général, vous qui avez un pied en France ! » Ce mot, répété de bivouac en bivouac, met un peu de gaieté, mais l'armée, qui n'en finit pas de regretter les verdoyants paysages de Lombardie, est atteinte d'un spleen inexorable.

Les rives du Nil sont enfin atteintes à Rahmanieh. Les soldats se jettent tout habillés dans le fleuve, au risque de boire de l'eau polluée et d'être mutilés par des crocodiles. Dans les champs environnants, ils font une consommation effrénée de pastèques, s'attirant de redoutables ennemis intestinaux.

Bonaparte, soucieux de ménager Monge et Berthollet, les confie à l'un des bateaux qui doit remonter le fleuve. Hélas ! la flottille est bientôt attaquée par des bâtiments mamelouks. Une vive bataille s'engage près de Chebreis, au cours de laquelle les deux savants font vaillamment le coup de feu. Dans un moment critique, voyant sa mort approcher, Berthollet se remplit les poches de pierres pour pouvoir se noyer sans être pris. Cette extrémité lui sera évitée.

Aucun savant n'assiste à la célèbre bataille d'Embehah, dite des Pyramides, au cours de laquelle les mamelouks, montés sur les plus

beaux chevaux du monde, sont défaits par les carrés de Bonaparte. Ces fiers cavaliers aux harnachements coulés d'or déchargent en un touremain leur carabine, leur tromblon et leurs quatre pistolets, avant de fondre, sabre recourbé, sur de vulgaires fantassins. On tire à vingt pas, parfois même à dix pas, et c'est la débâcle. Une partie des mamelouks fuit sa course dans le Nil ou prend la fuite. Une autre meurt sur place et se voit dépouillée de ses yatagans damasquinés, de ses étriers en argent ou en vermeil.

Cet épisode sanglant, aussitôt transformé en épopée, donnera lieu en France à mille récits, dessins et tableaux, pendant des décennies. « Aller, et penser que du haut de ces monuments quarante siècles nous observent », avait dit Bonaparte à ses troupes avant la bataille. Les chroniqueurs traduiront plus joliment : « Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent... »

QUAND le général en chef de l'armée d'Orient entre dans la capitale, les palais des mamelouks en fuite ont déjà été largement pillés. Mais, très vite, l'ordre français s'impose. « Peuple du Caire, déclare Bonaparte dans une proclamation en arabe, je suis content de votre conduite. Vous avez bien fait de ne pas prendre parti contre moi... » Ceux qui n'ont pas compris sauront à quoi s'en tenir. « Les Turcs ne peuvent se conduire que par la plus

comme l'écrit Villiers du Terrage. Logés chez un négociant français, ces républicains goûtent au luxe et apprécient sans complexe les services d'esclaves maltais. Geoffroy Saint-Hilaire se fait offrir une escorte pour aller chasser dans le delta, recueillant nombre d'oiseaux intéressants, qu'il « fait préparer en peu et en squelette » pour mieux les étudier. Les botanistes herborent avec des moyens de fortune : leur papier a disparu, avec beaucoup d'instruments scientifiques, dans le naufrage du *Patriote*, au moment du débarquement à Alexandrie. Chacun s'occupe du mieux possible. L'agronome Nectoux observe les paysans, Vivant Denon dessine tout ce qu'il voit, tandis que Villoteau, ex-baryton de l'Opéra de Paris, sert de secrétaire au général Menou. Trois membres de la commission sont chargés de l'achat des denrées pour l'armée et la flotte.

Une flotte dont il ne restera bientôt plus grand-chose. Des savants et des artistes assistent, horrifiés, à la bataille navale d'Aboukir, le 1^{er} août, du haut de la tour du couvent d'Abou-Mandour où ils étaient partis en excursion. L'escadre française n'avait pu se mettre à l'abri à Alexandrie. Ignorant la profondeur des passes du Port-Vieux et craignant les vents qui balayaient le Port-Neuf, l'amiral Bruyès a préféré, en attendant, placer sa flotte dans la baie d'Aboukir. Les navires sont alignés, à l'ancre, assez loin du rivage. Avec une grande audace, Nelson a introduit des bâtiments dans la brèche. L'escadre française est prise en tenaille. C'est un carnage. Sur l'Orient, Bruyès, blessé au visage, la main arrachée, résiste vaillamment jusqu'à ce qu'un boulet le coupe en deux. Son adjoint Dupetit-Thouars épouse l'héroïsme aux limites de l'absurde : ayant perdu bras et jambes, dira la légende, il se fait placer dans un bûche de son, qui absorbe son sang, pour continuer à commander *Le Tonnant*. Les pertes françaises s'élèvent à 1 700 tués ou noyés, 1 500 blessés, 3 000 prisonniers, 4 navires coulés et 9 autres tombés aux mains des forces anglaises.

Un mois plus tard, revenant sur la plage d'Aboukir, le peintre Redouté en fera une sinistre description : « Le rivage était couvert d'épaves à demi enfouies dans le sable. D'autres flottaient encore. On eût dit d'un immense chantier de construction maritime. Ici c'était un mât rompu, là un canot à demi brisé, un gouvernail, des bancs, des cages à poulets, des coffres, des caisses... enfin les cadavres des malheureuses victimes du combat, que la mer avait jetés sur ces bords. Ces tristes restes étaient disséminés sur une longueur de près de quatre lieues. Quelques-uns de ces morts, entièrement nus et qui paraissaient intacts, étaient couchés dans une attitude aussi belle qu'effrayante... Plusieurs, déjà dévorés par les oiseaux de proie, n'étaient plus que des squelettes blanchis par l'eau salée de la mer... »

Les Français ne peuvent plus quitter l'Egypte, ils sont prisonniers de leur conquête. Bonaparte n'apprendra la catastrophe que douze jours plus tard, les communications avec Le Caire étant très difficiles. A ses officiers, effondrés, il lance : « Eh bien, nous voilà dans l'obligation de faire de grandes choses : nous les ferons ; de fonder un grand empire ; nous le fonderons. Des mers, dont nous ne sommes pas maîtres, nous séparant de la patrie ; mais aucune mer ne nous sépare ni de l'Afrique ni de l'Asie. Nous sommes nombreux, nous ne manquerons pas d'hommes pour recruter nos cadres. Nous ne manquerons pas de munitions de guerre, nous en avons beaucoup ; au besoin, Champy et Conté nous en fabriqueront... »

La catastrophe d'Aboukir incite en effet les ingénieurs et les techniciens à redoubler d'ingéniosité. A Alexandrie, où se trouve le troisième groupe, autour du général Kléber, l'irremplaçable Conté fabrique à toute vitesse des fourneaux à rôtir les boulets et une pompe à incendie flottante, en prévision d'une nouvelle attaque anglaise. Les autres savants s'employaient à des tâches plus pacifiques,

comme la levée du plan de la ville, l'inspection des citernes ou la remise en état d'un canal de liaison avec le Nil.

Le 10 septembre, une douzaine de membres de la commission accompagnent les généraux Menou et Marmont pour une tournée dans le delta. Cette excursion militaire, comptant deux cents hommes d'escorte, ne manque pas de drames. Redouté fait une chute dans le Nil et perd une quarantaine d'aquarelles. Près du village de Chaabas, dans une zone inondée, la petite troupe est accueillie par un feu nourri. Dolomieu tombe de cheval et manque de se noyer. Le peintre Joly, lui, a été pris de panique dès le début de la fusillade : il s'abrite dans un état de transe et refuse tout secours. Il sera massacré sur place.

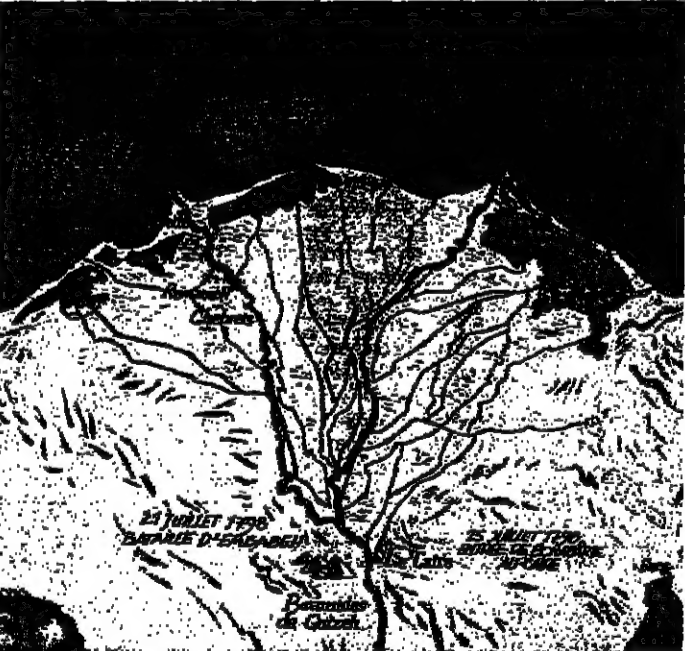
A la demande de Bonaparte, tout le monde est convoqué au Caire dans le courant du mois de septembre. Menou et Kléber veulent retenir « leurs » savants. Le premier envoie une lettre pleuronnéeuse à Caffarelli : « Général, avez pitié d'un homme qui a besoin de trouver quelqu'un qui entende le français et avec lequel il puisse causer le soir, quand il a fatigué toute la journée... » Kléber, plus sobre, écrit à Bonaparte, dont on ne discute pas les ordres : « Je regrette infiniment ces artistes, ils ont souvent contribué à éclaircir mes idées trop rembrunies... »

Quatre palais contigus, entourés de magnifiques jardins, ont été réquisitionnés pour réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Egypte, sur le modèle de l'Institut national

La capitale n'a rien à voir avec Alexandrie ou Rosette : c'est un grand centre commercial de 260 000 habitants, où convergent les caravanes d'Arabie, d'Abyssinie et de Syrie. Ses remparts font 24 kilomètres de long. La découverte de cette ville cosmopolite, qui compte des Grecs, des Syriens, des Juifs, des Maghrébins et des Arméniens, laisse aux savants et artistes des impressions très contrastées. « Pas une belle rue, pas un beau monument », note Vivant Denon. Des rues « étroites, tortueuses et sans pavés, fort dégoûtantes », confirme Villiers du Terrage. Le même, pourtant, découvre avec émerveillement, du haut de la citadelle, les trois cents mosquées du Caire, les pyramides, le désert.

Le peintre Redouté n'a pas de mots assez forts pour exprimer son ravissement devant le contraste entre les maisons sombres et les mosquées blanches, « les élégants minarets qui s'élèvent dans l'air comme des flèches ». En cette période de crue du Nil, l'immense place de l'Ezbékieh, bordée de maisons cossues, est entièrement inondée, et des barques majestueuses la traversent. Une Venise orientale. Bonaparte s'est installé là, dans le harem du palais d'Elly bey, l'un des mamelouks en fuite. L'architecte Jean-Baptiste Le Père y construit une terrasse, un grand escalier et réaménage certaines pièces à l'européenne.

Quatre palais contigus, entourés de magnifiques jardins, ont été réquisitionnés dans le quartier de Nasrîeh pour pouvoir réaliser le grand projet de Bonaparte : un Institut d'Egypte, sur le modèle de l'Institut national. Il s'agit de travailler au bord du Nil comme on le ferait au bord de la Seine. La science française est en quelque sorte décentralisée. Cette académie coloniale sera « la maîtresse favorite du général », selon des militaires ironiques.



grande sévérité, écrit le vainqueur des Pyramides au général Menou le 31 juillet. Tous les jours, je fais couper cinq ou six têtes dans les rues du Caire. Nous avons dû les mener jusqu'à présent pour détruire cette réputation de terreur qui nous précédait : aujourd'hui, au contraire, il faut prendre le ton qui convient pour ces peuples obéissants ; et obéir, pour eux, c'est craindre... »

Monge et Berthollet sont appelés à des tâches qui n'ont pas grand-chose à voir avec leurs sciences respectives. Ils mettront les scellés sur les biens des mamelouks et en feront l'inventaire avec l'aide de quelques jeunes polytechniciens. Puis ils seront nommés inspecteurs de la monnaie. Et lorsque Bonaparte créera une assemblée de notables locaux, le Divan, on leur demandera d'en être les commissaires français.

De son côté, le deuxième groupe de savants et d'artistes, parti pour Rosette en compagnie du général Menou, a découvert une tout autre image de l'Egypte : « Des bosquets charmants d'orangers et de citronniers... du raisin noir superbe »,



umières



Les séances de l'institut se tiennent dans le grand salon du harem de Hassan Kacheh, garni de meubles précieux, trouvés ici ou là. Les sept premiers membres, désignés par Bonaparte, sont chargés d'être les vingt-neuf autres. La plupart appartiennent à la commission des sciences et des arts. S'y ajoutent des militaires (dont Bonaparte, Andréossy et Caffarelli), des membres de l'administration et du service de santé, ainsi qu'un religieux syrien, de rite grec-catholique, dom Raphaël (Antoine Zakbour), qui possède parfaitement l'arabe. Point d'Égyptien, en revanche : l'obstacle de la langue et le fossé culturel sont sans doute jugés infranchissables. La participation de lettrés locaux aurait pourtant donné une autre dimension à l'entreprise.

UNE triple mission est confiée à l'institut : étudier l'Égypte sous toutes ses facettes, y propager « les lumières » et répondre aux questions soulevées par « le gouvernement ». Quatre sections sont constituées : mathématiques ; physique ; économie politique ; littérature et arts. Après quelques coquetteries, Monge accepte d'en être le président pour les trois premiers mois. Le vice-président en sera Bonaparte, membre de la section de mathématiques, qui lui succédera le trimestre suivant.

Dès la première séance, le 23 août, le général en chef pose six questions pratiques à ses collègues : Comment perfectionner la cuisson du pain ? Peut-on trouver un substitut au houblon pour fabriquer de la bière ? Est-il possible de clarifier et de rafraîchir l'eau du Nil ? Faut-il construire au Caire des moulins à eau ou des moulins à vent ? Comment fabriquer de la poudre avec les moyens locaux ? De quelles réformes auraient besoin le système judiciaire et l'enseignement en Égypte ?

Bonaparte attend des réponses rapides. On constitue aussitôt des

commissions pluridisciplinaires, qui se prononceront dès les séances suivantes avec une remarquable efficacité. Il suffit de cinq jours, par exemple, pour trouver le moyen de fabriquer localement de la poudre : celle qui se trouve dans le pays en crasse anormalement les fusils et ne permet pas aux balles de porter à plus de quelques dizaines de pas. Le président de la commission explique que l'Égypte possède du charbon de bois de lupin, et que son climat est idéal pour la formation du salpêtre. Ne lui manque que le soufre, qu'on pourrait faire venir de Sicile. Il est techniquement possible d'augmenter la force de la poudre locale en diminuant les doses de soufre. Deux ans plus tard, on constatera avec fierté que la poudre fabriquée au Caire « porte le boulet d'épreuve à quatre toises un pied plus loin que la poudre de France ».

Lors de la séance du 7 septembre, c'est la commission sur les fours à pain qui dépose ses conclusions. Les tiges de carthame, les roseaux et la paille de maïs, affirme-t-elle, fourniraient un combustible abondant, moins cher de 20 % que celui qu'on utilise en France ; la consommation pourrait d'ailleurs diminuer grâce à une nouvelle construction permettant une vitesse de l'air plus grande... Qui a dit que les commissions étaient faites pour enterrer les dossiers ?

La célérité conduit à des erreurs. La commission qui se prononce en faveur des moulins à eau – plus faciles à construire et plus économiques que des moulins à vent – n'a pas pris le temps d'étudier les effets de la crue du Nil. Les modifications considérables du niveau du fleuve perturberont le fonctionnement des roues à aubes. Après quelques mésaventures, on préférera construire des moulins à vent.

Bonaparte, très assidu aux séances, ne se prend pas pour un membre d'honneur de l'institut. « Je veux faire aussi mon mémoire

comme les autres, et j'ai vu le lire », lance-t-il un jour à Monge, mettant le mathématicien dans le plus grand embarras. Berthollet trouvera les mots adéquats : « Général, vous êtes trop grand dans l'Europe et partout, et trop au-dessus de tout le monde pour aller, dans ce moment-ci, vous mettre à écrire un mémoire. Tout le monde voudrait se mêler de le juger. Il se trouverait des gens qui iraient chercher Plutarque ou dériver le diable, pour prouver que cela ne vaudrait rien. Vous vous compromettez, j'en suis sûr, Général... » Bonaparte renonce à son mémoire.

Dès la première séance de l'institut, le général en chef pose six questions : Comment perfectionner la cuisson du pain ? Peut-on trouver un substitut au houblon pour fabriquer de la bière ? Est-il possible de clarifier l'eau du Nil ? Faut-il construire au Caire des moulins à eau ou des moulins à vent ? Comment fabriquer de la poudre avec les moyens locaux ? De quelles réformes auraient besoin le système judiciaire et l'enseignement en Égypte ?

Une véritable cité scientifique se met en place dans le quartier de Nasrîeh, avec une bibliothèque, des laboratoires de physique et de chimie, un cabinet d'histoire naturelle, des ateliers de mécanique, un observatoire, une ménagerie et même un petit musée archéologique. La plupart des membres de l'institut – mais aussi les autres savants et artistes de la commission, associés à leurs travaux – sont aux anges. Dans une lettre du 3 août,

Geoffroy Saint-Hilaire décrit des espaces immenses et bien plantés, pour la culture et la botanique : « Notre volière est déjà toute faite ; bientôt nous serons, sous ce rapport, mieux établis que dans le Jardin des plantes. » Et, le 10 septembre, à son père : « Je jouis de plus d'aïssance que je n'avais à Paris ; je suis placé dans un foyer de lumières, dont je tâche de profiter ; entouré d'amis, j'ai le bonheur d'approcher notre illustre chef et de manger assez fréquemment avec lui. »

Ce climat de travail est favorisé par des conditions matérielles exceptionnelles. « Nous avions,

grande pensée, plus d'une idée vraiment philosophique, plus d'une découverte scientifique y ont pris naissance. On se flattait alors de jeter les fondements d'une nouvelle école d'Alexandrie, qui, partie d'un point plus avancé, pouvait un jour effacer l'antienne. »

Des architectes débattent avec des naturalistes, des physiiciens ou des astronomes collaborent avec des géographes... Le travail pluridisciplinaire correspond bien à l'esprit de l'époque, hérité de l'Encyclopédie. Rares sont ceux qui s'enferment dans leur spécialité. Le mathématicien Fourier, qui a été nommé secrétaire perpétuel de l'Institut d'Égypte, n'a-t-il pas commencé sa carrière par l'enseignement des lettres et de la philosophie ? Les séances qui se tiennent au palais de Hassan Kacheh tous les cinq jours, de bon matin, frappent par leur éclectisme : à celle du 12 septembre, il est question successivement des fours à pain, de l'établissement d'un almanach et de la résolution générale des équations algébriques. Le poète Parseval Grandmaison y lit la traduction d'un fragment du Tasse, tandis que le médecin-chef Desgenettes s'exprime sur la prévention de quelques maladies fréquentes en Égypte, comme la dysenterie et les ophtalmies.

Dans cette ambiance de travail, les jeunes élèves de Polytechnique, qui avaient dû interrompre leurs études, se replongent dans leurs cahiers de calcul différentiel, d'équations littérales et de trigonométrie. Un jury, présidé par Monge, les examine. Ils devront attendre le résultat plusieurs jours, avec la même fébrilité que leurs camarades restés en France. Ayant tous réussi leur examen de sortie, ils choisissent une affectation, se partageant entre les Ponts et Chaussées, le génie militaire et l'artillerie.

L'Institut d'Égypte est en liaison avec l'Institut national. Chacun des mémoires établi au Caire est adressé à l'Académie même, qui lui envoie en retour certains textes. Mais, en raison de la destruction de la flotte et du contrôle de la Méditerranée par les Anglais, les communications sont très irrégulières. Il faut suppléer sur place au manque de livres et de journaux. Ce sera le rôle des imprimeries transportées en Égypte par l'armée d'Orient.

Une revue scientifique, *La Décade égyptienne*, voit le jour en octobre de cette année 1798. Son titre – jugé d'autant plus ridicule par certains qu'elle ne pourra paraître tous les dix jours – est inspiré de *La Décade philosophique*. Dans un éditorial de présentation, Tallien précise : « Le journal que nous entreprenons sera purement littéraire. Aucune nouvelle, aucune discussion politique n'y trouvera place ; mais tout ce qui est du domaine des sciences, des arts, du commerce, sous ses rapports généraux et particuliers, de la législation civile et criminelle, des institutions morales ou religieuses, sera recueilli avec empressement. » On y lira en effet des mémoires sur les sujets les plus divers, des tableaux statistiques et même des poèmes, avec des extraits en arabe.

Une publication d'une autre nature, le *Courrier de l'Égypte*, s'adresse au corps expéditionnaire. C'est un instrument de propagande, destiné à entretenir le moral des troupes, mais aussi une feuille d'informations – quatre petites pages – apportant des nouvelles d'Europe et rendant compte des activités quotidiennes des Français en Égypte. Ce n'est pas un modèle de journalisme : une parution irrégulière, des coquilles en pagaille... Le titre lui-même sera orthographié *Courier* dans la plupart des numéros, sans que cela émeuve quiconque apparemment.

Les deux publications, dirigées par des membres de l'Institut, paraîtront durant toute la durée de l'expédition. D'abord, sous les presses de l'imprimeur Marc-Aurèle, qui a suivi l'armée d'Orient à titre privé avec son propre matériel ; puis, à l'imprimerie officielle, confiée à l'orientaliste Jean-Jacques Marcel.

LES petites jalousies qui étaient apparues lors du voyage en Méditerranée trouvent de quoi s'alimenter au Caire, malgré le confort de l'installation. Caffarelli est accusé de privilégier les ingénieurs militaires au détriment des ingénieurs civils. A Fourier, on reproche trop d'indulgence pour ses élèves ou anciens élèves de Polytechnique. Lui-même se moque des naturalistes... Ces conflits sont observés d'un œil narquois par Bonaparte. « Ils ressemblent beaucoup aux femmes, n'est-ce pas ? », lance-t-il un jour à Desgenettes. « Général, répond le médecin, on s'amuserait un peu mieux avec les femmes. » Et Bonaparte : « Oh ! mais c'est pour le chantage que j'en parle, et pour les rivalités et les prétentions. »

Le 19 septembre, le général en chef offre à quelques privilégiés, civils et militaires, une excursion sur le plateau de Gizeh pour observer de près la Grande Pyramide. Deux jeunes savants, n'appartenant pas à l'Institut, Dubois-Aymé et Villiers du Terrage, réussissent à se joindre au groupe, en passant la nuit à bord d'une des barques qui doit franchir le Nil. Le reste du chemin se fera à pied.

Devant le gigantesque monument, tous les excursionnistes sont muets d'admiration. « Qui arrivera le premier en haut ? », lance Bonaparte. On part à l'assaut de ces pierres. Lui-même reste en bas, tenant compagnie au général Caffarelli, à qui sa jambe de bois interdit ce genre d'exercice. Mais il excite de la voir les paresseux et les trouillards. Le premier à atteindre le sommet est Monge, portant sa gourde d'eau de vie en sautoir, ruisselant de transpiration, mais plus allègre qu'un jeune homme.

Le mathématicien ne se tient pas d'enthousiasme au cours de cet automne 1798. A sa femme, qui le traite de « vieux fou » lorsqu'il paraît de suivre Bonaparte en Égypte, il écrit avec jubilation : « Lorsque ce pays-ci aura été bâti, planté, percé pendant cinquante ans par les Français, ce sera un paradis terrestre. Les propriétaires viendront passer l'hiver ici pour améliorer leurs possessions et courir au printemps manger leurs revenus à Paris. »

Encore faut-il que les Égyptiens soient d'accord avec ce plan dix fois quinquennal.

Robert Solé

Illustrations : Jacques Ferrandez

Prochain article :
Le Prophète
et les magiciens

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

La Russie, encore

UNE fois de plus, la Russie se trouve au bord du gouffre. Une fois de plus, la communauté internationale, poussée par les États-Unis, s'est résignée à lui porter secours. Une fois de plus, personne n'est capable de prédire si cette aide gigantesque, pilotée par le Fonds monétaire international (138 milliards de francs sur deux ans), ne va pas se perdre dans les méandres d'une économie totalement désorganisée.

Malgré les hésitations affichées, existait-il pourtant d'autre solution que de venir en aide à la quatrième puissance nucléaire mondiale ? Aucun responsable occidental ne peut aujourd'hui prendre le risque de la chute de la maison russe, au moment où le monde traverse, avec la tourmente asiatique, une crise économique et financière majeure. Les Américains, qui ont salué cette sagesse, ont l'habitude de résumer la problématique dans laquelle l'Ouest est enfoncé en déclarant que la Russie contribue à la stabilité politique mondiale et qu'il n'existe pas de stabilité politique sans stabilité économique. La semaine dernière, Boris Eltsine, tsar affaibli et malade, a pour la première fois depuis 1993, laissé entrevoir sa crainte d'un coup d'État s'il n'était pas aidé. Une prise de pouvoir peu démocratique précipiterait la Russie dans de plus grands désordres internes encore et priverait l'Ouest d'un partenaire diplomatique de poids dans la résolution des conflits politiques extérieurs.

Les Occidentaux ont également mesuré les conséquences d'un effondrement de l'économie russe pour l'Asie, déjà laminée par une crise financière sans précédent, et qui ne peut s'appuyer sur son leader régional naturel, le Japon, en pleine récession et désormais menacé d'instabilité politique. Fulsance nucléaire, puissance asiatique, la Russie est également une puissance européenne. Depuis le début de la transition, les Européens ont beaucoup investi dans l'économie russe. Si les banques françaises lui ont consenti plus de 30 milliards de francs de prêts, ce sont près de 200 milliards de francs que les banques allemandes ont prêtés à leurs concurrents russes. Un défaut de paiement déstabiliserait non seulement le secteur bancaire outre-Rhin mais provoquerait une onde de choc dangereuse au sein de la zone euro.

En nommant à la tête du gouvernement un économiste âgé de trente-cinq ans, Sergueï Kirilenko, à la place du vieil apparatchik Viktor Tchernomyrdine et en acceptant le retour des réformateurs, Boris Eltsine a donné un signe rassurant à la communauté internationale. La Russie a des atouts : elle est un pays riche (en pétrole et matières premières) ; elle a une épargne en dollars considérable, mais malheureusement placée à l'étranger.

La générosité occidentale risque en fait, une fois de plus, de différer les vraies solutions. Pour que les ressources du pays soient enfin mobilisées dans l'intérêt de ses citoyens, c'est d'un État de droit dont la Russie a besoin, davantage que de dollars. L'équipe de M. Kirilenko a la volonté d'y travailler. En aura-t-elle les moyens ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Daniel Vermès
Directeur de la rédaction : Sylvie Pissot
Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges
Laurent Gbaguidi, Edith Lemerle, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Raynaud
Rédacteur en chef technique : Edith Lemerle
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine

Médiateur : Thomas Perceval

Directeur adjoint : Erik Hübner ; directeur délégué : Anne Claessens
Conseiller de la rédaction : Alain Rolland ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermès

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Autres directeurs : Hubert Besset-Méry (1984-1989), Jacques Huet (1989-1992), André Laurens (1992-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lescoune (1994-1999)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 941 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Besset-Méry, Société anonyme des Indes du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements

Le Monde Presse, L'Asie Presse, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Euphorie allemande

DEPUIS le 20 juin, date de la réforme monétaire, il y a quelque chose de changé en Allemagne : les boutiques, qui n'offraient à la vue qu'une inimaginable pacotille, ont retrouvé comme par miracle leur destination et leur spécialité. Du jour au lendemain textiles, cuirs, appareils électriques, matériel de photo et de cinéma, meubles sans parler des mille petits objets d'usage courant, du bouton de culotte au presse-purée, qui assurent l'automatisme des gestes quotidiens, ont retrouvé leur place au soleil et se proposent au client dans toute l'insolence de leur réapparition. Sauf pour les tissus et vêtements, la vente et les prix sont libres. Le digramme est enterré. Les magasins, pour la première fois depuis trois ans, présentent des rayons bien garnis, et les vitrines font assaut d'élégance pour attirer l'acheteur.

On a peine à croire l'extase, où la contemplation de cet événement plonge les Allemands. Eux-mêmes n'en croient pas leurs yeux, s'écroulent aux avantures, palpent les étoffes, rêvant d'un avenir à l'horizon duquel se profile déjà la voiture populaire et la villa à température. L'euphorie profite à la nouvelle monnaie, qui éveille d'ailleurs de tout autres sentiments que cette béatitude respectueuse : une véritable fièvre nationaliste et un mépris de fer pour les devises « inférieures ». On pourrait décrire le phénomène en disant que le deutschemark monte à la tête des Allemands, et leur donne des illusions incompatibles avec la conscience qu'ils devraient prendre de leur situation économique réelle.

Alain Clément
(15 juillet 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à l'écran et en province : 08-36-44-09-78

De l'opposition en temps de cohabitation

C'EST toujours dans les périodes de désarroi que l'on se focalise sur les faux débats. Ainsi en est-il de l'opposition en cohabitation et de ses relations avec le chef de l'État. Ainsi en est-il, aussi, du débat européen.

Certains estiment que le président, puisqu'il est celui de tous les Français, n'aurait aucune marge de manœuvre. Dans ces conditions, les partis d'opposition entreraient inévitablement en contradiction avec lui, sauf s'ils décidaient de se contenter d'une opposition « molle ». D'autres pensent, au contraire, que le président de la République, chef naturel de l'opposition, devrait agir en conséquence sur tous les sujets. Jacques Chirac aurait donc le choix entre René Coty et Alexandre Millerand. Telle perspective... Il nous paraît toutefois que la configuration politique est plus simple qu'on veut bien le dire et que l'énergie perdue à ergoter sur ce faux débat gagnerait à être utilisée pour reconstruire réellement l'opposition et préparer la France de demain.

Jacques Chirac a été élu par la majorité des Français. La victoire de la gauche aux élections législatives ne remet pas en cause cette légitimité. Oh ! certes, nous ne nous satisfaisons pas de ces cohabitations à répétition. Il faudra bien, le moment venu, poser dans toute son ampleur la question institutionnelle. Mais, pour l'instant, il convient de se fixer une ligne de conduite claire et sans équivoque. Il revient au président de l'exprimer sur tous les sujets de son choix, mais il n'a pas vocation à agir sur les sujets de gouvernement. En revanche, sa capacité d'évocation, d'entraînement et d'action est entière pour ce qui concerne le « domaine réservé ».

Cette expression, forgée par Jacques Chaban-Delmas, il y a bientôt quarante ans, dans un tout autre contexte constitutionnel, n'a fait que théoriser une évidence :

dans la V^e République, et quel qu'ait été son mode d'élection, le chef de l'État a une légitimité propre. Ce n'est donc pas une légitimité dérivée. Il suit de là qu'un certain nombre de sujets relèvent naturellement et légitimement de son autorité : la définition et la conduite de la politique extérieure et européenne ; la défense nationale ; la justice ; l'organisation institutionnelle de la France.

Le mode d'emploi de la cohabitation est donc simple. Sur tous les sujets qui relèvent du domaine ré-

servé, l'opposition doit être naturellement en phase avec le président de la République. Nous n'imaginons pas qu'il puisse en être autrement. Cette évidence ne signifie évidemment pas qu'il faut se dispenser, en amont, d'une concertation et d'un travail approfondis avec les partis et les groupes parlementaires de l'opposition, ce qui a cruellement fait défaut depuis un an.

Il est grand temps de se mettre en ordre de marche, car les Français ne supportent plus les attermoissements, les ambiguïtés et la confusion qui prévalent depuis un an

servé, l'opposition doit être naturellement en phase avec le président de la République. Nous n'imaginons pas qu'il puisse en être autrement. Cette évidence ne signifie évidemment pas qu'il faut se dispenser, en amont, d'une concertation et d'un travail approfondis avec les partis et les groupes parlementaires de l'opposition, ce qui a cruellement fait défaut depuis un an.

Par ailleurs, sur tous les sujets de gouvernement, l'opposition doit pleinement exercer son rôle de critique et de proposition, sans retenue mais sans dogmatisme – ce qu'elle a fait jusqu'à présent imparfaitement. Il faut, entre autres, qu'elle ne se cantonne pas dans l'émancipation et aille au-devant des Français.

Nous pensons de même qu'une clarification doit être opérée dans le grand débat européen qui s'ouvre à la faveur de la ratification du traité d'Amsterdam et des élections européennes qui s'ensuivront. Dans l'opposition, chacun devra prendre ses responsabilités

France, bien au contraire. En réalité, l'europhobie et l'euroclaudisme trahissent le même manque de confiance en soi, que l'on doute de la France pour affronter la réalité du monde en se réfugiant derrière des barrières mentales, ou que l'on doute de notre capacité à se prendre en main, au point de consentir à se laisser gouverner de l'extérieur.

Nous pensons donc qu'entre Jacques Delors et Charles Pasqua il y a tout simplement la voie de la France tracée par le président de la République dans une Europe qui se construit, qui respecte les identités nationales et la souveraineté des peuples.

Il est grand temps de se mettre en ordre de marche, car les Français ne supportent plus les attermoissements, les ambiguïtés et la confusion qui prévalent depuis un an. La clarification des relations entre l'opposition et le président de la République en période de cohabitation, l'adoption d'une position claire sur l'Europe qui tourne le dos aux vieilles lunes et aux faux

débats nous semblent être les préalables indispensables à la reconstruction de l'opposition que préfigure l'Alliance. Sinon, nous bûtons sur du sable.

Nous sommes des élus de terrain. Nous n'avons d'autres titres que les mandats que nous ont confiés les électeurs dans une période difficile. Nos parcours ont pu être différents, mais aujourd'hui nous voulons, à l'écoute des Français, bâtir du vrai et du neuf, loin des réflexes partisans, des tentatives groupusculaires et des stratégies personnelles. C'est ainsi que nous pourrions rebâtir un projet pour la France, régénérer et renouveler l'action publique et ceux qui l'incarnent, puisque c'est ce que les Français attendent de nous, avant de nous donner à nouveau leur confiance.

C'est à ce travail que nous nous sommes attelés. La route sera longue et difficile, comme chaque fois qu'il faut tracer un nouveau chemin. Avec le concours de tous les bâtisseurs de bonne volonté, sans exclusive, cette tâche tant attendue ne s'arrêtera pas.

Les auteurs sont députés : Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), André Angot (RPR, Finistère), Philippe Briand (RPR, Indre-et-Loire), Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime), Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne), Dominique Dord (UDF, Savoie), Guy Drut (RPR, Seine-et-Marne), Jean-Michel Dubernard (RPR, Rhône), Marc Dumoulin (RPR, Bas-Rhin), Nicolas Forissier (UDF, Indre), Hervé Gayraud (RPR, Savoie), Christian Jacob (RPR, Seine-et-Marne), Pierre Lequiller (UDF, Yvelines), Michel Meylan (UDF, Haute-Savoie), Renaud Muselier (RPR, Bouches-du-Rhône), Dominique Paillé (UDF, Deux-Sèvres), Didier Quentin (RPR, Charente-Maritime), François Sauvadet (UDF, Côte-d'Or).

Les risques d'une balkanisation de l'Indonésie

Suite de la première page

Il aura fallu la première visite des ambassadeurs de la « troïka » européenne pour que des milliers de supporters de l'indépendance descendent dans la rue et organisent l'une des plus grandes manifestations auxquelles le territoire ait assisté depuis des années. Deux personnes tuées par les forces de l'ordre, la veille et le lendemain de ce rassemblement, ont cependant entrecoupé cette visite des ambassadeurs britannique, néerlandaise et autrichienne, ces derniers ayant, par ailleurs, assuré aux activistes « anti-intégral », c'est-à-dire ceux qui s'opposent à l'annexion du territoire à l'Indonésie, que « leurs doléances avaient été entendues ».

Il serait évidemment pour le moins hâtif d'en conclure que l'archipel est menacé de désintégration à court terme, comme certains le redoutent. « L'Indonésie est plus un concept qu'une nation, c'est un désir de vivre ensemble sur toutes ces îles », explique Ilen Surianegara, ancien diplomate et ex-

disciple de Jacques Chirac à Sciences-Po, qui aime se référer à Ernest Renan. « Nous sommes face à un dilemme : le mouvement étudiant du mois de mai [qui a précipité la chute de Suharto] a mis en lumière les carences et les outrances de ce système et de ce que l'on appelle désormais les trois "K" : collusion, corruption et "cronisme" (clientélisme). Mais, aujourd'hui, mon pays est au bord de l'effondrement en raison de la crise économique et des menaces réelles qui pèsent sur l'unité de la République ».

On peut redouter une sorte de balkanisation de l'Indonésie, ajoute, pour sa part, Erwin Ramadhan, responsable du World Trade Center de Djakarta. Avec, comme corollaire, la déstabilisation des campagnes et la montée des « sans-culottes » vers la ville en cette période de récession. Car les troubles en Indonésie ou à Timor sont sans doute révélateurs, dans l'excès, de toutes ces frustrations accumulées durant le règne de Suharto et des militaires. Dans les provinces, des notables locaux ou des chefs tribaux mènent campagne contre des fonctionnaires ou des responsables qui ont largement profité du « système Suharto ». L'heure des règlements de comptes a sonné, même de la part de ceux qui n'ont aucun intérêt à voir se démanteler la République indonésienne.

Quant aux « sans-culottes » évoqués par M. Ramadhan, ils représentent tous les laissés-pour-compte de la crise actuelle, c'est-à-dire tous ceux qui ont perdu leur travail et dont la colère risque de provoquer de nouvelles émeutes. Des troubles auprès desquels ceux du mois de mai « ne pourraient être qu'un hors-d'œuvre », selon l'expression d'un observateur. Plus de mille personnes avaient péri, à l'époque, quand la foule s'en était prise à des magasins ou des supermarchés appartenant à une minorité chinoise qui tient largement les leviers de l'économie. En fait, de nombreux pilliers avaient trouvé la mort dans les incendies qu'ils avaient eux-mêmes allumés dans différents quartiers de la capitale.

UNE TRANSITION IMPRÉVISIBLE

La dégradation de l'économie est évidemment à elle seule un motif pour envisager le pire : selon les chiffres qui viennent d'être publiés par le gouvernement, le pourcentage des Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 14 % à 40 % entre 1996 et 1998, une contraction de l'économie de l'ordre de 15 % étant par ailleurs anticipée d'ici à la fin de l'année. Pour l'heure, l'explosion tant redoutée n'a pas eu lieu et, comme l'affirme le journaliste Ging Gindjar, « il existe encore chez la plupart de mes compa-

tristes un désir de vivre ensemble et un souci de coexistence ». Mais jusqu'à quand ? Les séparatistes d'Aceh, à Sumatra, des nostalgiques de la puissance d'un ancien sultanat, profiteront-ils de la fragilisation du pouvoir central pour réagir dans cette région tenue depuis des décennies par l'armée ? Les particularismes régionaux, mis sous le boisseau, sous l'« ordre nouveau » du général Suharto, pourraient ainsi déstabiliser cet archipel multithnique, premier pays musulman du monde, et que l'ancien président avait réussi à souder autour des concepts de l'unité et de nationalisme.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui : en promettant des réformes politiques au contenu encore flou, le nouveau président, B.J. Habibie, vient de déclencher un processus qu'il pourrait avoir, à terme, du mal à maîtriser. Ce qui, dans ce cas, pourrait provoquer une réaction de l'armée, celle-ci constituant depuis des lustres le pilier le plus solide du régime. La boîte de Pandore est donc ouverte. Et si les Indonésiens, dans leur grande majorité, se félicitent des promesses de « reformasi », ils se demandent avec inquiétude comment va se matérialiser une transition qui s'annonce aussi douloureuse qu'imprévisible.

Bruno Philip

AU COURRIER DU « MONDE »

IL Y A DES GRANDS JOURS...

Il y a des grands jours pour l'humanité ; le vendredi 29 mai 1998, date à laquelle l'Assemblée nationale française a voté à l'unanimité la reconnaissance du génocide arménien de 1915, en fut un. C'était bon d'être né français.

Il y a des mauvais jours pour l'humanité, ceux où la Turquie, héritière du bon et du mauvais de l'Empire ottoman fait un chantage hystérique envers la France, afin que le Sénat n'entérine pas le vote de l'Assemblée.

Il pourrait y avoir un très grand jour pour l'humanité, celui où les grandes nations et plus particulièrement les États-Unis, oubliant les intérêts mercantiles, s'uniraient afin de soutenir d'une seule voix le pays des droits de l'homme dans sa démarche historique pour qu'une page noire du

début de notre siècle soit ouverte et reconnue. Fais-je un rêve ? Pourquoi pas ! Quelqu'un avant moi avait également rêvé...

Jean Karayan

Paris

DÉLINQUANCE EN SEINE-SAINT-DENIS

Dans son numéro daté du 25 avril, Le Monde cherche « à comprendre pour quelles raisons le département de la Seine-Saint-Denis est le plus défavorisé de France ». Tentative louable. Mais, que parmi les facteurs de déséquilibre, l'immigration n'ait même pas été une fois évoquée dans l'article peut laisser rêver quand on sait que près d'un enfant sur deux dans ce département est issu d'une famille d'immigrés, comme le montrent les études de l'INED, et que ce chiffre est de loin le plus élevé de France. Il en est de même des analyses concernant la délinquance. Si vous notez effectivement que la délinquance des mi-

neurs ne cesse d'augmenter, on cherche vainement votre travail d'investigation sur les trafics d'armes, de drogues et de médicaments, les violences et le racket scolaire, ou les élevages et les combats de pitbulls qui rythment la vie de nombreuses cités.

Jean-Paul Gourevitch

Paris

RANDONNEURS CONTRE CHASSEURS

Le vote récent de la loi sur l'avancement de l'ouverture de la chasse aux oiseaux d'eau m'incite à manifester mon indignation. La protection de ces oiseaux n'est pas une atteinte à la « tradition » mais une question de rythme biologique. Ne pas les chasser pendant le retour vers le lieu de nidification et toute la période de reproduction, c'est faire preuve de bon sens dans l'intérêt même des chasseurs en préservant l'avoir. Mais les menaces, le chantage à la violence, le clientélisme et

une certaine forme de lâcheté politique ont gagné. Ainsi les chasseurs – le seul groupe de pression légalement armé – pourront exercer leur passion plus tôt (avant que beaucoup de jeunes canards ne soient capables de voler), en contradiction avec les directives européennes pourtant signées par la France. De plus, les contribuables paieront les indemnités réglementaires... Les amateurs de randonnée et les promeneurs, pourtant bien plus nombreux que les chasseurs, devront s'incliner et subir éventuellement la menace de coups de feu hasardeux pendant la période – elle aussi traditionnelle – des vacances d'été ! Heureusement, ils pourront encore donner leurs suffrages aux écologistes, qualifiés ou non d'intégristes, ou même rejoindre ceux pour qui la politique est assez honteuse pour rendre le « devoir électoral » parfaitement utile.

Roger Léonard
Cesson (Seine-et-Marne)

temps de cohabitation

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 15 JUILLET 1998

AÉRONAUTIQUE Le constructeur d'avions régionaux ATR espère renaitre sur les cendres du consortium européen ATR, le petit frère d'Airbus, anéanti par le divorce entre

Britanniques (British Aerospace) et Franco-italiens (Aerospaziale et Alenia). ● PRÉSIDENT depuis début juillet, Antoine Bouvier n'entame pas sa mission dans des conditions favo-

rables : aucune commande n'a été enregistrée sur les six premiers mois de l'année. ● SPÉCIALISTE des avions à hélice turbopropulseurs, ATR est handicapé par la réticence des passa-

gers, notamment américains, vis-à-vis de ce type d'appareil. Ses concurrents, le brésilien Embraer et le canadien Bombardier, ont profondément transformé le marché avec leurs pe-

tits avions à réaction. ● ATR A RESORTI de ses cartons le projet d'un nouvel avion à réaction, l'Airjet. Ses actionnaires devront décider de son lancement au plus tard début 1999.

Le groupe franco-italien ATR tente de surmonter la défection de British Aerospace

Spécialiste des avions régionaux à hélice, le consortium européen réexamine un projet d'appareil à réaction dont le marché se développe rapidement. Mais il doit trouver de nouveaux partenaires pour contrer la montée en puissance du canadien Bombardier et du brésilien Embraer

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Zéro avion commandé sur les six premiers mois de l'année. Le constructeur d'avions régionaux ATR aurait pu espérer de meilleurs augures pour sa renaissance officielle sur les cendres du consortium européen ATR, le petit frère d'Airbus. Antoine Bouvier, son président depuis le 1^{er} juillet, n'aborde pas sa mission dans un contexte favorable. Ses actionnaires italien Alenia et français Aerospaziale lui ont pourtant demandé de remonter des troupes déstabilisées par le divorce entre Britanniques et Franco-italiens.

Les cadres et les employés britanniques ont fait leurs cartons et quitté les lieux début juillet. Leur maison mère, British Aerospace, échouée par ses déboires dans l'aviation régionale au début des années 90, ne voulait pas investir 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de francs) pour développer une nouvelle famille d'avions à réaction de 58 à 84 places, baptisée Airjet. Après deux ans et demi de vie commune, les Britanniques, qui fabriquent les avions Avro et Jet-

stream, ont donc décidé de laisser les Français et les Italiens, qui construisent depuis dix-sept ans ensemble des avions à hélice ATR, travailler seuls sur leur projet.

Aussitôt arrivé, M. Bouvier a fait ressortir des cartons le projet Airjet. Il a donné six mois à ses équipes techniques et commerciales pour redéfinir les caractéristiques de l'appareil, réduire les coûts de développement et trouver des partenaires industriels, comme l'espagnol Casa, le brésilien Embraer ou l'allemand Fairchild-Dornier. « Il apprendra ensuite à ses actionnaires de se décider fin 1998 ou au tout début de 1999 », explique M. Bouvier. S'il obtient leur feu vert pour développer ce nouvel avion à réaction, il sait qu'il pourra installer durablement ATR sur le marché des avions régionaux (moins de cent places), en profonde transformation.

Alors qu'il y a quelques mois les équipes d'ATR estimaient que la moitié des quatre mille appareils vendus au cours des vingt prochaines années seraient des avions à hélice turbopropulseurs, comme les ATR, la nouvelle équipe ne

compte plus que sur un tiers du marché. L'arrivée des petits avions à réaction (jets) de 50 et 70 places du canadien Bombardier et d'Embraer a profondément renouvelé le marché. En 1997, ils ont, à eux deux, vendu 160 appareils, alors que ATR en vendait 54 et le canadien de Havilland 44. Fairchild-Dornier envisage, lui aussi, le lancement de jets de cette taille. Il revendique les compagnies allemandes Lufthansa et suisse Crossair comme clients de lancement. Plus chers et plus gourmands en carburant, les jets sont plus rapides et plus silencieux que les turbo-propulseurs. Ils rassurent surtout les passagers, habitués aux gros avions à réaction de Boeing et d'Airbus. Seul le lancement de la famille Airjet pourrait permettre à ATR de prendre ce tournant du marché régional.

« ATR CONTINUERA D'EXISTER »

Avec ou sans avions à réaction, « ATR continuera d'exister », affirme M. Bouvier, qui ne semble pas exclure que ses actionnaires franco-italiens soient finalement aussi exigeants que les Britanniques. Dans ce cas-là, ATR devra

renoncer à être un acteur de premier plan. Il se contentera du rôle de leader du marché des turbo-propulseurs. La piètre performance du premier semestre « ne rend pas compte des importants contrats en cours de négociation », affirme-t-il. Tablant sur un marché de 70 à 80 appareils de ce type par an, ATR revendique un minimum de 50 % de part de marché, soit environ 40 appareils par an. « Au-delà de dix ans, il restera encore un peu de

place pour les turbo-propulseurs, surtout sur les très courtes distances et sur des marchés comme l'Asie », explique M. Bouvier. La hausse du prix du pétrole ou une conjoncture économique moins favorable pourraient également ramener les compagnies aériennes vers les turbo-propulseurs, moins chers à exploiter.

« Notre ambition est facilitée par la forte diminution du nombre d'acteurs », explique M. Bouvier. Le

néerlandais Fokker a disparu en 1996, le britannique Jetstream a arrêté de promouvoir ses turbo-propulseurs et le suédois Saab a annoncé, cette année, l'abandon de ses activités dans l'aviation civile. Dans ce domaine, la restructuration européenne par élimination des plus faibles s'est finalement imposée. Et la tentative de fédération que constituait ATR a fait long feu.

Pour rétablir sa situation financière, toujours déficitaire, ATR va suivre la voie tracée par Airbus. Alenia et Aerospaziale ont décidé de lui transférer, à partir du début 1999, les actifs industriels (bureaux d'études, achats, chaînes d'assemblage), à l'exception des ateliers mécaniques, qui seront sous-traités à Airbus. M. Bouvier n'exclut pas de réduire les effectifs d'ATR, mais « les partants seront accueillis par Airbus, qui manque de main-d'œuvre ». Dans un second temps, le groupement d'intérêt économique pourrait être transformé en société de plein exercice lorsque son bilan le lui permettra.

Christophe Jakubyszyn

Boeing annonce une trêve dans la guerre des prix

Pour la première fois depuis 1975, le constructeur d'avions américain Boeing a relevé - de 5 % - les prix de base de tous ses appareils, à l'exception du B-717, son nouvel avion de 100 places. Cette décision met théoriquement fin à la guerre des prix engagée par l'américain pour contrer la progression de son concurrent européen Airbus, qui a vendu plus d'avions que Boeing au premier semestre 1998, malgré des prix de base plus élevés. L'impact ne sera pas immédiat : Boeing est lié par des contrats d'exclusivité à long terme à ses principaux clients américains, Continental, Delta et American Airlines.

Cette hausse devrait améliorer la rentabilité de Boeing, qui a perdu 178 millions de dollars (plus de 1 milliard de francs) en 1997 après d'importantes provisions pour restructuration. Le groupe est en pleine réorganisation en raison de difficultés de production. Après avoir annoncé, voilà quinze jours, qu'elles étaient terminées, Boeing a admis, lundi 13 juillet, que de nouvelles complications étaient apparues.

Cachez ces hélices que je ne saurais voir

DALLAS

de notre envoyé spécial

American Eagle, la plus grande compagnie aérienne régionale du monde, avec 1 400 vols quotidiens, a décidé de faire progressivement oublier à ses clients qu'ils volent dans des avions à hélice, de type turbo-propulseurs. Même si les statistiques des accidents aériens prouvent que les avions « turboprops » ne sont pas moins sûrs que les « jets » (avions à réaction), le public américain préfère les seconds aux premiers. American Eagle, frappé par l'accident d'un avion ATR le 31 octobre 1994 près de Rose-lawn (Indiana) qui avait fait 68 victimes, est particulièrement sensible à ces réticences du public américain.

La filiale d'American Airlines, issue de la fusion de quatre compagnies régionales qui sera achevée fin 1998, est d'une importance stratégique pour sa maison mère. En offrant des connexions régionales au départ des six principales plates-formes de correspondance d'American Airlines (Chicago, Dallas, Los Angeles, Miami, New York et San José),

elle alimente le trafic d'American Airlines. 60 % de ses 12,1 millions de passagers annuels, soit 1,1 milliard de dollars (6,5 milliards de francs) de chiffre d'affaires, commencent ou poursuivent leur trajet sur un vol d'American Airlines.

LA PLUS GROSSE COMMANDE DE L'HISTOIRE

American Eagle a mis en service en mai son premier jet régional brésilien Embraer. La compagnie aérienne avait créé l'événement au dernier Salon du Bourget, en 1997, en annonçant la plus grosse commande d'avions de ce type de l'histoire. Au total, American Eagle doit prendre livraison, d'ici à 2001, de 67 jets régionaux auprès d'Embraer (avions de 50 places) et du canadien Bombardier (avions de 70 places). Elle a pris une option sur 50 avions supplémentaires.

En attendant la mise en service de ces nouveaux appareils, American Eagle s'efforce d'améliorer le voyage de ses clients à bord des turboprops. Des passerelles d'accès direct à bord ont été conçues sur le modèle des bras articulés qui relient les termi-

naux d'aéroports à la porte d'entrée des avions à réaction. A tel point que les passagers, qui ne voient pas les grosses hélices attachées sous les ailes, ont l'impression de voyager à bord d'un jet. « J'ai passé tout le vol à faire en sorte de masquer le hublot à ma voisine qui se réjouissait qu'American Eagle ait abandonné l'exploitation de ses turboprops », reconnaît volontiers Dan Garton, président d'American Eagle.

La compagnie aérienne conservera pourtant une partie de ses 200 turboprops. « Les coûts d'exploitation de ces appareils restent nettement inférieurs à ceux des jets, surtout pour des courtes distances », explique M. Garton. American Eagle, encore premier client mondial de la gamme ATR, a d'ailleurs passé une nouvelle commande de 12 turboprops au consortium franco-italien. Beaucoup plus silencieux que les anciens modèles, la nouvelle génération d'ATR a trouvé un nouveau moyen de se faire oublier de ses passagers.

C. J.

Le combat d'un patron charentais contre le Monopoly industriel

ANGOULÊME

de notre correspondant

Le dernier des Mobicams est charentais. Il s'appelle Jean-Luc Maury-Larivière, 55 ans et l'air d'un jeune premier. En juin, il a terminé les 24 Heures du Mans au volant d'une Porsche, sa passion. A la ville, il est, depuis une dizaine d'années, PDG de Tuilerie Briqueterie Française (TBF), une entreprise de 530 salariés installée à Roumazières, entre Angoulême et Limoges. Du moins il l'était. Le 19 juin, le conseil d'administration qu'il présidait l'a révoqué à sept voix contre deux, la sienne et celle de son frère Manuel, directeur commercial de l'entreprise.

Conséquence d'un banal conflit entre actionnaires, la révocation du PDG de cette PME n'aurait jamais dû résonner hors des moquettes feutrées de la salle du conseil. Pas avec M. Maury-Larivière. Il a assigné en référé son successeur, Christian Massu, représentant de l'actionnaire principal, le puissant groupe Saint-Gobain, il réclamait la suspension provisoire de sa révocation, estimant que les circonstances qui ont conduit à la désignation de M. Massu, président du directoire d'Industrie de Tuiles, filiale matérielle de Saint-Gobain, étaient illicites.

L'émission de Saint-Gobain souhaitait depuis plusieurs mois la présence d'un directeur général à TBF, à laquelle M. Maury-Larivière était opposé. Las d'attendre, l'actionnaire a forcé la décision. « C'est illicite, cette décision ne relève que du seul PDG », plaide le président révoqué qui se réserve le droit d'assigner sur le fond. Parce que, sur la forme, en référé, le tribunal de commerce de Cognac ne l'a pas suivi. Il a jugé la demande irrecevable.

Pourquoi tant d'acharnement à se maintenir dans son poste ? Parce que la tuilerie de Roumazières, grosse bourgade rurale, est une affaire de famille, l'affaire des Maury-Larivière. Lors de l'audience au tribunal de commerce, plus de cinquante salariés accompagnèrent leur patron. Il y a

très exactement dix-huit ans, le père de Jean-Luc, Michel Maury-Larivière, qui dirigeait alors l'entreprise et était vice-président du CNPF, avait été enlevé entre son domicile et son bureau. Libéré dix jours plus tard, il avait été accueilli par la totalité de ses salariés dans la cour de l'usine.

À l'époque, TBF était une PME exclusivement familiale. Depuis dix ans, ce n'est plus le cas, mais TBF, bien qu'intégré au groupe Pollet, avait gardé son autonomie et réussi son pari. Elle est aujourd'hui la première tuilerie d'Europe, avec un chiffre d'affaires de 410 millions de francs en 1997 et 48 millions de bénéfices après impôts. Elle emploie 530 personnes, dont une centaine embauchées ces trois dernières années.

LIBERTÉ D'ACTION

Fort de cette réussite, M. Maury-Larivière revendiquait sa liberté d'action, pour recruter ou licencier sa communication sur son hobby, la course automobile. Mais, depuis deux ans, Pollet est passé sous le contrôle de Saint-Gobain, qui entend assurer la gestion de TBF. M. Maury-Larivière a résisté de l'intérieur et continue de résister de l'extérieur. Il s'est adressé par courrier à Jean-Louis Baffa, le président de Saint-Gobain, pour réclamer son arbitrage, et a prévu une réunion publique à la salle des fêtes de Roumazières, jeudi 16 juillet, pour tenir au courant de la situation salariés et élus locaux.

Membre de l'Union patronale, juge consulaire au tribunal de commerce d'Angoulême, viscéralement attaché à son entreprise et à son département, M. Maury-Larivière demande une pause dans le monopoly industriel. Petit département de 340 000 habitants, la Charente comptait, il y a dix ans, de nombreux sièges sociaux d'entreprises leaders sur leur marché : Cognac-Hennessy, Cognac-Martell, moteurs électriques Leroy-Somer, et des dizaines de PME indépendantes dans l'emballage et le papier.

Depuis, les cognacs ont été intégrés par des multinationales, Leroy-Somer est sous le contrôle de l'américain Emerson. Partout les effectifs ont été revus à la baisse. Partout sauf à Roumazières où M. Maury-Larivière, même s'il n'était plus qu'un actionnaire minoritaire, était, jusqu'au 19 juin, l'exception charentaise.

Ivan Drapeau

Le britannique Cable & Wireless se renforce dans Internet

L'OPÉRATEUR DE TÉLÉCOMMUNICATIONS BRITANNIQUE Cable & Wireless devait annoncer, mardi 14 juillet, le rachat de l'activité internet du groupe américain MCI pour 9 à 12 milliards de francs. En 1997, cette activité a généré un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs. Sa vente était une des conditions imposées par les autorités antitrust américaines pour approuver le rachat de MCI par son compatriote WorldCom. Par ailleurs, le groupe britannique a confirmé lundi qu'il renonce à céder en bloc sa participation de 20 % dans Bouygues Télécom à son allié Telecom Italia. Le groupe français Bouygues, soucieux de conserver le contrôle de sa filiale de téléphonie, a contre l'offensive italienne en faisant usage de son droit de préemption. La part de Cable & Wireless devrait être répartie entre les actionnaires actuels de Bouygues Télécom (Bouygues, Decaux, Paribas, Telecom Italia et Veba) au prorata de leur participation (Le Monde du 8 juillet).

DÉPÊCHES

■ ITT INDUSTRIES : trois semaines après avoir vendu ses systèmes électriques au français Valeo, le groupe américain va céder sa branche freinage à l'américain Tenneco pour 10,2 milliards de francs.

■ GÉNÉRALE DES EAUX : le consortium composé de la Générale des eaux (groupe Vivendi) et du japonais Marubeni a signé, dimanche 12 juillet, un contrat pour le traitement d'eau potable de la ville de Chengdu, capitale de la province du Sichuan. L'investissement se chiffre à 600 millions de francs. D'une durée de dix huit ans, ce contrat est le premier de type BOT (Build, Operate, Transfer) dans l'eau en Chine. (Corresp.)

■ HOECHST : l'industriel allemand va se séparer de deux filiales chimiques pour continuer à se recentrer sur les sciences de la vie. Il cède deux sociétés réalisant un chiffre d'affaires cumulé de 4,2 milliards de francs, la première à une filiale de BASF et de Shell, la seconde au groupe américain Johns Manville.

■ CHRYSLER : le troisième constructeur automobile américain, passé sous la coupe de l'allemand Daimler Benz, a doublé son bénéfice net au premier trimestre 1998, à 1,003 milliard de dollars (6 milliards de francs) contre 483 millions pour la période correspondante de 1997. Le chiffre d'affaires a grimpé à 17 milliards de dollars contre 14,4 milliards.

■ CIRIO : Cragnotti and Partners, holding du groupe agro-alimentaire italien Cirio Spa, a racheté la participation du sud-américain Anglo American dans la conserverie britannique Del Monte, pour 480 millions de francs.

BOURSE

Gérez votre portefeuille sur Minitel

3615 LE MONDE

GRANDES ÉCOLES ET BAC 1998

Pendant tout le mois de juillet

Retrouvez

• Les résultats des concours d'entrée aux Grandes Écoles (ENS, ESC, HEC, Mines-Ponts, etc.)

sur le Minitel

et

sur le site Web du Monde

• Les résultats et corrigés du baccalauréat (général, professionnel et technologique) et du brevet

sur le Minitel

TOUR DE FRANCE 1998
L'Allemand Erik Zabel (Telekom) s'est emparé du maillot jaune, lundi 13 juillet, à l'issue de la deuxième étape Enniscorthy-Cork (205,5 km),

la dernière course en République d'Irlande, gagnée par le Tchèque Jan Svoboda (Mapei) qui s'est imposé devant l'Australien Robbie McEwen (Rabobank) et l'Italien Mario



Cipollini (Saeco). ● L'ANGLAIS Chris Boardman (GAN), précédent leader, a dû abandonner à la suite d'une chute spectaculaire, sans conséquence grave. ● À L'HEURE

où la caravane devait regagner la France, à Roscoff (Finistère), le peloton, très discret, était visiblement tourmenté par les conséquences de l'affaire Festina.

Le peloton revient en France avec quelques angoisses

Deuxième étape Enniscorthy-Cork. Alors que la course a changé de maître - l'Allemand Erik Zabel (Telekom) a pris le maillot jaune à la faveur de l'abandon de l'Anglais Chris Boardman (GAN) -, coureurs et suiveurs s'interrogent toujours sur les suites de l'affaire Festina

ROSCOFF
de notre envoyé spécial
C'est sur l'embarcadere du port de Cork et sur le tarmac de l'aéroport de cette ville du sud de l'Irlande que le Tour de France 1998 en a terminé avec les préliminaires. Deux ferries et trois Airbus affrétés par la Société du tour ont transporté, en l'espace d'une quinzaine d'heures, quelques centaines de tonnes de matériel et près de deux mille personnes. Les derniers arrivants ont débarqué tôt sur le port de Roscoff d'où devait s'élever la troisième étape vers Lorient. Ni le déroulement de la course disputée entre Enniscorthy et Cork (205,5 km), remportée au sprint par le champion de la République tchèque Jan Svoboda - étape marquée par l'abandon sur chute du maillot jaune Chris Boardman à une cinquantaine de kilomètres de l'arrivée, lequel maillot a été remis à Erik Zabel -, ni la victoire des Français en finale de la Coupe du monde de football n'ont

modifié l'atmosphère pesante qui règne sur le Tour, depuis l'annonce, vendredi 10 juillet au soir, de l'incarcération d'un soigneur de l'équipe Festina à la prison de Loos (Nord). « Au départ, on vivait le maillot jaune pour Tom Steels, reconnaît le vainqueur du jour, mais les circonstances de la course en ont décidé autrement. »

Les douaniers peuvent se flatter d'un résultat que des années de lutte n'ont pas obtenu

En vérité, la caravane est encore stupéfaite et ne parvient pas à se remettre du choc qu'elle a subi en apprenant cette nouvelle. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'affaire Festina » hante les es-

prits, tant du côté des suiveurs que de celui des coureurs. Ainsi, les pronostics concernant moins l'ordre d'arrivée de l'étape du jour que le sort réservé par les enquêteurs à l'encadrement de l'équipe Festina. Bruno Roussel, le directeur sportif des Festina, et toutes les personnes de la formation touchées de près ou de loin par cette affaire, seront-ils entendus par les enquêteurs et quand ? Dans les prochaines heures ? Ou bien le juge, Patrick Kell, chargé d'instruire le dossier, préférera-t-il attendre quelques jours ? Les policiers vont-ils perquisitionner dans les hôtels des coureurs, vont-ils fouiller les véhicules de course ? Voilà les questions qui préoccupaient encore la caravane du Tour de France mardi en début de matinée, alors que le procureur de Brest n'avait été saisi d'aucune demande des policiers du SRP de Lille.

Cette affaire sort largement de l'ordinaire, en matière de dopage. Ici, il ne s'agit pas d'un ou de quel-

ques coureurs malchanceux « piégés » au hasard d'un contrôle. Les faits sont imparables et le doute n'est pas permis. Willy Voet, soigneur officiel de l'équipe Festina, a été pris en flagrant délit, le coffre d'un véhicule de course décoré aux couleurs du Tour et de sa formation chargé d'une importante quantité de produits interdits. La main dans le sac. En une seule prise, les douaniers peuvent, d'ores et déjà, se flatter d'un résultat que des années de lutte menées au travers des opérations de contrôles médicaux n'ont pas obtenu. De plus, confiée à la brigade du SRP de Lille, cette affaire sort du cadre habituel des instructions menées en matière de dopage. Elle échappe au milieu sportif et à ses instances pour entrer dans le domaine de la justice, nettement plus compétente pour instruire des dossiers de ce genre et pousser les investigations nécessaires. On se souvient qu'il a fallu qu'un juge s'intéresse au monde du football et mette son nez dans des dossiers

qui jusque-là relevaient de simples règlements associatifs pour démentir les noeuds de l'affaire de corruption OM-Valenciennes. Alors cette intrusion des policiers et d'un juge dans le domaine parfois obscur de la petite reine engendrera-t-elle des effets comparables ? Nombre de suiveurs s'interrogent. En tout cas, aujourd'hui, on en a la quasi-certitude, le véhicule a été intercepté alors qu'il achevait un petit tour d'Europe des laboratoires, sorte de tournée des popotes, où Willy Voet se fournissait en anabolisants de toutes sortes. EPO et autres... Il semble bel et bien qu'en découvrant ce chargement les douaniers ont mis la main sur un vrai trafic avec ses réseaux, ses pourvoyeurs, ses convoyeurs et tous ceux qu'une entreprise délictueuse de ce genre suppose. « Lorsqu'en octobre, nous avons affirmé notre volonté de lutter contre les trafiquants en remontant les filières européennes du marché du dopage, certains ont souri, a déclaré au Monde un proche de la ministre des sports. Cette affaire prouve - hélas ! - à quel point nous avions raison. »

Effectivement, le parcours effectué par le véhicule laisse envisager la possibilité de filières à l'échelle européenne : Suisse, Allemagne, Belgique. Mais une, ou à plus forte raison des filières, implique toutes sortes d'acteurs. Aussi, à ce stade de l'affaire une série de questions se posent : qui prescrit de telles ordonnances ? Des médecins pourraient-ils être impliqués ? Ou serait-ce des personnages un peu louches nantis de quelques vagues connaissances pharmacologiques qui traîneraient les valises bourrées de mystérieuses ampoules autour des chambres des coureurs ? Force est de constater que la nature des produits découverts dans la Fiat de l'équipe Festina ne relève pas d'une « cuisine » artisanale. Ces produits - souvent indécryptables lors des contrôles d'urine - ne sont pas sans conséquences sur l'organisme. Bien sûr, ils améliorent de manière sensible la performance de celui qui en use, mais ils peuvent également être à la source de graves problèmes de santé.

S'attaquer à ceux qui les distribuent ou les revendent relève évidemment d'un geste de salubrité tout à fait indispensable. Mais il serait tout autant salutaire de s'intéresser aux causes du dopage. Il y a quelques mois, un jeune coureur écossais s'était confié au Monde. Erwan Menthour nous avait alors expliqué cet engrenage du « toujours plus, toujours plus vite ».

Le jour de gloire d'Erik Zabel

Pour la première fois de sa carrière, Erik Zabel (Telekom), un des coéquipiers de Jan Ullrich, lauréat du Tour 1997, a endossé, lundi 13 juillet, à l'issue de la deuxième étape, le maillot jaune. Plutôt habillé à revêtir la tunique verte qui distingue le meilleur sprinter de l'épreuve, l'Allemand a déclaré qu'il vivait là « un des temps forts de sa carrière ». Cette consécration intervient à la faveur de l'abandon de Chris Boardman (GAN), qui occupait la tête du classement général. Mais Zabel avait pris une option sur le maillot jaune avant la chute de l'Anglais. Vainqueur du troisième puis du dernier sprint intermédiaire, le coureur de Telekom avait fait l'essentiel.

« Je suis vraiment désolé pour Boardman, s'empresse-t-il de déclarer le champion d'Allemagne en titre. Mais toute l'équipe comptait là-dessus dès le départ et mon directeur sportif m'avait même dit que cela serait une récompense de tout mon travail que de le porter une seule fois. »

ou trois fois l'an une affaire de dopage sur la place publique, si c'est pour faire porter le chapeau au seul coureur-consuméteur et à son entourage immédiat. Mieux vaut réduire les charges de travail imposées aux sportifs afin de leur permettre de récupérer de leurs efforts. La qualité du spectacle n'en serait pas affectée », nous avait-il déclaré.

Yves Bordenave

Bruno Roussel, éleveur de champions pour Festina

CORK
de notre envoyé spécial
Il a construit la meilleure équipe française, fait de Richard Virenque un héros national et de Laurent Brochard un champion du monde. Le Tour de France arrive chez lui, dans le Morbihan, mardi 14 juillet. Mais, depuis vendredi 10 juillet, Bruno Roussel voudrait être ailleurs. Le directeur sportif de la formation Festina est le personnage central d'un début de Tour de France au parfum de scandale. Un des soigneurs de Festina, Willy Voet, proche de Virenque, est incarcéré près de Lille pour détention de produits dopants. Un cauchemar pour un homme habitué au succès. Lundi 13 juillet, Bruno Roussel était terrorisé à l'idée de devoir peut-être suivre les policiers, à son arrivée en France, devant les siens. Bruno Roussel naît à Vannes en 1956. Deux ans plus tard, Jean Gainche gagne une étape du Tour à Versailles. C'est le frère de Germaine Gainche, la mère de Bruno Roussel. Ange Roussel, le père, court chez les amateurs, mais il va surtout devenir un fameux entraîneur, celui de plusieurs générations de coureurs bretons. Plus tard, il entraîne l'équipe de France juniors, formant entre

autres un certain Laurent Fignon. Mais Ange Roussel, autodidacte en matière de système fédéral, précurseur de l'entraînement scientifique, n'ira pas plus loin dans la carrière. Aussi son fils s'est-il juré qu'il ne travaillerait jamais pour la Fédération française de cyclisme (FFC).

« QUELQU'UN DE NOUS »

Le futur directeur sportif apprend donc le vélo auprès de son géniteur, qu'il suit tous les dimanches, sur les routes de Bretagne. Forcément bien conseillé, le jeune Bruno Roussel obtient quelques résultats probants chez les amateurs, notamment une victoire dans le Circuit du Morbihan. Mais Roussel junior est limité physiquement et il a l'intelligence de ne pas s'éterniser sur la selle. Il sera entraîneur, comme son père.

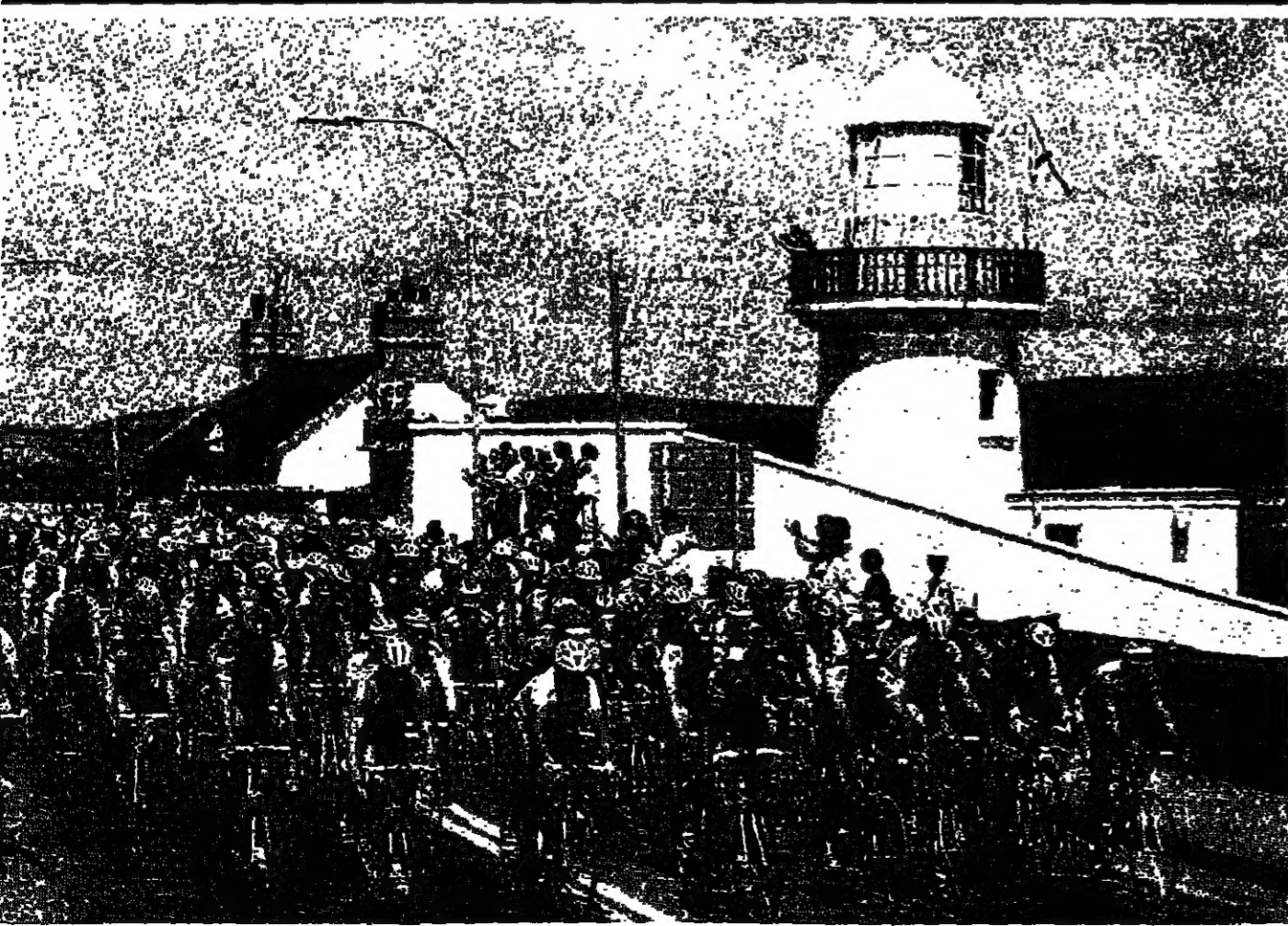
Il passe son brevet d'Etat à Talence, dans la région bordelaise, et crée sa société avec un médecin. L'AC Boulogne-Billancourt, club réputé de la région parisienne, est son premier « client ». Au milieu des années 80, Roussel devient directeur sportif de l'US Créteil, où il va façonner Pascal Lino, aujourd'hui leader de l'équipe Big-Mat Auber 93. En 1990, il entre dans le milieu profession-

nel, appelé par l'atypique Paul Koechli chez Helvetia. L'année suivante, Marc Brailion, PDG de RMO et accessoirement patron de l'équipe du même nom, se sépare de son directeur sportif, Bernard Vallet, et demande à Charly Mottet, le leader de la formation, de lui trouver un remplaçant, « quelqu'un de neuf ».

Charly Mottet propose Bruno Roussel, qui rencontre Marc Brailion à l'occasion d'un départ de transit à Saint-Malo. « Je ne vous connais pas mais votre père est le mien », lance l'homme d'affaires à un Bruno Roussel interloqué. Chez RMO, ce dernier va faire la connaissance de Richard Virenque et de Willy Voet. L'aventure dure deux saisons, dont dix jours en jaune avec Pascal Lino.

Lorsque RMO se retire du peloton fin 1992, Bruno Roussel rejoint l'équipe Festina, encore andorran et minée par les conflits internes. Un an plus tard, Miguel Rodriguez lui donne les pleins pouvoirs. La suite n'est que réussite, une réussite personnelle, car cet homme, comme son père, n'a jamais été « dans le système ». Il a le sien. Voilà pour quoi, aujourd'hui, Bruno Roussel est seul.

Nicolas Guillon



Débuts groupés

A quelques kilomètres de l'arrivée à Cork (République d'Irlande), lundi 13 juillet, le peloton du 85^e Tour de France, qui vient de changer de leader - Erik Zabel (Telekom) remplace Chris Boardman (GAN), victime d'une

chute - salue une dernière fois les paysages irlandais qu'il sillonne depuis trois jours. A cet instant, et pour quelques jours encore, la course n'éprouve pas ses acteurs, elle les préfère groupés, prêts à offrir au public l'image d'un bloc compact accélérant l'allure au fil des kilomètres, ne se disloquant qu'à la faveur du sprint final.

LES RÉSULTATS

2^e étape Enniscorthy-Cork, 205,5 km

1. J. Svoboda (Tch., MAP), en 5h 45 min 10 s ; 2. R. McEwen (Austral., RAB) ; 3. M. Cipollini (Ita., SAE) ; 4. A. Turchiochi (Ita., ASI) ; 5. C. Steuk (Bel., MAP) ; 6. E. Magnien (Fra., FDJ) ; 7. C. Kneip (Ger., CSO) ; 8. N. Minelli (Ita., RSI) ; 9. J. Bréhaire (Bel., TVM) ; 10. S. Marinello (Ita., PLT) ; 11. P. Gaumont (Fra., COF) ; 12. F. Gaudin (Ita., PLT) ; 13. F. Moreau (Fra., GAN) ; 14. M. Trossello (Ita., MER) ; 15. A. Fiergent (Ita., VIT) ; 16. A. Tchmil (Bel., LOT) ; 17. E. Zabel (All., TEL) ; 18. D. Nazon (Fra., FDJ) ; 19. V. Djernian (Ita., MER) ; 20. M. Moreau (Dan., TVM) ; 21. F. Fontana (Ita., MER) ; 22. G. Hinault (Bel., USF) ; 23. A. Vieuchou (Bel., RAB) ; 24. S. O'Grady (Aus., GAN) ; 25. C. Mangin (Fra., FDJ) ; 26. L. Michelon (Dan., TVM) ; 27. F. Sacchi (Ita., PLT) ; 28. F. Rostoll (Ita., ASI) ; 29. A. Sivakov (Rus., BIG) ; 30. S. Barthe (Fra., CSO) ; 31. L. Van Bon (Bel., RAB) ; 32. A. Bongiorno (Ita., ASI) ; 33. R. Alag (All., TEL) ; 34. B. Hamburger (Dan., CSO) ; 35. C. Vercauteren (Fra., GAN) ; 36. O. Rodriguez (Por., BAN) ; 37. A. Olano (Esp., BAN) ; 38. C. Agnolotto (Fra., CSO) ; 39. P. Indurain (Esp., VIT) ; 40. F. Gaudin (Fra., FDJ) ; 41. S. Gonzalez (Esp., KEL) ; 42. D. Garcia (Esp., VIT) ; 43. A. Casero (Esp., VIT) ; 44. B. Julich (All., COF) ; 45. J. Ulrich (All., TEL) ; 46. G. Di Grande (Ita., MAP) ; 47. C. Moreau (Fra., FES) ; 48. M. Selwa (Ita., SAE) ; 49. L. Gualdi (Ita., PLT) ; 50. A. Teli (Ita., MAP), tous dans le même temps.

Classements

Classement général : 1. Erik Zabel (All., TEL), 10 h 21 min 16 s ; 2. T. Steele (Bel., MAP) ; à 7 s ; 3. F. Moncassin (Fra., GAN) ; à 7 s ; 4. A. Olano (Esp., BAN) ; à 8 s ; 5. L. Jendry (Fra., CSO) ; à 9 s ; 6. S. Julich (All., COF) ; à 9 s ; 7. C. Moreau (Fra., FES) ; à 9 s ; 8. J. Ulrich (All., TEL) ; à 9 s ; 9. J. Svoboda (Tch., MAP) ; à 10 s ; 10. R. McEwen (Austral., RAB) ; à 11 s ; 11. A. Zülle (Sui., FES) ; à 11 s ; 12. L. Dubaut (Bel., FES) ; à 13 s ; 13. A. Tchmil (Bel., LOT) ; à 14 s ; 14. J. Durand (Fra., CSO) ; à 14 s ; 15. V. Ekimov (Rus., USF) ; à 15 s ; 16. F. Andrau (Bel., USF) ; à 15 s ; 17. A. Casero (Esp., VIT) ; à 15 s ; 18. S. Mendot (Fra., FDJ) ; à 15 s ; 19. R. Virenque (Fra., FES) ; à 16 s ; 20. N. Julabon (Fra., COF) ; à 16 s ; 21. L. Brochard (Fra., FES) ; à 16 s ; 22. S. Kneip (Bel., TVM) ; à 16 s ; 23. G. Di Grande (Ita., MAP) ; à 17 s ;

24. R. Verbrugghe (Bel., LOT) ; à 17 s ; 25. B. Rits (Dan., TEL) ; à 18 s ; 26. S. O'Grady (Aus., GAN) ; à 18 s ; 27. B. Hamburger (Dan., CSO) ; à 20 s ; 28. G. Hinault (Bel., USF) ; à 20 s ; 29. J. Kneip (Bel., CSO) ; à 20 s ; 30. F. Gaudin (Ita., PLT) ; à 21 s ; 31. S. Zanini (Ita., MAP) ; à 21 s ; 32. D. Bernasconi (Pol., USF) ; à 21 s ; 33. E. Magnien (Fra., FDJ) ; à 21 s ; 34. P. Jonker (Aus., RAB) ; à 21 s ; 35. C. Agnolotto (Fra., CSO) ; à 22 s ; 36. M. Podzanski (Ita., MER) ; à 22 s ; 37. J. Voigt (All., GAN) ; à 22 s ; 38. P. Mahner (Dan., USF) ; à 23 s ; 39. A. Shetler (Rus., ASI) ; à 23 s ; 40. S. Ivanov (Rus., TVM) ; à 23 s ; 41. M. Moreau (Dan., TVM) ; à 23 s ; 42. D. Nazon (Fra., FDJ) ; à 23 s ; 43. J. Bréhaire (Bel., USF) ; à 24 s ; 44. R. Alag (All., TEL) ; à 24 s ; 45. A. Teli (Ita., MAP) ; à 24 s ; 46. P. Gaumont (Fra., COF) ; à 24 s ; 47. A. Eli (Ita., CSO) ; à 25 s ; 48. A. Moreau (Bel., PLT) ; à 25 s ; 49. A. Sivakov (Rus., BIG) ; à 26 s ; 50. D. Rous (Fra., FES) ; à 28 s.

Classement par points : 1. T. Steele (Bel., MAP) 18 pts ; 2. J. Svoboda (Tch., MAP) 17 ; 3. R. McEwen (Austral., RAB) 16 ; 4. E. Zabel (All., TEL) 15 ; 5. F. Moncassin (Fra., GAN) 14 ; 6. N. Minelli (Ita., RSI) 13 ; 7. J. Kneip (Bel., CSO) 12 ; 8. P. Gaumont (Fra., COF) 11 ; 9. M. Trossello (Ita., MER) 10 ; 10. S. Marinello (Ita., PLT) 9.

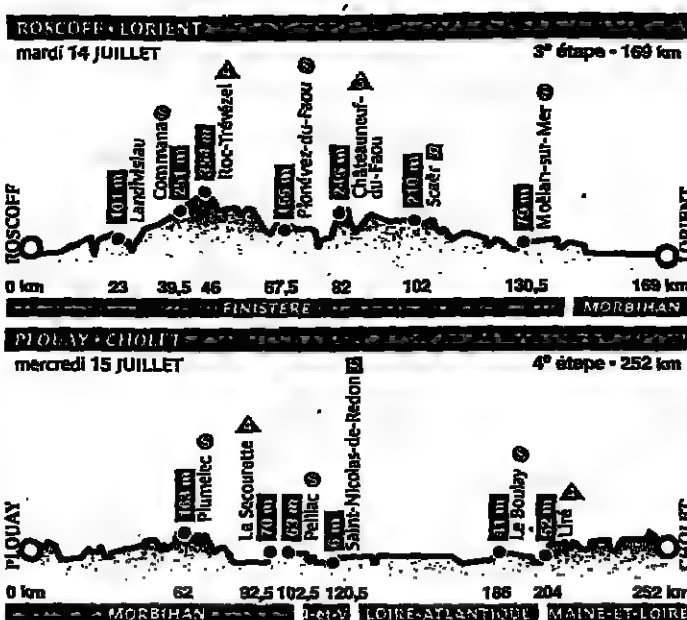
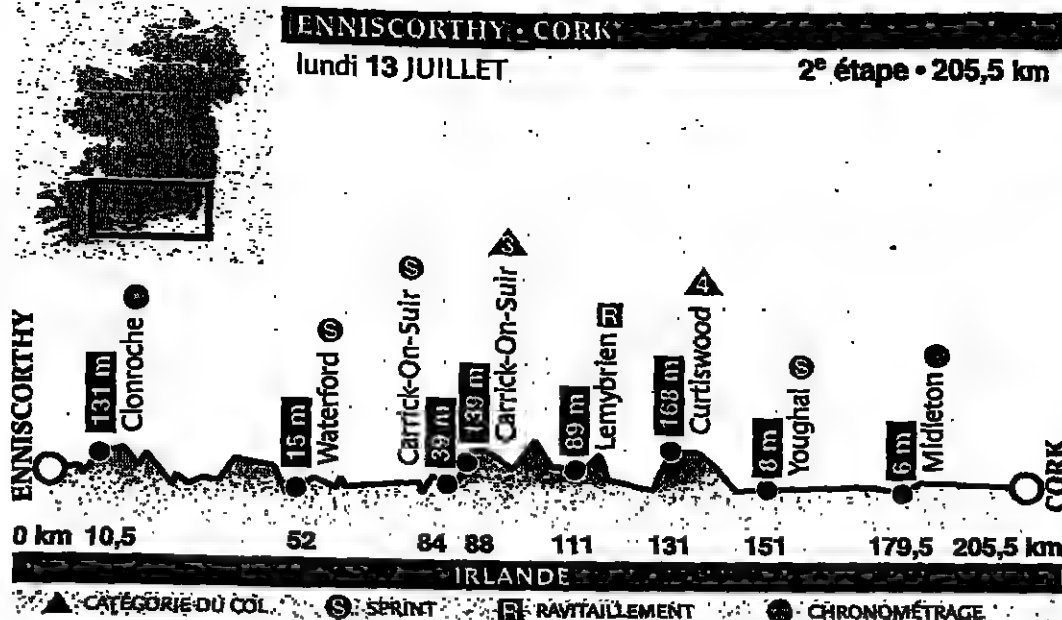
Classement de la montagne : 1. S. Zanini (Ita., MAP) 10 pts ; 2. P. Harvé (Fra., FES) 13 ; 3. J. Voigt (All., GAN) 10 ; 4. C. Agnolotto (Fra., CSO) 7 ; 5. M. Moreau (Dan., TVM) 5 ; 6. F. Bonet (Esp., VIT) 5 ; 7. J. Durand (Fra., CSO) 4 ; 8. B. Julich (All., COF) 1 ; 9. J. De Los Angeles (Esp., KEL) 1.

Classement par équipes : 1. Festina, en 31 h 4 min 21 s ; 2. GAN à 7 s ; 3. Colfidi à 18 s ; 4. US Postal à 17 s ; 5. Telekom à 18 s ; 6. ONCE à 23 s ; 7. Lotto à 24 s ; 8. Banesto à 30 s ; 9. La Française des Jeux à 31 s ; 10. Mapei à 31 s.

Les équipes

Voici la liste des équipes du Tour et les abréviations utilisées pour le classement : Astes (AST) ; Banesto (BAN) ; Big Mat Auber (BIG) ; Casino (CAS) ; Colfidi (COF) ; La Française des Jeux (FDJ) ; Festina (FES) ; GAN (GAN) ; Lotto (LOT) ; Kelme (KEL) ; Mapei (MAPEI) ; Mercatone Uno (MER) ; Once (ONCE) ; Poli (POL) ; Rabobank (RAB) ; Telekom (TEL) ; TVM (TVM) ; Vitalicio Seguros (VIT) ; RSCG (RSCG) ; Saeco (SAE) ; US Postal (USP).

lues angoisses



EN BREF

Le gendarme Daniel Nivel « toujours dans une situation difficile »

DANIEL NIVEL, le gendarme arageois âgé de quarante-quatre ans, violemment agressé à Lens (Pas-de-Calais) le 21 juin dernier par plusieurs hooligans allemands à l'occasion du match Allemagne-Yougoslavie (Le Mondial du 23 juin), est toujours hospitalisé dans un coma dit réactif au service de réanimation neuro-chirurgicale de l'hôpital Roger-Salengro de Lille, où son état est jugé « relativement stationnaire ». « Le maréchal des logis Daniel Nivel est sorti du coma profond, mais il se trouve toujours dans une situation difficile, et continue de faire l'objet d'un suivi médical très attentif, indiquait-on, lundi soir 13 juillet, au CHR. Cependant, les médecins se gardent bien de tout pronostic définitif. » Depuis cette agression, les témoignages de solidarité se multiplient à l'égard du gendarme et de sa famille, notamment en provenance d'Allemagne. Mercredi 8 juillet, Norbert Blum, le ministre allemand de la santé, s'était rendu au chevet du gendarme pour y rencontrer l'épouse et les deux fils de celui-ci. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ TENNIS: Martina Hingis reste solidement installée en tête du circuit féminin selon le classement publié, lundi 13 juillet, par l'association des joueuses professionnelles (WTA). La Tchèque Jana Novotna, championne de Wimbledon et vainqueur du tournoi de Prague, se rapproche de la Suissesse mais reste distancée à plus de 1000 points (l'équivalent de deux victoires en grand chelem). Deux joueuses progressent au sein des vingt meilleures. La Suissesse Patty Schnyder évolue d'une place (11^e) comme la Biélorusse Natasha Zvereva, demi-finaliste à Prague (15^e). Chez les Françaises, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud et Mary Pierce sont 10^e, 13^e et 14^e. Il y a onze Françaises parmi les 100 meilleures mondiales.

■ L'équipe de France de Fed Cup qui rencontre la Suisse en demi-finale les 25 et 26 juillet à Sion (sur terre battue), partira, dimanche 19 juillet, en Suisse pour effectuer son traditionnel stage de préparation. L'équipe de France, tenant du titre, est composée de Sandrine Testud, Nathalie Tauziat, Alexandra Fusai. Le capitaine Yannick Noah a également sélectionné Julie Halard-Decugis - qui ne l'avait plus été depuis deux ans pour cause de blessure - et Amélie Mauresmo. C'est la première sélection de la championne du monde junior 1996. Finaliste au tournoi sur terre battue de Berlin en juin, elle est aujourd'hui 33^e mondiale. Sarah Pitkowski qui avait participé au quart de finale contre la Belgique, en avril, n'a, cette fois, pas été retenue.

■ GOLF: Jack Nicklaus prendra sa retraite à la fin 2000, après avoir disputé les quatre tournois majeurs. Le golfeur américain, vainqueur de dix-huit tournois majeurs, a fait cette déclaration, lundi 13 juillet, après que des rumeurs ayant couru sur une retraite très prochaine. Agé de 58 ans, Nicklaus a déclaré forfait pour l'Open de Grande-Bretagne (du 15 au 19 juillet) en raison d'une douleur tenace à la hanche gauche. C'est la première fois qu'il manquera un rendez-vous majeur depuis l'Open de Grande-Bretagne 1962. (AP)

■ SUPERBIKE: Troy Corser (Ducati) a gagné la huitième épreuve du championnat du monde de Superbike, dimanche 12 juillet, à Laguna Seca (Californie). Le pilote australien s'est imposé dans la première manche et a terminé deuxième de la seconde. Grâce à cette victoire, il a pris la tête du classement du championnat du monde avec 27,5 points d'avance sur le Néozélandais Aaron Slight.

Le jour où le Roi René perdit sa couronne

Mur-de-Bretagne, 1947. Le légendaire René Vietto, qui avait trop présumé de ses forces les jours précédents, perd le maillot jaune entre Vannes et Saint-Brieuc

« LA VEILLE, un soir, on m'avait donné une boîte d'allumettes avec, à l'intérieur, trois pilules: une à prendre au départ de l'étape, une à mi-course et une avant l'arrivée. Le

RÉCIT

René Vietto a sans doute commis « l'erreur » de gagner la deuxième étape

lendemain soir, il m'a dit: « Tu es vu, ça marche! » Je lui ai rendu ses pilules devant tout le monde! » Raymond Impanis a des raisons de se souvenir de cette étape mythique du vendredi 18 juillet 1947 - 138 km contre la montre entre Vannes et Saint-Brieuc - puisqu'il la remporta avec près de cinq minutes d'avance sur Jean Robic.

Alors que le Belge, sans petites pilules mais avec quelques lampées de caféine, se sentait des ailes, un drame se jouait ce jour-là sur les routes de Bretagne: victime d'une terrible défaillance à Mi-36-Bretagne, René Vietto était en train de perdre son maillot jaune. Le Roi René, qui fit pleurer la France en 1934 en se sacrifiant pour son aîné Antonia Magne dans la descente pyrénéenne du Portet-d'Aspet, avait trop présumé de ses forces. Par exemple en remportant la deuxième étape, Lille-Bruzelles, après une échappée solitaire de 100 kilomètres.

« Mon vieux René, écrivait alors Jacques Goddet dans L'Équipe, vous venez d'accomplir le plus bel exploit de votre carrière et, selon les règles établies, l'erreur la plus monumentale. » Quant à Raymond Impanis, il finira deuxième à Bruzelles, puis il traversera une bien mauvaise



René Vietto (à droite) félicite Jean Robic, le vainqueur du Tour de France 1947.

période. Explication amusée du Belge, cinquante et un ans après: « A Bruzelles, j'étais logé dans un hôtel de passe, alors, vous comprenez que je n'ai pas très bien dormi! »

Raymond perdra quarante-cinq minutes en deux étapes et, à Pau, subira les foudres de Jacques Goddet, qui écrivait: « Monsieur Impanis, vous ne savez pas souffrir! »

« God Verdomme, lance encore aujourd'hui le Flamand, je me suis dit que j'allais lui montrer si je ne savais pas souffrir. Le lendemain, je passe en tête au sommet du col de Peyresourde, je me tourne vers

Jacques Goddet, j'enlève ma casquette et je lui dis: « Bonjour, Monsieur Goddet! »

Azivé l'étape contre la montre, René Vietto souffre le martyre, « là, tout seul, avec sa vieille jambe qui lui semblait peser 100 tonnes », écrit Abel Michéa. L'italien Pierre Brambilla devient premier au classement général. Un coriace, « la Brambilla », un dur au mal, avec son menton en gloriole et ses abajourments de bûcheron. Bernard Gauthier, qui finira deuxième de la dernière étape derrière Brik Schotte, parle avec émotion de

« la Brambilla, l'italien de France. « Un soir, je le vois mettre son vélo dans son lit et, lui, s'installer par terre pour dormir. Je suis Interloqué. Pierre me dit: « Le vélo je n'ai rien à lui reprocher, il peut dormir dans un lit; moi, non! » Un autre jour, Brambilla, en détresse dans un col, videra son bidon d'eau par terre en rugissant: « Brambilla, pas bon courage, tu ne bois pas! » Que Pierre Brambilla veuille prendre la nationalité française n'atténue pas la douleur du deuil national après la défaite de René Vietto à Saint-Brieuc. « Nous avons perdu le maillot jaune », titre Le Parisien-Libéré. Dans L'Humanité, Vietto, qui affiche ses sympathies communistes, écrit un éditorial: « Pour mon pays, j'ai fait ce que j'ai pu. » Le quotidien du Parti s'insurge contre un membre du RPF, le rassemblement gaulliste, qui aurait insulté « notre camarade Vietto » à Saint-Brieuc.

Le petit Breton Jean Robic, qui avait montré toute l'étendue de sa classe dans les Pyrénées, gagnera finalement ce Tour de France, sans jamais avoir eu le maillot jaune. Dans la dernière étape, il portera une estocade à Brambilla dans la côte de Bonsecours, entre Rouen et Paris. « Les Italiens sont venus me dire que, si je roulais avec Brambilla, ils me dédommageraient, raconte Raymond Impanis, mais je ne pouvais pas, car, devant, mon équipier Brik Schotte était échappé. »

Brik Schotte court là son premier Tour de France. « Je trouvais que les cols étaient trop hauts, raconte « le dernier des Flandriens », qui sera champion du monde en 1948 et 1950, mais quel monde sur la route, c'était formidable. » Le fils de petit fermier, « Nous n'avions pas beaucoup d'argent mais nous avions tou-

jours à manger », résume-t-il - a commencé à courir dans les courses de village. « Souvent, c'est le cafetier qui organisait une course et qui promettait au vainqueur un ou deux tonneaux de bière, se souvient-il. On courait sans licence, sans casque, sans assurance, tout le monde pouvait s'inscrire. » Brik Schotte gagnera à Paris.

Jean-Marie Gosmat, sans doute un des plus populaires cyclistes bretons, se souvient très précisément de cette dernière étape. Bon pied bon œil malgré ses quatre-vingt-six ans - « Ça commence bien à coïncider de temps en temps », plaisante-t-il -, léger comme une plume, élégant dans son costume croisé, il raconte: « Robic, c'était mon bleu. Quand il a pris la tangente dans la dernière étape, quand il a déclenché tout le machin, nous avons tout fait, avec les gars de l'équipe de l'Ouest, pour empêcher les autres de revenir. » Et le Breton, très en colère, d'ajouter: « Moi, j'ai perdu trois places au classement général pour avoir fait le couillon et c'est Robic. Eh bien, à Paris, il nous a dit qu'il avait gagné le Tour tout seul et a gardé tous les sous pour lui. Rien pour nous. Pas un franc! »

Jean-Marie Gosmat, alors membre de l'équipe des Touristes-Routiers, gagna l'étape de Briançon en 1936 lors de son premier Tour de France. « Et sans dérailleur », précise-t-il fièrement. En 1951, il ne remporta pas d'étapes pour ses adieux à la Grande Boucle. « Oui, mais, ajoute-t-il en clignant de l'œil, la même année, lors du Critérium du Dauphiné Libéré, j'ai largué tous mes barshommes en cours de route et j'ai gagné à Briançon. »

José-Alain Fralon

Le peloton tel qu'on le parle

● Ajuster. Venir battre sur la ligne un adversaire qui croyait avoir gagné la course. Lors d'un sprint, venir de l'arrière en puissance et jeter le vélo sur la ligne pour la franchir le premier.

● Avoir la pancarte dans le dos. Cette expression s'applique en règle générale au favori de l'épreuve, ou au leader de la compétition. Cette position qui le distingue dans le peloton lui vaudra des attaques incessantes de ses adversaires et ne lui permettra pas de tenter facilement une action déterminante. Ce n'est pas la situation rêvée mais c'est aussi la rançon de la gloire.

● Compter les pavés. Rouler très doucement, non par envie, mais contraint et forcé, par manque de forme. Le coureur donne l'impression, tant son allure est faible, de compter les pavés. La formule s'applique quel que soit le terrain.

● Emmener le sprint. Prendre en charge l'équipier le plus rapide au sprint, en le maintenant dans sa roue, lui éviter de prendre du vent en lui donnant de l'abri et s'écarter brusquement pas très loin de la ligne d'arrivée pour le laisser s'exprimer. En règle générale, celui qui emmène le sprint a peu de chance d'emporter la victoire.

● Être en ligne de chaîne. Être bien posé sur son vélo, rouler tout droit, à la même allure, sans balancement du corps, en donnant un mouvement régulier

à son pédalage.

● Faire de la patinette. Se laisser porter par la course, sans y participer vraiment, tout en donnant l'impression d'être dans le coup.

● Manger de la luzerne. Perdre le contrôle de son vélo et quitter la route pour aller chuter dans un champ.

● Mettre la barbe. Battre son adversaire dans les derniers centimètres avant la ligne d'arrivée.

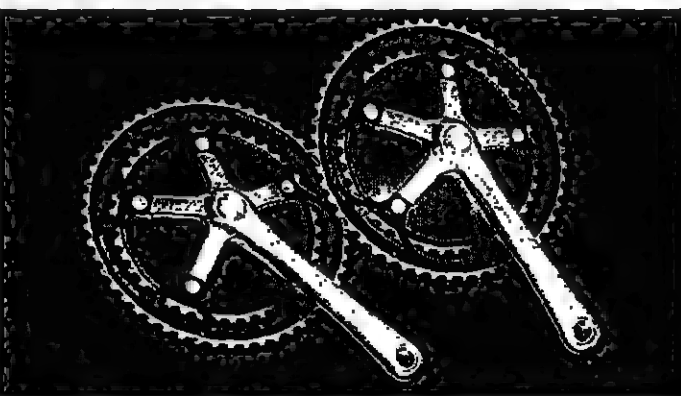
● Porter le maillot. Être en tête d'un classement dont le premier porte un maillot de couleur distinctive - jaune (classement général), vert (meilleur sprinter), à pois rouge (meilleur grimpeur), etc.

● Se faire pêter les varices. Donner le maximum de soi-même, soit pour se maintenir au niveau des meilleurs, soit pour résister au retour d'un groupe de chasse.

● Terminer dans les etc. Ne pas être classé dans les vingt ou trente premiers. La plupart du temps, le classement repris par la presse portera la mention « etc. »

★ Extraits du Dictionnaire international du cyclisme, de Claude Sudres, disponible pour les lecteurs du Monde, durant le Tour de France, au prix de 100 F (plus 21 F de frais postaux) auprès de l'auteur (20, rue des Dinandiers, 94400 Marolles-en-Brie).

LE VÉLO MADE IN FRANCE



Les plateaux Spécialités TA

VOICI une cinquantaine d'années, Fausto Coppi n'avait pas hésité. Pour un pédaler, il avait franchi les Alpes et s'était rendu à Tricy, un petit village près de Laon (Aisne). Le champion italien tenait à être équipé du dernier cri technique: des plateaux en aluminium. Une innovation que l'on devait à une jeune entreprise, Spécialités TA, créée en 1947 par un dénommé Georges Navet, également inventeur d'un système de traction avant pour vélo - d'où TA.

Depuis, l'aluminium s'est généralisé. Et Spécialités TA (environ 30 millions de francs de chiffre d'affaires, une cinquantaine de salariés) doit composer avec de puissants concurrents comme Shimano et Campagnolo. Face à eux, elle joue le haut de gamme et le sur-mesure à destination des professionnels (elle équipe GAN, la Mutuelle de Seine-et-Marne, les Festina de Richard Virenque) et des amateurs éclairés. Sur le Tour de France 1997, la société, qui réalise grosso modo 370 000 plateaux par an, a réussi un joli coup: imposer la couleur sur les pédaliers. Ce qui a provoqué un engouement du grand public, qui n'avait pas été anticipé et auquel la société a dû réagir très vite.

Spécialités TA, qui vient de débiter la fabrication de pignons, peut aussi compter sur deux autres produits: les bidons et porte-bidons. Pour les premiers, elle est depuis 1963 le fournisseur officiel du Tour de France.

Philippe Le Cœur

★ Modèle Alizé, 1 533 F.

LES RÉSULTATS

SUR LA ROUTE

■ SÉRIE NOIRE. L'abandon du maillot jaune Chris Boardman (GAN), lundi 13 juillet, à une cinquantaine de kilomètres de l'arrivée de l'étape Enniscorthy-Cork (République d'Irlande) (205,5 km), sur chute - Il souffre d'une commotion cérébrale, d'une plaie importante à l'acrotendineuse gauche et d'un traumatisme du poignet gauche, mais son état n'inspire pas d'inquiétude particulière - est la cinquième d'un leader du Tour de France. Avant l'Anglais, le Néerlandais Wim Van Est (1951), l'Espagnol Luis Ocarina (1971), le Français Pascal Simon (1983) et le Danois Rolf Sørensen (1991) avaient également quitté l'épreuve sur chute.

■ CHUTES. Le jeune Italien Massimiliano Mori (Saeco) s'est malencontreusement illustré deux fois en deux jours sur les routes du Tour. Il a en effet été, dimanche 12 juillet, à l'origine de la chute à Dublin (République d'Irlande), dans laquelle son leader, Mario Cipollini, a perdu près de 4 minutes, et, lundi 13 juillet, à celle qui a englué (sans gravité) une vingtaine de coureurs, dont Laurent Jalabert (ONCE), Richard Virenque (Festina), Eric Zabel (Telekom), Andre Tchmil (Lotto) et autres Stuart O'Grady (GAN).

■ DOUBLE. L'équipe Mapei, qui n'avait pas gagné une étape du Tour depuis quatre ans, vient d'en gagner deux coup sur coup. Et ce sont deux champions nationaux qui se sont imposés: le Belge Tom Steels, dimanche à Dublin, et le Tchecoslovaque Jan Svoboda, lundi à Cork.

500 000 personnes ont accompagné la parade des Bleus sur les Champs-Élysées

LE JEUDI 9 JUILLET, au lendemain de leur demi-finale victorieuse (2-1) sur la Croatie, Aimé Jacquet et certains de ses joueurs avaient regretté que les « vrais

RÉCIT

« Regardez : on est tous différents mais on partage la même passion »

supporteurs » des Bleus ne fassent pas partie du public bien trop endimanché, à leurs yeux, du Stade de France. « Ceux qui aiment vraiment le football sont en dehors des enceintes », déplore le sélectionneur, une façon comme une autre d'appeler à la mobilisation générale pour le jour de la finale. Les footballeurs français témoignaient alors du manque de ferveur populaire, un manque de hurras, de slogans et de cris d'amour. Est-ce pour cette raison qu'ils avaient sollicité un défilé sur les Champs-Élysées au lendemain de la finale, et ce quelle que soit l'issue de la rencontre ?

Bien leur en prit, en tout cas. Lundi 13 juillet, quelque 500 000 personnes se sont rassemblées sur la célèbre avenue pour voir parader les nouveaux champions du monde. Si une foule trois fois plus importante s'était regroupée la nuit précédente au même endroit, ce demi-million de personnes représentait, peu ou prou, le nombre total de spectateurs ayant assisté aux sept matches disputés par l'équipe de France pendant la compétition (455 000). Principale différence : les « costards-cravates » y étaient proportionnellement moins nombreux et les quelques centaines de fans étrangers encore présents en

France avaient bien du mal à se faire entendre.

Les ont-ils seulement distingués, ces milliers de voix, Didier Deschamps et ses coéquipiers, fendant la foule perchés sur leur autobus à impériale ? Ou n'ont-ils senti, comme avant eux les Verts de l'AS Saint-Etienne, après leur défaite (0-1) en finale de la Coupe des champions, en 1976, que l'expression d'une vaste ferveur nationale ?

Car le public est là. Dans toute sa diversité. Avec, sur les lèvres, ce sourire ébahi des nuits sans sommeil. Ceux qui étaient là la veille jouent les anciens combattants, racontent cette folie « que l'on ne vit qu'une fois ». Philippe, quarante-deux ans, barman, assure qu'il n'a pas quitté de la nuit l'étendard tricolore dans lequel il s'est drapé. « Ce soir aussi, je dors dedans », Samia, une lycéenne de dix-neuf ans, a lâché le sien, mais n'est pas près d'oublier : « C'était un drapeau brésilien. Je l'avais amené parce que même si hier j'étais heureuse que la France gagne, j'ai toujours soutenu le Brésil. Et puis un type s'est jeté dans mes bras, a enveloppé sa tête et s'est mis à pleurer. Il me parlait en portugais. Je ne comprenais pas un mot, mais je savais ce qu'il pensait. »

C'EST L'HISTOIRE

Les autres, la plupart, sont venus se rattraper. Participer à cette liesse collective qu'ils ont aperçue à la télévision. Partager leur bonheur, et remercier les joueurs. Jean et son fils sont venus de la Creuse. Véronique et ses deux filles arrivent de l'Aveyron, et ont tout juste eu le temps d'inscrire le nom de leur idole - « Liza » pour l'une, « Zhou » pour l'autre - sur leur front. Arrivant de la Somme,

José-Manuel a soigné le maquillage de Mathilda, quatre ans, et ses lunettes roses entourées de signes tricolores attirent tous les regards. « On dit que les footballeurs sont cons, sourit-il. Mais qui d'autre parviendrait à créer un tel esprit de communion. Regardez : on est tous différents mais on partage la même passion. »

Différents, c'est certain. Mad et Gabriel, après cinquante ans de vie commune, se sont découverts une passion pour le football. « Surtout pour Zidane », précise-t-il. « Zidane, corrige-t-elle. Et celui qui arrête les buts, Fabien. Même CNN en a parlé, je l'ai vu. Et eux, pour qu'ils disent un mot sur la France... » Hamza n'a pas attendu aussi longtemps : à un an, il ne

récompense de « trente ans de fidélité derrière l'équipe de France ». Et Bernard, comme une petite fierté personnelle, lui l'éducateur sportif de l'Essonne, l'ancien responsable de la sélection départementale pupille où « déjà Henry était au-dessus du lot ». Les olas se succèdent sur le pavé ensoleillé, montant, puis descendant l'avenue. Un drapeau brésilien flotte au vent ? « Et un, et deux, et trois-zéro », répond la foule, avant d'applaudir. Trois chemises aux couleurs nationales brandies du deuxième étage d'un magasin de prêt-à-porter ? « On est les champions ! On est les champions ! » Joignant l'utile à l'agréable, une agence de voyages a inscrit sur sa vitrine la publicité

Le ton monte entre « L'Equipe » et Aimé Jacquet

Aimé Jacquet « préfère la haine au pardon » et prône « d'organiser le lynchage » de ses opposants, regrette, mardi 14 juillet, Jérôme Bureau, directeur de la rédaction, dans un éditorial de L'Equipe, qui a tiré à 1 560 000 exemplaires lundi 13 juillet. Dans un entretien sur TF1 lundi soir, l'entraîneur de l'équipe de France championne du monde de football a notamment fustigé « le monopole de l'imbécillité » à propos de ce journal, au sujet duquel il avait dit auparavant : « Je n'ai que mépris pour ces gens-là (...), des voyous ». « On s'est gouré, on s'est trompé sur Jacquet. (...) j'ai pensé à démissionner, mais mon patron m'a dit "il n'en est pas question", a dit Jérôme Bureau sur LCI lundi soir, avant de signer un éditorial publié mardi dans lequel il changeait de ton : « Triste évangile que celui qui prône d'organiser le lynchage de ceux qui n'ont pas pensé comme vous. Triste évangile, que celui qui prône la haine au pardon. » Jérôme Bureau, sur LCI déjà, avait déclaré en mal d'été, si la France passait le premier tour du Mondial, il reviendrait « se flageller » publiquement.

connaît encore que quelques mots, mais sa bouche peinteurée ne se lasse pas du dernier qu'il vient d'apprendre, « ballon ». « Le prochain, ça sera Zidane », avertit sa mère, Salima, tout fier de voir « un Kabyle faire gagner la France ». René, quarante-cinq ans, vit ce moment comme la

du jour : « Rio, 4 190 francs, pour consoler les Brésiliennes ».

Les téléphones portables sont aussi de sortie. « Rejoins-nous, de toute façon tu feras rien cet après-midi, tente de convaincre un jeune homme. Et puis, c'est l'histoire. » « Allume la télé Roger, et dis-moi où ils sont », supplie un



autre. Mais enfin les voilà. La foule, tout à l'heure tranquille, s'est faite compacte, étouffante. De loin, chacun s'interroge sur celui qui porte le chapeau tricolore. « Un Noir, en tout cas. » « Ça laisse du choix », réplique, fièrement, un jeune Black. Et le crâne qui brille au soleil, Lebeuf ou Barthez ? Et Zidane, où est Zidane ? « Ils l'ont planqué en bas du bus, pour éviter l'hystérie », croit savoir l'un. « Je veux Zidane ! », hurle son voisin. Il est 18 h 30, l'autobus a rejoint l'avenue Georges-V. Faute de temps, et devant un enthousiasme débordant qui interdisait

toute accélération de sa progression, le cortège quitte l'avenue des Champs-Élysées. Les joueurs font leur adieu à la plus spontanée des fêtes. Les obligations commencent.

Une soirée au Lido suivie, pour certains, d'une nuit aux Bains en compagnie d'Ophélie Winter et de MC Solaar, la garden-party de l'Élysée, mardi 14 juillet, et le feuillet des vins d'honneur, cocktails, réceptions... On n'est pas champion du monde pour rien.

Frédéric Potet

Les bons comptes des sponsors

DIMANCHE 12 JUILLET vers 17 heures. A quatre heures du coup d'envoi de l'ultime France-Brésil, bon nombre de sponsors de France 98 sont bloqués dans les embouteillages en direction du Stade de France. Ils se dirigent, pour la dernière fois, avec leur cohorte d'invités vers le village officiel de Saint-Denis, qui fête, jour de cette finale, l'implosion avec treize mille invités. Mettant la dernière main à la batterie de tests qu'ils lanceront mercredi afin de mesurer l'impact de la Coupe du monde sur leurs ventes et sur leur image, quelques-uns osent déjà crier victoire.

La société de travail temporaire Manpower, par exemple. « Leur objectif était strictement commercial et ils ont d'ores et déjà rempli leur contrat », confie Lucien Boyer, de LMG, leur conseil en marketing prévus sans dévoiler de chiffres, il estime que « l'investissement initial est largement rentabilisé ». Manpower a vendu des prestations aux autres sponsors qui ont eu besoin d'intermittents pendant les trente-

trois jours du Mondial, et les invitations ont fonctionné à plein en permettant aux agences locales de décrocher de nouveaux contrats. Même son de cloche du côté de la petite entreprise France Secours, prestataire agréé France 98, chargée de l'assistance post-hospitalière aux spectateurs et aux volontaires.

« Notre programme de relations publiques a très bien marché, se réjouit Roselyne Boschetti, la responsable du marketing de France Secours. Selon elle, la Coupe du monde a eu « un impact fort » en fonctionnant comme « une référence dans le milieu ». L'ambiance festive a permis « d'appréhender plus facilement dans les villages d'hospitalité des gens que nous essayions de toucher, sans succès, depuis un moment ». En attendant la signature de nouveaux contrats prévus en août et septembre, M^{me} Boschetti affirme que « des courriers montrent que certaines négociations commerciales interrompues ont repris ». D'autres, comme France Télécom ou Hewlett-Pack-

kard (HP), comptent capitaliser sur leur « démonstration par la preuve ».

Sur un marché des télécommunications qui vient de s'ouvrir à la concurrence, « nous avons prouvé que nous sommes une entreprise de service qui a été capable de transmettre 6 000 heures d'images vers 300 destinations », indique Bruno Janet, le porte-parole de France Télécom. Il estime que la notoriété de l'opérateur a été améliorée grâce au partenariat télévisé signé avec TF1, France 2 et France 3 et aux spots publicitaires qui ont augmenté l'impact des panneaux autour des terrains. L'opérateur a dépensé 130 millions de francs en communication pendant le Mondial. En interne, le partenariat serait également un succès : 71 % des salariés se sont déclarés « fiers de l'association de leur entreprise à la Coupe du monde », selon un sondage Louis Harris réalisé pour France Télécom, il y a quelques jours.

DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Chez HP, Sybase et EDS on souffle alors que s'éloigne définitivement le souvenir des cafouillages techniques d'IBM lors des Jeux olympiques d'Atlanta. Paris sous pression avec le sentiment d'avoir une mission critique à remplir, les informaticiens américains se félicitent, dans l'attente du décompte des matériels vendus, qu'il « n'y [ait] eu aucun incident dans le fonctionnement des systèmes ». Les trois entreprises entendent se servir de « ce formidable cas pratique » comme d'une carte de visite.

Seules les douze multinationales associées à la FIFA expriment quelque réserve, estimant qu'elles ont été moins « visibles » du fait du nombre important d'entreprises (45) associées à ce Mondial. Leurs retombées commerciales ne sauraient, toutefois, être nulles. Adidas, qui a pris un pari heureux sur l'équipe de France, a été en rupture de stock, deux jours avant la finale, sur les maillots (à 400 francs pièce) des tricolores, qui se sont arrachés après les quarts de finale. L'équipementier projetait d'en vendre 500 000 de plus en cas de victoire française. Coca-Cola a, de son côté, vendu ses produits à 80 % des spectateurs venus assister au match Japon-Croatie, à Nantes, selon ISL, l'agent marketing de la FIFA.

Florence Amalou

Michel Platini, président du Comité français d'organisation (CFO) « L'équipe de France ne pouvait que gagner »

« Quelle image forte garderez-vous de ce Mondial ?

« Il y en a plusieurs. D'abord le trophée soulevé par Didier Deschamps. Mais aussi la photo rassemblant joueurs américains et brésiliens à Lyon. Et enfin ces images de stades pleins, quelle que soit l'affiche. Qui aurait cru qu'un Roumanie-Iumbie allait se disputer devant 80 000 spectateurs, comme ce fut le cas ?

« Y a-t-il en un geste technique exceptionnel dont on se souviendra encore longtemps ?

« Peut-être le but inscrit par Dennis Bergkamp face à l'Argentine. Une pure merveille.

« Le sacre de l'équipe de France vous étonne-t-il ?

« Cela fait bien longtemps que je dis à qui voulait m'entendre : nous n'avons peut-être pas la meilleure équipe au monde, mais avec ces joueurs, on peut gagner cette Coupe du monde ! Je savais qu'il ne pouvait pas arriver grand-chose à ce groupe. Lorsque vous possédez un gardien de cette valeur, une défense aussi solide, un milieu de terrain aussi travailleur et un joueur au-dessus du lot comme Zidane, vous avez les moyens d'aller loin. Et lorsqu'un garçon comme Thuram se met à marquer deux buts alors qu'il avoue lui-même avoir les « pieds carrés » devant le but, lorsqu'un Zidane place deux coups de tête victorieux alors que ce n'est pas son point fort, lorsque la finale se déroule sous un temps superbe alors que tout le monde craignait une météo exécrable, on se dit que, oui, l'équipe de France ne pouvait que gagner la Coupe.

« Que représente ce succès pour le football français ?

« C'est le succès d'une politique, celle de la formation. Le résultat de longues années de travail mené en profondeur. Lorsque j'étais joueur, ma génération a été abandonnée par les anciens de 1958. En revanche, les internationaux d'aujourd'hui ont pu bénéficier des conseils de la génération précédente. Luis Fernandez, Jean Tigana, Alain Giresse, René Girard pour ne citer qu'eux ont beaucoup apporté à ceux qui sont devenus champions du monde.

« Au coup d'envoi de la finale, seuls deux Bleus, Barthez et Guivarc'h, évoluaient dans le championnat de France. Est-ce une situation normale ?

« Que voulez-vous faire ? La

France forme des joueurs et les autres pays, ceux que j'appelle « fiscalement forts », nous les prennent ensuite ! Lorsque vous regardez le tableau des demi-finales de ce Mondial, vous vous rendez compte que très peu de joueurs évoluent dans leur pays d'origine, qu'il s'agisse de la sélection hollandaise, brésilienne, croate ou française. Cela n'empêche pas les bons résultats.

« Le football français va-t-il vraiment profiter de « l'effet Mondial » ?

« La seule certitude, c'est qu'il

« C'est le succès d'une politique, celle de la formation. Le résultat de longues années de travail mené en profondeur »

hérite de dix stades modernisés. C'est une belle base de travail. Maintenant, c'est aux responsables du football français de faire durer cet engouement. En accueillant les familles dans les stades par exemple.

« A combien se montent les bénéfices financiers de ce Mondial ?

« Il est encore trop tôt pour le savoir. Les comptes ne seront pas faits avant la mi-septembre. Mais cette Coupe du monde sera bénéficiaire. Juridiquement, ce sera ensuite à l'Etat et à la Fédération française de football (FFF) de décider quoi faire de ces bénéfices. Mais j'estime que moralement, le CFO doit aussi avoir son mot à dire.

« Votre opinion sur le travail d'Aimé Jacquet ?

« Aimé a toujours eu derrière lui le monde du football. Tous ceux qui font le football en France l'ont soutenu, contrairement à ceux qui l'écrivent ! Ces deux dernières années, il a trop souffert des critiques. Certains observateurs ont vraiment été odieux avec lui et je comprends sa colère. Je comprends aussi son

envie de quitter son poste, surtout après un tel succès. Aimé est un très grand professionnel et un homme qui a toujours servi le football.

« Les questions de sécurité ont-elles été bien gérées par le CFO ?

« Nous avons la responsabilité de ce qui se passe dans les stades, pas en dehors. Or 52 rencontres sur 64 se sont déroulées dans des enceintes sans grillages, et tout s'est bien passé. Les responsables politiques locaux se sont félicités de ces stades sans grillages. Je crois maintenant qu'il est hors de question de les remettre pour le championnat...

« La billetterie a posé problème. Quelles sont vos conclusions ?

« Nous avons toujours voulu faire de cette Coupe du monde une manifestation populaire. Les passes permettaient aux gens d'assister à cinq matches (4 du premier tour, un huitième de finale) pour environ 700 francs. On pouvait assister à la finale pour 350 francs, ce qui ne s'était jamais vu. Le problème est venu du fait que 25 % des billets mis en vente nous ont échappés. 20 % sont allés aux associations nationales, 5 % aux tours-opérateurs. Certains d'entre eux n'ont pas respecté les règles du jeu en faisant croire à leurs clients qu'ils possédaient plein de billets, ce qui était faux. Comme l'a souligné Jacques Lambert, il existait un énorme décalage entre l'offre et la demande. De l'ordre de 1 à 15 ou 20. Le billet est devenu un véritable objet de spéculation.

« Un mot sur l'arbitrage ?

« Après le coup de gueule de Sepp Blatter en début de compétition, les arbitres ont été bons. Il n'y a pas eu d'erreur fondamentale, sauf peut-être le but valable refusé au Cameroun face au Chili. Personnellement, je pense que la présence d'un deuxième arbitre de champ serait une bonne chose. Quant à l'assistance vidéo, je sais que la FIFA est contre. Il faut en discuter.

« A propos de la Fédération internationale de football association (FIFA), quand allez-vous débiter dans vos nouvelles fonctions ?

« Sans doute en octobre. »

Propos recueillis par Alain Constant

Ronaldo a été contraint de jouer la finale

QUI A OBLIGÉ Ronaldo à disputer, dimanche 12 juillet, la finale de la Coupe du monde ? « Il n'était pas en état de jouer », a déclaré mardi 14 juillet, le sélectionneur brésilien Mario Zagallo en reconnaissant implicitement avoir subi des pressions. Dans un premier temps, la feuille de match indiquait qu'Edmundo évoluerait à la pointe de l'attaque à la place de Ronaldo. Une demi-heure avant le coup d'envoi, la vedette de l'inter de Milan reprenait sa place de titulaire.

La société Nike, qui parraine l'équipe nationale du Brésil moyennant un contrat de 40 millions de dollars (240 millions de francs) sur dix ans, a démenti toute intervention. En fait, le président de la Fédération brésilienne, Ricardo Teixeira, s'en serait chargé personnellement. Le jour de la finale, Ronaldo a été pris d'un malaise vers 14 h 30. Pris de tremblements puis de convulsions, il présentait tous les symptômes d'une crise d'épilepsie. Emmené d'urgence à la clinique des Lilas, le buteur brésilien a passé plusieurs examens rassurants avant de rejoindre ses coéquipiers au Stade moins d'une heure avant le début du match.

■ Le FN fait de Zidane un « enfant de l'Algérie française ». Pris pour cible par nombre de supporters dans la nuit de dimanche à lundi sur les Champs-Élysées, le parti de Jean-Marie Le Pen « se réjouit, dans un communiqué publié le 13 juillet, du fait que cette victoire emblématique ait entraîné le peuple français dans l'espoir et l'allégresse et lui ait fait retrouver ses réflexes patriotiques, son hymne national et son drapeau tricolore ». Le FN « félicite chaleureusement de sa magnifique victoire (...) toute l'équipe de France, et particulièrement son patron, Aimé Jacquet (...), ainsi que le principal artisan du succès final, Zinedine Zidane, enfant de l'Algérie française ». Auteur de deux des trois buts de la victoire face au Brésil, le 12 juillet, Zidane est né le 23 juin 1972 à Marseille, dans une famille kabyle.

habitation

BALADE DANS LES VIGNOBLES

Le grand boom des petits bordeaux

Avec plus d'un million de bouteilles vendues chaque jour dans le monde, les appellations AOC et supérieur font la fortune de cette région de l'Entre-deux-Mers

Nous commençons la publication d'une série de « Balades dans les vignobles » de France, du Bordelais à l'Alsace et au Languedoc en passant par les bords de Loire. Les chroniques de la page Goûts paraîtront à nouveau à partir du mardi 1^{er} septembre (Le Monde daté 2).

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Entre Garonne et Dordogne, les masses calcaires affleurent parmi les cultures et ont façonné le paysage girondin, ses maisons, ses monuments. Elles découpent les coteaux de Lormont et couronnent les plateaux de l'Entre-deux-Mers. Une contrée de vignes, d'essarts, de cultures vallonnées et de bois, parsemée de vestiges grandioses du passé de la Guyenne, prise sous la déterminante influence de Bordeaux.

Dans le triangle formé à l'est de la capitale girondine, vers La Réole aux coteaux verdoyants, et Sainte-Foy-la-Grande, ce ne sont que petites églises romanes, moulins, tuileries artisanales et lieux de promenade dans une campagne paisée.

Hugh Johnson note dans son *Atlas mondial du vin* (Laffont) qu'il n'existe, il y a vingt ans, aucune raison valable de présenter cette moitié sud du vignoble bordelais. Depuis, une création réelle s'est opérée dans l'Entre-deux-Mers, appelé par décision « Entre-deux-Huitres », car voué il y a peu encore aux seuls vins blancs secs, partenaires obligés des fruits de mer du bassin d'Arcachon.

Cette région, pourtant, est la capitale principale du vignoble des AOC bordelais et bordelais supérieur, le plus grand vignoble d'appellation du monde, avec 58 500 hectares ; 54 % du vignoble bordelais et 7 500 viticulteurs. Notons que cette appellation s'applique à une grande variété de terroirs, puisqu'elle est étendue à tout le département de la Gironde. D'où la création à l'instigation du syndicat viticole régional, à Beynac et Caillau, sur la route de Libourne, à une quinzaine de kilomètres de Bordeaux, de la Maison des bordelais et bordelais supérieurs.

Vendues 1,2 million de bouteilles chaque jour dans le monde, soit treize bouteilles par seconde, vaut bien la gageure d'une construction moderne et pédagogique, appelée d'abord Maison de la qualité et rebaptisée après rénovation « Planète bordelais » lors de son inauguration, le 30 janvier 1998.

L'AOC bordelais est produit dans toutes les parties délimitées de la Gironde, mais plus particulière-

ment dans cette région de l'Entre-deux-Mers, ainsi que dans le nord du département, de Fronsac à Saint-Savin, sur près de 40 000 hectares. Les rouges, dominés par le merlot, sont souples, équilibrés, aromatiques, de garde modeste. Les blancs sont simples et fruités. L'AOC bordelais supérieur, c'est 10 000 hectares des mêmes terroirs variés avec un encépagement analogue, mais le rendement est moindre et le degré alcoolique plus élevé. Car la réglementation est stricte.

Un instrument de sensibilisation
Suffit-elle à garantir la qualité de la production ? Le dégustateur Eric Verdier note que le décalage entre qualité et prix a une fâcheuse tendance à s'accroître, en raison d'une demande en forte augmentation qui pèse sur les rendements : « La hausse des prix, estime-t-il, n'est guère favorable à l'amélioration de la qualité qui exige des vendanges saines, associées à une vinification et un élevage soignés. » Les vigneron de l'appellation bordelais et bordelais supérieur estiment que l'embellie - conséquence de la forte hausse des crus classés devenus inaccessibles depuis deux ans - leur permet au contraire d'envisager avec plus de sérénité l'amélioration de leur patrimoine viticole et la modernisation de leur matériel.

Sans attendre, le syndicat viticole régional s'est engagé dans une politique d'accueil du public et de promotion de la qualité. Planète bordelais est aussi un instrument de sensibilisation à l'environnement. On y montre certes la métamorphose du raisin, mais aussi la terre et les terroirs, les saisons de la vigne, le travail du vigneron. Simples, parfois simplistes, les moyens utilisés par cette animation audiovisuelle n'en sont pas



Depuis la terrasse de Malagar, demeure de François Mauriac, à Saint-Maixant.

moins une première dans le Bordelais. L'autre initiative récente est l'attribution, pour la première fois cette année, d'un trophée prudemment appelé « Talent du bordelais supérieur ».

Pour aider à découvrir quelques-uns des 1 001 châteaux et domaines, les responsables du syndicat viticole régional ont préparé à l'intention du public quatre itinéraires. Il est aisé, tant les distances sont réduites, d'explorer ainsi une région aussi méconnue qu'attachante. L'un suit la Dordogne, l'autre la Garonne, un troisième serpente autour de l'estuaire ; le quatrième invite à pénétrer à l'intérieur des terres dans la région des bastides. Cet itinéraire, de La Réole à Sauveterre-de-Guyenne, Rauzan, Gensac et Monségur, est sans doute l'un des plus riches du Bor-

delais par son patrimoine historique, paysager et architectural. La vigne n'occupe qu'une faible partie de cet ensemble de sables, de forêts, de campagnes riches soumis tantôt au souffle balsamique de l'océan, tantôt grillé à mort, comme les pins torçus sous l'orage. L'on trouve trace de cet état, dans le Livre de raison, de Malagar, tel que nous l'a laissé Jean Mauriac, le fils de l'illustre écrivain. Les temps ont changé, la technologie s'est imposée aux plus modestes exploitations, réduisant une part des risques. Risques agronomiques, risques de la vinification, risques de bonne conservation. Peut-être au détriment de la variété des vins, de leur diversité, accentuant l'uniformité.

Le vignoble, objet de tous les soins des hommes, apparaît

comme l'ové au sein d'un paysage puissant, entre graves et rivières, entre bois, collines et maigres champs, où persistent cultures de maïs et pâtis de moutons. Paysages de charme que modère la polyculture, et qui les font échapper à la redoutable monotonie des grands vignobles industriels, qui sont le seul avenir des pays neufs et qui s'imposent peut-être, ici, un jour.

En Bordelais, la vigne protège encore le paysage rural, héritage du passé, témoin de notre histoire. Souvent le château est une vieille demeure, entourée d'une petite parcelle amoureusement soignée. Sera-t-elle, demain, accolée à un véritable laboratoire, doté de toute une rutilante quincaillerie métallique, et de circuits réfrigérés, le tout conduit par ordinateur ?

La rentabilité qui entraîne l'uniformisation du produit, pour se conformer à la demande du marché, ne fait grâce, ni de la vendange mécanique, ni de l'emploi des ferments ajoutés, ni de l'usage intensif du fameux « bois ». Où sont les maîtres de chais d'autan qui guettaient, vents, pluies et orages ? Vignoble roulé par les vagues, pulsé par les vents, arrosé et grillé à la fois par le climat océanique, et qui produit selon les goûts, au voisinage des plus beaux vins du monde, ceux des AOC bordelais et bordelais supérieur.

Jean-Claude Ribaut

Les recettes de l'estuaire

Judicieusement relevée, la cuisine bordelaise s'accommode d'ail, d'échalotes et d'épices mesurées, et l'exquise saveur des sauces tient au maintien approprié des vins. Selon Urbain Dubois, la lampiroie à la bordelaise, en matelote aux poireaux et au vin de Saint-Émilion, était le parangon des vertus culinaires girondines. Les hôtes d'Arcachon accompagnaient le vin blanc de l'Entre-deux-Mers. Il en est de même... La soupe d'orpin, de loubine et de millet faisait, avec la pomme de terre et le potiron, le régal des amateurs. L'estuaire offre encore l'aloise grillée, le saumon, le merlu à la bordelaise. Incomparable reste l'agneau de Pauillac, dont la mère a brouillé entre les pieds de vigne, et le bœuf de Bazas, grillé aux sarments de cabernet-sauvignon. Le Guide Hubert (France du Sud, 120 F) met en garde contre les magiciens du terroir à toutes les sauces. On le consultera utilement avant d'établir son itinéraire.

Nouveaux talents, premier trophée

C'est un honneur pour Jean-Claude Audry, propriétaire du Château Picon, d'avoir reçu le premier trophée « Talent du bordelais supérieur ». La distinction a été accordée, à l'aveugle, par un jury d'une trentaine de dégustateurs à une cuvée spéciale du millésime 1995 appelée « Les Graves de Château Picon », au nom un peu ambigu, même si le terrain est naturellement pierreux. Sur la rive droite de la Dordogne, dans le petit village d'Eynesse, Château Picon domine la rivière sur un coteau bien exposé où s'étendent soixante-cinq hectares de cabernet-sauvignon (30 %), de merlot (40 %) et de cabernet franc (30 %) d'un ensemble viticole harmonieux et bien tenu.

La cuvée sélectionnée provient de raisins vendangés à maturité, où le cabernet-sauvignon (80 %) exprime son équilibre, alors que le merlot (20 %) assure déjà une certaine rondeur. Le vin a subi un élevage de dix mois en barriques. C'est un vin de garde, élégant, bien structuré, et conforme aux meilleurs critères de ce que le négoce appelait autrefois un vin « mi-fin ». Une bouteille irrésistiblement asso-

ciée à l'odeur de la rivière où est pêchée la lampiroie, à celle du feu de saumon où rissole la pièce de viande. Quatre autres châteaux ont été mentionnés par le jury. Le château du Bru n'est qu'une charmante ferme de briques d'argile, de galets et de pierres des coteaux, situé sur la commune de Saint-Avit-Saint-Nazaire. Ses vins sont élevés avec soin par Guy Duchamp en fûts de chêne neufs. Vingt-cinq hectares de cépages merlot, cabernet-sauvignon et cabernet franc, et trois hectares de sauvignon, assurent une production dans les trois couleurs, rouge, blanc et clair. C'est à la cuvée réservée de ce château que le jury a attribué sa mention.

Le fief de Parenchère, attaché au domaine royal, appartenait au gouverneur de Sainte-Foy-la-Grande, aux confins de la Dordogne. Le château (1731) est déjà une solide bâtisse périgourdine avec sa lourde toiture soutenue par une puissante charpente. C'est la famille Gazaniol, vigneron au Maroc dans les années 30, qui acheta Parenchère en 1958. Une judicieuse

politique de replantation (moitié merlot, moitié cabernet et sauvignon ; 15 % de cabernet franc et 5 % de malbec) et une vinification traditionnelle (un an en foudres de chêne) mettent aujourd'hui en valeur ce vignoble d'une soixantaine d'hectares, qui produisait autrefois des blancs moelleux. Jean Gazaniol a obtenu la distinction du jury pour la cuvée dédiée à son père, Raphaël. Eclectisme avec le choix de la cuvée « Eximius » - 100 % merlot - du Château Laville situé à Saint-Sulpice-et-Cameyrac, à mi-chemin entre Bordeaux et Libourne. Le vignoble détruit par le gel en 1956 a été replanté avec persévérance par Claude Paye. Il est aujourd'hui en pleine maturité avec des vins très concentrés aux arômes de vanille et de fruits rouges. Le dernier mentionné du Trophée 1998, la cuvée « Sélection » de Château Pénin, aux tanins de velours, est le fruit de la passion de Patrick Carteyron et d'un terroir propice de trente hectares à Gensac, au cœur de la Gironde viticole.

J.-C. Rt

Appellation strictement contrôlée

L'étiquette permet d'identifier un vin et de connaître son responsable légal, c'est-à-dire celui qui l'a mis en bouteille. Parmi les quatre catégories de vins (vin de table, vins de pays, AO, VDQS et AOC), la réglementation des appellations d'origine contrôlée est la plus contraignante. Cette mention s'applique aux vins d'une région, d'une commune ou d'un groupement de communes, ou bien d'un cru.

Dans le cas particulier de l'AOC bordelais et bordelais supérieur, cette appellation est étendue à tout le département. Le règlement librement débattu entre les producteurs et l'Institut national des appellations d'origine (INAO) créé en 1935, une fois adopté, fait l'objet d'un décret, et devient la règle intangible. Chaque appellation est ainsi définie par son aire géographique, son encépagement autorisé, ses méthodes de culture et de vinification (rendement à l'hectare) et par diverses caractéristiques analytiques du vin. Le vin de chaque vigneron fait l'objet d'un agrément délivré à l'issue d'un contrôle annuel.

GASTRONOMIE

La Chope d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 4°
MA BOURGOGNE
RESTAURANT - BAR A VIN
"Sous les arcades de la place des Vosges, l'une des plus belles terrasses de Paris"
Cuisine de terroir, fameuse côte de bœuf, et tartare réputé avec de vraies frites...
Vins de Bourgogne puissants.
10 place des Vosges - Tél. 01 42 78 44 84
Ouvert tous les jours jusqu'à 1h du matin

PARIS 6°
CREZ GANDHI
Bonne table indienne de Paris
Recommandé par les guides gastronomiques.
Env. 180 F. Salle climatisée. Fermé lundi midi.
641 rue Dauphine - Paris 6°
Tél. 01 43 24 01 26 / 01 43 07 05 06

PARIS 7°
LE BOURBON
"Ses confits, magrets, poissons, poissons fumés. Sa bouillabaisse, carpaccio et saumon mariné..."
Menu 162 F. Menu Ouvre 188 F et Carte
1 place du Palais Bourbon.
Tél. : 01 45 51 58 27 - Jusqu'à 23h30

PARIS 7°
LES MINISTÈRES
depuis 1919 un brin de Paris
Menu 169 F apéritif et vin compris
servi même le samedi et dimanche
36, rue du Bar - Tél. 01 42 61 22 37
RESTAURANT MODERNE ET SPÉCIALISÉ

PARIS 8°
Fouquet's
Service tous les jours de
12h à 15h et de 19h à 1h.
Salons de 4 à 200 personnes
(carte ou menu
à 265 francs
hors boissons).
99, avenue des Champs-Élysées
Tél. 01 47 23 70 40 - Fax 01 47 20 08 49

PARIS 16°
RESTAURANTE SAGITTARIO
Gastronomie italienne
Spécialités de
pâtes fraîches
Formule midi 75 F
sauf W.E.
Menu-Cardé 145 F
32 rue Lavoisier
Tél. 01 47 55 88 00

PARIS 18°
LE PALAIS DE L'INDE
Fais un peu des Indes Chinoises
"Un des meilleurs restaurants indiens de Paris à prix raisonnables"
88, rue Ménil - 7/17
01 42 36 91 25 - 01 42 36 31 14

RESTAURANT GASTRONOMIQUE LA VILLOUVERIE
GASTRONOMIE
renseignements
01 42 72 39 40

BONNES ÉTAPES

BOULIAC
■ Les Bordelais ont retrouvé le chemin de Bouliac et du Saint-James, où prix raisonnables et soit apporté au service favorisent ce retour en grâce de Jean-Marie Amat. Pameux civet de canard aux cépes et foie gras frais, que le sommelier saura accorder avec précision aux excellentes bouteilles dont il a la garde. A Bouliac, on pourra visiter le château Montjouan (sept jours sur sept, sur rendez-vous). Menus : 255 F, 380 F. A la carte, compter de 300 F à 450 F. Au Bistrot (150 F environ à la carte), Jean-Marie Amat interprète les recettes de famille : blanquette d'agneau, bœuf aux carottes, tarte au chocolat.

L'hôtel Hauterive conçu par Jean Nouvel a fini par s'imposer à ceux que son dépouillement rebutait. Modernité et confort font désormais bon ménage. Position stratégique pour rayonner vers l'Entre-deux-Mers. 15 chambres 4 étoiles, 3 appartements 700 F à 1 550 F.
■ Bouliac (33270). Saint-James, 3, place Camille-Hostain. Tél. : 05-57-97-06-00. Le Bistrot : 05-57-97-06-06.

CRÉON
■ Feuillantine de pigeon et de ris de veau au caramel d'épices, foie gras cuit au torchon, au château de Camiac. Cuisine de château à savourer sur la terrasse, au bord de l'étang, ou bien près du potager, en dégustant un château Banduc, le meilleur vin du village. Menus : 165, 245 et 300 F. Carte : 300 F. 21 chambres trois étoiles, de 440 F à 1 300 F.
■ Créon (33670). Château de Camiac, route de Branne. Tél. : 05-56-23-20-85.

GENSAC
■ Dans ce village accroché à flanc de coteau, les Remparts insistent à leur carte la manière de sander aux coques, saucé au safran et le pavé de bar au beurre rouge. La commune compte environ 450 hectares de vignes d'appellation Sainte-Foy-Bordeaux. Menus : 145, 180 et 240 F. A la carte, compter 300 F. 6 chambres deux étoiles : 260 et 320 F.
■ Gensac (33890). Les Remparts, rue Châteauneuf. Tél. : 05-57-47-43-46. Fermé dimanche soir et lundi.

JUILLAC
■ Cadre et accueil ou ne peut plus aimable au Belvédère, jolie maison vouée au respect des produits régionaux : pressé de caille au Lillet rouge sur petite salade au vinaigre de truffes ; cassiolette océane au basilic ; filet d'esurgeon au citron vert. Menus : 99 F (semaine), 140 F, 210 F et 330 F. A la carte, 350 F.
■ Juillac (33890). Le Belvédère, 1, côte de la Tourbeille. Tél. : 05-57-47-40-33.

LA RÉOLE
■ L'une des plus anciennes villes du Sud-Ouest est bâtie autour d'un monastère, gîte d'étape des pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle. Aux Fontaines, le chef prépare avec soin la matelote de poissons de la Garonne en sauce crémeuse ou bien le pot au feu de foie gras au sauternes. Menus : 75 F et 240 F. A la carte, compter 250 F.
■ La Réole (33190). Les Fontaines, 24, rue André-Bénac. Tél. : 05-56-61-15-25. Fermé dimanche soir et lundi.

SAINT-MAICAIRE
■ A l'abricotier, cassiolette de petits gris aux pieds de porc confits et son aloce à la vinaigrette d'herbes. Une cuisine de tradition dans une commune avec vestiges médiévaux et seulement deux hectares de vignes. Menus : 105, 155, 210 F. A la carte, compter 220 F.
■ Saint-Macaire (33490). L'abricotier, 2, rue Bergoing. Tél. : 05-56-61-83-63. Fermé mardi soir.

MONESTIER
■ Bonne table et belle cave - recommandée par Patrick Maroteau, du château Branaire, le château des Vigiers est un excellent hôtel aménagé dans une vaste propriété viticole, non loin de Sainte-Foy-la-Grande. Menus : 230 et 325 F. 47 chambres quatre-étoiles, 650 F à 1 150 F. Avec piscine, tennis, golf 18+6 trous.
■ Monestier (24240). Les Vigiers. Tél. : 05-53-61-50-33.

PLANÈTE BORDEAUX
■ La maison des bordelais et bordelais supérieurs, dite Planète Bordeaux, est située à Beynac et Caillau (33750), sur l'axe routier Bordeaux-Libourne. Tél. : 05-57-97-19-20. Ouverte du lundi au samedi de 8 h 30 à 12 h 30 et 13 h 30 à 17 heures. Visite, dégustation, vente. Information sur les itinéraires touristiques.

J.-C. Rt

هكذا من الأصل

15 JUILLET, 1993
Prévisions
 vers 20h00

London
 Paris
 Rome
 Madrid

METEO FRANCE

■ **AVION.** Pendant les périodes de pointe, des « assistants familles » seront présents à bord de certains vols Air France à destination des Antilles, de la Réunion et de l'Afrique. Leur tâche : aider les parents pendant l'embarquement et durant le vol, notamment au moment des repas.

■ **HOTELS.** Centrale de réservation hôtelière, Nestor & Nelson a signé un accord avec AFR dont les abonnés (sauf les abonnés « entrée libre ») bénéficieront d'un accès prioritaire pour réserver une chambre, à la dernière minute et après 18 heures, dans l'un des 7 000 hôtels proposés en France. L'abonné compose RE-SA (7372), une fois validée (la commande est confirmée), la commande est confirmée sur l'écran du portable avec un numéro de réservation, les coordonnées de l'hôtel et la date de la première nuit.

PRÉVISIONS POUR LE 15 JUILLET 1998				PAPETERIE		22/26 S	KIEV
VILLE par ville, les minimum/maximum de température				POINTE-à-PIT.		24/31 S	LODZ
C : ciel ; N : nuageux ; N° : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; S : neige				ST-LOUIS-RE		19/25 S	LSN
FRANCE métropole				EUROPE			
AIACCIO	15/25 S	NANCY	10/17 N	AMSTERDAM	23/37 S	13/17 N	LUXE
ALGER	15/25 S	NANTES	10/17 N	ATHENES	25/32 S	18/17 N	MAN
BIARRITZ	13/21 S	NICE	19/24 N	BELFAST	11/16 N	11/16 N	MOS
BORDEAUX	13/21 S	PARIS	19/24 N	BELGRADE	14/20 P	14/20 P	MUN
BRESCIA	15/21 S	PAU	12/18 S	BERLIN	11/18 N	11/18 N	NAPL
CAEN	12/15 N	PERIGNAN	12/18 S	BOMBAY	25/32 S	25/32 S	OSLO
CREST	12/16 N	RENNES	12/18 S	BRUXELLES	13/17 C	13/17 C	PARIS
CHERBOURG	13/17 N	ST-ETIENNE	11/19 C	BUCAREST	16/31 N	16/31 N	PRAG
CLERMONT-F	13/21 S	TULOUSE	12/18 S	BUDAPEST	13/23 N	13/23 N	ROM
DIJON	10/20 N	TOLDORE	13/22 S	COPENHAGEN	10/16 N	10/16 N	STO
GRANVILLE	11/25 S	TOURS	10/18 N	DUBLIN	10/16 N	10/16 N	STP
LEN	12/18 N	FRANCE outre-mer		FRANCORT	12/18 N	12/18 N	SVK
LINGES	10/16 N	NOUMEA	23/31 S	GENEVE	11/22 S	11/22 S	VAR
MARSEILLE	17/27 C	PORT-ET-PA	12/18 S	HELSINKI	10/16 N	10/16 N	VEN
		NOUMEA	21/37 S	ISTANBUL	23/30 S	23/30 S	STO

18/26	P	VENISE	13/24	N	LE CAHRE	24/36	S
18/31	S	VIENTNE	13/22	S	MARRAKECH	19/37	S
18/35	P	MUSKATREQUES	13/26	S	ASISI	14/21	S
13/19	N	BRAZILIA	10/25	S	PRETORIA	17/30	S
19/15	P	PUEBLOS ARI	11/18	C	RABAT	17/25	N
19/34	S	CARACAS	24/29	N	TUNIS	22/30	S
17/23	P	CHICAGO	21/23	S	ASSIS OCEANA		
17/23	P	LIMA	16/20	C	BANGKOK	28/31	P
11/20	N	LOS ANGELES	18/25	S	BOMBAY	27/30	P
20/28	P	MEXICO	23/30	N	DIJAKARTA	28/30	P
17/22	N	MONTREAL	21/24	S	HAIPHONG	31/35	S
17/27	N	NEW YORK	19/24	C	HANOI	28/34	C
11/19	S	SAN FRANCISCO	12/10	N	HONGKONG	27/30	P
18/23	P	SANTIAGO CH	39/23	C	JERUSALEM	22/33	S
17/23	P	TORONTO	21/23	C	JOHANNES DEHLI	28/30	P
17/21	N	WASHINGTON	22/28	C	PEKIN	25/33	S
12/20	S	AFRIQUE	17/23	N	SEOUL	24/27	P
12/16	P	ALGER	21/28	N	SINGAPOUR	28/30	P
16/24	P	BAKAR	25/29	N	SYDNEY	16/30	P
11/18	X	KINGS4ASA	19/19	N	TIKYO	21/26	C

Situation le 14 juillet à 0 heures

Prévisions le 15 juillet à 0 heures TU

De simples précautions pour ne plus craindre les scorpions

Le venin des scorpions est composé de quinze à vingt neurotoxines, dont quelques-unes vraiment poisseuses sur les mammifères. La toxicité varie selon les régions. Pour le docteur Max Goyffion, chef du service des arthropodes irradiés au Muséum d'histoire naturelle de Paris, « il ressort des études que, en général, la toxicité est plus importante dans les pays chauds. On ne sait pas l'expliquer. Les scorpions se déplacent peu, on assiste peut-être à un phénomène de drifé génétique... Par ailleurs, on a vérifié que les serpents que la composition du venin peut être liée à la nature de leurs proies... Ils menacent surtout les enfants. Les plus jeunes étant les plus sensibles. Les adultes redeviennent vulnérables après soixante ans, les jeunes étant neurotoxiques et cardiotoxiques. Une piqûre est toujours très douloureuse. Avant le traitement médical approprié, on peut la calmer en la refroidissant avec de la glace et un fillet d'eau. Si un sérum antidémétrisme est nécessaire, il faut l'injecter très vite, son efficacité baissant de façon significative au-delà de deux heures.

‡ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2.23 F/min).

[illegible]

VERTICALEMENT

1. S'apparente au *l* horizontal en plus cynique. - 2. Toujours derrière sa supordonnée. Séduisante et vache. - 3. Dans la gamme. Donne du caractère au vin. - 4. Responsables du conditionnement. - 5. Légère construction dans le jardin. - 6. Entente franco-allemande. Unité bulgare. - 7. Donné pour jouer. Sortit l'ouvrage. - 8. Mit en mouvement.

A la recherche du douzième mot

1. Tirage : A C E G O S T.
a) Trouvez 2 sept-lettres et placez l'un deux.
b) Avec ce même tirage, placez un huit-lettres en le complétant avec une des lettres de la grille.
c) Trouvez 36 points en deux endroits différents.
N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.
C E F G I I L N. Trouvez deux sept-lettres. **A B B I R S U.** Trouvez un sept-lettres.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A															
B										M					
C					E	I	E	A	N	T					
D								F							
E								I	W	A	N				
F				K		I		O							
G				A		N		N							
H			V	E	L	I	T	E	S						
I				E		I									
J						T									
K			B	I	S	C	U	I	T	A					
L							L				H	O	U	R	
M			P	E	L	E									
N			M	I	X	E									
O							S	O	N	D	E				

a) PLEURAI, PIAULER, PALIURE, arbrisseau et PARULIE, abcès des gencives.

BLIERA, K 7, 74 - LOUPERAI, I
8, 74 - PULPAIRE, 2 H, 78 - RE-
PLIQUA, 4 C, 84 - PRIEURAL,
relatif au prieur, 7 G, 65 - PIAU-
LERA, 8 A, 83.

c) EVITEE-INUTILE-INTI-
TULE-TELEVE.

Michel Charlemagne

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La rep
de l'administration,
GSM 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gurebourg
94652 Ivry cedex



PRINTED IN FRANCE

Publication de tout article est interdite sans l'accord
en préalable des journaux et publications n° 57 437.

Le Monde
PUBLICATIONS

Président-directeur général : Dominique Aloy
Vice-présidente : Gérard Noury
Directeur général : Stéphane Corne
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ART Le musée dédié aux arts dits primitifs, baptisé Musée des arts et des civilisations (MAC), sera accessible au public en 2004 sur le site du quai Branly à Paris, près de la tour

Eiffel. Le président de la République, Jacques Chirac, a confirmé, le 14 juillet, le choix du site et la réalisation d'un projet qu'il a initié et qui devrait coûter 1,1 milliard de francs. Ce

musée « différent » présentera sur 8 000 m² des objets d'Afrique, des deux Amériques, de l'Asie tribale et d'Océanie, étudiés autant pour leur valeur esthétique que pour leur

phique. ● LE QUAI BRANLY est un lieu « maudit » où nombre de projets n'ont pas vu le jour. Mais ses 24 500 m² face à la Seine sont parmi les plus convoités de la capitale.

● LE LOUVRE devrait accueillir, à partir de 1999, une antenne d'art primitif forte d'une centaine de chefs-d'œuvre dont le choix sera défini par Jacques Kerchache.

Le Musée des arts et des civilisations ouvrira quai Branly en 2004

Ecartant le site du Palais de Tokyo, Jacques Chirac lance le MAC, dont le coût est estimé 1,1 milliard de francs. Mêlant esthétique et ethnographie, il présentera des objets d'Afrique, des deux Amériques, de l'Asie tribale et d'Océanie. Une antenne « arts primitifs » s'installera au Louvre en 1999

LE 14 JUILLET, au cours de la traditionnelle garden-party de l'Élysée, le président de la République devait présenter son projet de musée dédié aux arts dits primitifs, qui marquera son septennat en matière culturelle. C'est, a-t-il dit, le « symbole d'une ouverture de la France sur le monde ». Il a annoncé la présence, dès 1999, d'une antenne de cet établissement au Louvre et l'implantation, quai Branly, du futur Musée des arts et des civilisations (MAC).

Jacques Chirac avait déjà choisi ce site le 4 février. Il avait cependant chargé la mission de préfiguration du MAC d'explorer les possibilités techniques, juridiques et financières du terrain - ce qui a été fait par Serge Louveau, secrétaire général de la mission. Le président de la République vient de confirmer ce choix. Il en a averti Lionel Jospin, Catherine Trautmann, la ministre de la culture, co-trice du futur établissement (avec Claude Allègre, le ministre de l'Éducation nationale) s'est donc inclinée : elle aurait préféré le lieu du Palais de Tokyo, à mi-chemin de la colline de Chaillot, aujourd'hui vide et jugé moins onéreux par son cabinet - le projet Branly est estimé à 1,1 milliard de francs. Claude Allègre, en revanche, ainsi que le groupe qui pilote la mission tenaient à Branly.

UNITÉ DE LIEU INDISPENSABLE

Il faudra donc construire, puisque cette zone est seulement occupée par des tentes qui abritent des manifestations et Salons temporaires. Le bâtiment fera l'objet d'un concours international d'architecture. Le président de la République a indiqué au premier ministre que la mission de préfiguration devrait faire place, dès le mois de septembre, à un établissement public de préfiguration, de programmation et d'aménagement, qui aura la maîtrise d'ouvrage des travaux. L'Élysée a demandé enfin de prévoir une enveloppe budgétaire pour 1999. Notamment pour les acquisitions d'œuvres d'art, qui conditionnent l'ouverture de la future antenne du Louvre, à la fin de 1999. Le MAC ne devrait pas être inauguré avant 2004, soit un peu plus d'un an après la fin du septennat de Jacques Chirac.

Pourquoi Branly plutôt que Tokyo ? Parce que ce dernier était trop exigu et que le MAC aurait dû

sacrifier son unité pour s'installer sur plusieurs sites : caser la recherche et l'enseignement dans l'actuel Musée de l'Homme, logé au palais de Chaillot, et les réserves de ses collections sans doute dans un troisième endroit. Or Maurice Godélier, directeur du projet scientifique, affirme que « l'unité de lieu est indispensable à cause des fonctions du nouvel établissement : collections permanentes, expositions temporaires, réserves vitables, activités culturelles, recherche, enseignement ».

TOURNÉES VERS LE VIVANT

Le musée lui-même sera « différent », promet Germain Viatte, directeur du projet muséographique. Ses 8 000 mètres carrés proposeront un regard sur quatre grandes aires culturelles : l'Afrique et les deux Amériques, l'Asie tribale, en particulier l'insolite, et l'Océanie. Chacune aura un espace divisé en trois galeries. Dans la première, où l'émotion esthétique primera, sera montré un nombre limité de pièces exceptionnelles ; dans la deuxième, des séries et des ensembles ethnographiques avec des informations détaillées ; dans la troisième, une base d'images et de données offrira un point de vue exhaustif sur les objets et les civilisations qui les ont créés.

Il est également question d'ouvrir une aire supplémentaire, transversale, semi-permanente, où seront évoquées les questions que l'humanité se pose, partout et depuis toujours, sur la sexualité, la mort, le pouvoir.

Le MAC récupérera les collections du laboratoire d'ethnologie du Muséum d'histoire naturelle, actuellement composant le Musée de l'Homme - 300 000 pièces environ -, ainsi que les 30 000 objets du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO). Mais ces collections, qui résistent notamment l'histoire coloniale de la France, sont lacunaires. Il faudra donc acheter sur le marché ou susciter des donations.

Par ailleurs, les quelque 10 000 pièces du Musée Kwok-On, centré autour des arts du spectacle en Inde, Indonésie, Chine et Japon, devraient rejoindre le MAC. Reste le problème des collections européennes du Musée de l'Homme. Doivent-elles être déposées au Musée des arts et traditions popu-



Une des pièces qui seront exposées dans l'antenne du Louvre : Pierre pour la magie des cochons Wili ne bu. Linbun, Ambrym nord, Vanuatu (tuf volcanique, 35,5 x 15,8 cm). Collectée par Jean Guiraut en 1949.

laires, qui deviendrait ainsi un musée de l'Europe ? C'est une solution qui émerge déjà à Bruxelles et à Berlin.

Les espaces d'expositions temporaires s'inscriront dans le par-

cours de l'accrochage permanent. Des auditoriums et salles de spectacles permettront de programmer des concerts - la place de l'ethnomusicologie sera très forte - mais aussi du théâtre, de la danse, du ci-

néma et de la vidéo. La question du contemporain reste posée. « Les frontières entre le traditionnel et la modernité sont souvent floues », constate Germain Viatte. Le MAC ne doit pas être un conservatoire des cultures mortes. Sa programmation doit être tournée vers le vivant. » Enfin, le MAC doit fonctionner comme une tête de réseau en France. « Et surtout être l'interlocuteur attentif d'autres pays, en particulier de ceux qui sont représentés dans nos collections », insiste Germain Viatte. Nous avons un devoir de dialogue et d'échanges internationaux.

Ce musée d'un type nouveau doit aussi être un centre de recherche inédit. D'abord parce qu'il prendra en compte la dimension esthétique de ses collections. « L'ethnologie actuelle ne privilégie pas l'œuvre d'art, mais la structure des sociétés », reconnaît Maurice Godélier. Pourtant, aujourd'hui, on assiste au retour du sujet, de l'intime, du corporel, de l'émotion, de l'esthétique, quelque chose qui ne s'analyse plus selon une rationalité quantifiable. Aussi recommence-t-on à interroger les chefs-d'œuvre en tant que tels.

COMBINAISON DES DISCIPLINES

Ensuite, des disciplines scientifiques devront cohabiter. À côté de l'ethnologie et de l'histoire de l'art, on trouvera l'histoire, la linguistique, l'esthétique, voire l'archéologie. « Le pari à gagner, c'est l'union des conservateurs et des chercheurs », indique Maurice Godélier. Pour lui, ce n'est pas une figure de style. Sur trente-six chercheurs et conservateurs, six seront étrangers et feront au MAC des séjours d'au moins une année. Les autres seront, par tiers, conservateurs, chercheurs au CNRS et universitaires, chacun devant consacrer une partie de son temps à l'ensemble de la vie de l'établissement.

À côté du musée, dont les réserves seront accessibles, le MAC devrait disposer d'une importante bibliothèque - le transfert de celle du Musée de l'Homme n'est pas encore résolu - et d'une médiathèque. Ce pôle de recherche, associé à des centres étrangers, pourra développer, grâce au multimédia, des réseaux encyclopédiques, y compris et surtout avec les sociétés sources, celles-là même qui aujourd'hui détiennent de plus en

plus aux ethnologues le droit de parler à leur place. « Ce troisième cercle de la recherche est une grande ambition utopique et politique », affirme Maurice Godélier. Ce pôle scientifique et muséographique sera monté en partenariat avec des universités, des écoles type Langues O, ou des institutions comme le Muséum d'histoire naturelle. Il aura une structure souple, à l'image des unités mixtes de re-

Les pilotes du MAC

L'Association de préfiguration du futur Musée des arts et des civilisations est présidée par Jacques Friedmann, ex-président de l'UAP et proche de Jacques Chirac. Germain Viatte, ancien directeur du Musée national d'art moderne (Centre Pompidou), est responsable du projet muséologique. Maurice Godélier, anthropologue, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), est directeur du projet scientifique.

Un comité scientifique de 25 membres a été constitué, qui mêle anthropologues et ethnologues (Claude Lévi-Strauss, Jean Jamin, Youssouf Tata Cissé), philosophe (Georges Didot-Ribelman), linguiste (Blanche-Noëlle Grangé), historien (Jacques Le Goff), artiste (Georg Baselitz), représentants de musée ou de fondation (Christiane Falgout-Lévan, Jean-Pierre Molen), et collectionneur (Jean-Paul Barbier). Un expert, Jacques Kerchache, a le titre de conseiller scientifique de la mission. Il en est surtout « l'œil », s'occupe tout particulièrement de l'antenne du Louvre et joue un rôle important au sein du comité d'acquisition.

cherche (UMR) qui existent déjà. Il devrait délivrer des diplômes. « Les étudiants vont pouvoir acquérir des compétences de haut niveau en sciences sociales mais aussi en muséologie », dit Maurice Godélier. Ce projet doit revitaliser l'ethnologie française, remobiliser le public autour de la recherche et jouer un rôle dans la bataille de l'incompréhension et du racisme. »

Emmanuel de Roux

Chiffres et programme du projet Branly

SERGE LOUVEAU a remis le 30 mai, à l'Élysée, à Matignon et aux deux ministères concernés (culture et éducation nationale) le rapport qui lui a été commandé sur la faisabilité du Musée des arts et des civilisations (MAC), quai Branly. Ce terrain, affecté d'une obligation de 7 500 m² d'espaces verts, a la réputation d'être « maudit ». Le Centre de conférences internationales (CCI) n'a jamais été construit, en dépit de longues études et d'une ardoise de 400 millions de francs. L'OCDE, qui logeait cette adresse, a également renoncé. Pourtant ces 24 500 m², face à la Seine, à proximité de la tour Eiffel, sont parmi les plus convoités de la capitale.

L'architecte Antoine Grumbach avait rédigé, en 1996, à la demande du ministère de l'équipement, une étude confidentielle sur la capacité du terrain - sans programmation précise. Si l'on veut réussir une opération ici, indiquait-il en substance, il faut agir sans brutalité vis-à-vis des riverains et de la Ville de Paris. Il donnait quelques recommandations : travailler les courbes, en établissant des séquences de bâtiments ; ménager des points de vue sur le fleuve ; refuser les programmes denses ; ouvrir sur la parcelle une nouvelle rue pour établir une liaison entre la rue Franco-Russe et la passerelle sur la Seine ; enfin, traiter les horribles murs pignons (sept niveaux d'un

côté, deux de l'autre) qui encadrent le terrain.

Serge Louveau s'est largement inspiré de ce document pour rédiger son rapport. Il faut, dit-il d'abord, respecter les règles d'urbanisme, notamment celles ayant trait aux espaces verts. Cela semble évident. Mais l'État, à l'occasion de ses précédents projets, les avait quelque peu bousculées. Le futur programme ne doit pas être trop dense. On peut théoriquement construire 85 000 m² sur le terrain. Les besoins du MAC se bornent à 36 000 m². Pourquoi ne pas s'arrêter là ? Construire un hôtel pour rentabiliser l'opération - un gain de 200 millions de francs -, comme cela a été imaginé dans un premier temps, demanderait une modification du POS. Or la procédure est longue et risque de réveiller la mauvaise humeur des riverains.

L'ÉTAT SERA SEUL À PAYER

On peut, sans changement de POS, y caser des programmes publics (école, faculté, ambassade), mais la Ville de Paris a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'avait pas de projet. L'État devra donc supporter seul le coût de la construction du MAC, estimé à 1,1 milliard de francs, bâtiment, jardin et 400 places de stationnement compris. Le futur édifice ne devrait pas dépasser six à sept niveaux. Il pourrait s'adosser au plus haut des

mus pignons et comporter un jardin intérieur. Après le lancement d'un concours international, les travaux pourraient commencer début 2001 pour s'achever fin 2003. L'ouverture du MAC au public aurait lieu, dans ce cas, au cours du premier semestre 2004.

Le coût de fonctionnement du futur établissement, où 250 personnes devraient travailler, est estimé à 150 millions de francs par an.

Pour les achats destinés à compléter les collections du MAC, 30 millions de francs ont été dégagés en 1998. Jacques Chirac a demandé 50 millions pour 1999 - nécessaires à l'ouverture de l'antenne Louvre. Au total, le budget d'acquisition devrait atteindre 150 millions de francs - la même enveloppe financière avait été attribuée au Musée d'Orsay avant son ouverture.

La double tutelle, culture/éducation nationale, exige une mise au point assez fine du futur établissement public : les deux ministères doivent payer conjointement les travaux et assurer le fonctionnement du MAC. Reste à savoir ce qu'on fera du bâtiment du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (17 000 m²), porte Dorée, qui sera entièrement démolie, ainsi que de celui du Musée de l'Homme (14 000 m²), à moitié vidé, dans l'axe Passy de Chaillot.

E. de R.

Une centaine de chefs-d'œuvre « primitifs » vont entrer au Louvre

FIN 1999, vraisemblablement en décembre, le Pavillon des sessions, au Louvre, accueillera quelque 120 pièces venues d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Des objets choisis pour l'excellence de leurs qualités plastiques. Cette entrée de chefs-d'œuvre « primitifs » au Louvre, réclamée par le spécialiste Jacques Kerchache depuis de nombreuses années, est un geste politique et symbolique. C'est la rencontre de l'art occidental et des « barbares », par le biais de la statuaire. C'est surtout la mise en équivalence de civilisations longtemps tenues pour inférieures, sinon pour négligeables. Notamment pour plusieurs conservateurs du Louvre.

« C'est une véritable étape dans le regard », reconnaît Germain Viatte, responsable du projet muséographique du MAC. Cette opération est entièrement confiée à Jacques Kerchache. C'est l'une des personnes qui, dans le domaine des arts dits primitifs, est la mieux armée. Il a une connaissance extraordinaire des collections publiques et privées du monde entier. Son exigence de qualité est considérable. Sa présence ici est donc parfaitement légitime.

Certains voient encore dans cet expert, collectionneur et ancien marchand, une sorte d'incarnation

du diable. Mais tous reconnaissent la vertu de son « œil » impitoyable. « Je suis un citoyen de la société civile et j'amène mon expérience de trente ans ; ensuite, je m'en irai », assure Jacques Kerchache. L'assure effectivement la responsabilité de ce choix, mais ce n'est ni une affaire de goût personnel ni une affaire de mode. Je ne suis pas là pour faire plaisir à quiconque, mais pour présenter une grosse centaine de chefs-d'œuvre incontestables. Ils prouveront à ceux qui ne sont pas encore convaincus qu'il y a de très grands artistes dans toutes les cultures. Ces pièces permettront d'élargir le vocabulaire esthétique des visiteurs. Cette antenne du Louvre sera également un tremplin vers le Musée des arts et des civilisations.

UN SERPENT À PLUMES AZTÈQUE

90 % de ces pièces sont choisies dans les collections nationales existantes. Les autres seront acquises par achat, don ou donation. Parmi les pièces déjà retenues, le grand masque bamiléké, collecté par Pierre Harter au Cameroun ; une pierre magique sculptée dans l'île Ambrym (Vanuatu), ramenée, en 1949, par Jean Guiraut ; une effigie de Quetzalcoatl, le serpent à plumes aztèque, don d'Adolphe

Pinat au Musée de l'Homme ; un pilier central d'une maison de réunion venue de Colombie-Britannique, issue de l'ancienne collection Max-Ernst, ou une tête de l'île de Pâques, donnée par le gouvernement chilien.

Les continents seront inégalement représentés : il ne s'agit pas ici d'une présentation encyclopédique, mais d'une réunion de chefs-d'œuvre. Néanmoins, pour pallier l'absence de quelques aires culturelles importantes, il est envisagé de demander à certaines institutions étrangères des dépôts de longue durée.

Les travaux d'aménagement du Pavillon des sessions sont déjà commencés, d'après les plans de l'architecte Jacques Wilmette, retenu après un concours. L'ouverture de ce pavillon sera accompagnée d'un catalogue également élaboré sous la direction de Jacques Kerchache. Reste à savoir si, après l'ouverture du MAC, en 2004, les 120 pièces « primitives » resteront au Louvre ou gagneront le quai Branly. Les conservateurs du Louvre l'entendent bien ainsi. Mais c'est sans doute le public qui décidera, ou non, la place de ces œuvres.

E. de R.

L'ÉTÉ FESTIVAL

Il était attendu avec un peu d'inquiétude : pour sa première participation au festival des Francofolies de La Rochelle, Michel Sardou allait-il trouver son public ? Il l'a trouvé, comme d'habitude, en poussant ses coups de gueule désarmants sur la société, incarnant l'excellent chanteur français, romantique et râleur, séduisant trois générations de fans. En fait, Sardou incarne bien ce festival à la fois sage, populaire, patriote, tout sauf élitiste, bien soutenu par Radio France, qui accueille, jusqu'au 18 juillet, plusieurs genres musicaux, de la variété à la techno, en passant par le rap, quelques valeurs sûres comme Michel Delpech ou Julien Clerc, et les promoteurs Louise Attaque.

La Rochelle commence, et Avignon se poursuit avec notamment Giulio Cesare, qui n'a pas grand-chose à voir avec la pièce de Shakespeare, et dont l'italien Romeo Castellucci et la Societas Raffaello Sanzio ont fait un fracassant théâtre d'images noires. Tandis que l'on découvrira la production des coussins à Orange, pour assister avec un surplus de confort aux spectacles des Chorégies, à Moutreaux y a-t-il le feu au lac ? La paisible cité suisse abrite un des plus prestigieux festivals de jazz, qui s'est largement ouvert à d'autres musiques. Un peu trop même, débouchant, comme nous le raconte notre envoyé spécial, sur le n'importe quoi. Mieux vaut attendre, jusqu'au 19 juillet, les venues successives de Phil Collins, Sadeo Watanabe, Petrucci ou Oscar Peterson.

Michel Sardou trouve chaussure à son pied aux Francofolies

Le chanteur a inauguré sa tournée estivale à La Rochelle, quelques heures avant une nuit techno qui n'a pas eu le succès escompté

FRANCOFOLIES de La Rochelle : Michel Sardou, Le Soldat inconnu, La Tordue, le 13 juillet. Principaux spectacles : Michel Delpech (le 14 juillet), Passi (le 15), Louise Attaque (le 16), Johnny Clegg, Bernard Lavilliers (le 17), I Muvrini, Julien Clerc (le 18). Tél. : 05-46-28-28-28.

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

Pourquoi aller chercher midi à quatorze heures ? Michel Sardou s'est coulé dans le moule des Francofolies comme s'il était chez lui, et il l'était. Près de cinq mille spectateurs assis, ce qui est une première, sur le parking Saint-Jean-d'Acre ont applaudi, le 13 juillet, l'auteur de la *Maladie d'amour*, avec la foi du charbonnier, parce que, disent-ils en majorité, « il nous ressemble » : avec ses coups de gueule, ses révoltes à prendre au premier degré, ses accès de sentimentalisme et le traitement très immédiat des problèmes du temps, le divorce, le paquebot - Sardou chante « Ne m'appellez jamais plus France », tandis que dans les brasseries du port, quelques joyeux retardés entonnent la *Marseillaise*, en référence à la victoire de la France en Coupe du monde de football.

Il ne faut pas attendre de Michel Sardou un commentaire de l'actualité en direct. Pour inaugurer une tournée estivale qui finira le 15 août et forcément aussi toulousaine que celle qui lui a fait passer le seuil des 500 000 entrées en trois mois cette année, il a choisi de passer en revue son répertoire, les grands moments (*Comme d'habitude*), les petites erreurs, les grosses rancœurs. Michel Sardou s'est tellement engagé contre tout (« l'accuse les hommes d'être bêtes et méchants, bêtes à marcher au pas de régiment »), qu'il a fini par déga-

ger une sorte de neutralité ronchonne - figure typique du Français râleur, taciturne, mais si romantique ! Sardou, excellent chanteur, grand professionnel, offre à ses admirateurs leur dose de rêve. Kitch à l'américaine. Broadway au pied de la tour Saint-Jean, choristes « bien roulés » : le rouge est rouge, le bleu est bleu, c'est cartésien.

Michel Sardou n'était jamais venu aux Francofolies de La Rochelle, festival plus rassembleur que porté sur la création. Il y est arrivé dans son petit avion à hélice qu'il pilote pendant la tournée afin de totaliser les heures de vol nécessaires à son brevet de pilote. En boitillant - « la cheville », expliquera-t-il au public, qu'il ténait. Jean-Louis Foulquier, le patron des Francofolies, craignait que ce héros simple qu'on vient

voir en famille ne trouve pas son public à La Rochelle. Il a fait mieux, il a réussi à s'identifier aux lieux. Il a offert l'idée d'un festival tel qu'en rêvent les politiciens, le maire de La Rochelle en tête, Michel Crépeau, qui fut le premier à prendre un arrêté municipal interdisant la mendicence dans la ville : sage, populaire, patriote, tout sauf élitiste.

ÊTRE À LA PAGE

Chaque année à La Rochelle, on cherche, quasiment toujours en vain, sauf exception rappelleuse (NTM, IAM), par où souffle le vent de la révolte. Le Soldat inconnu, groupe suisse, mené par un chanteuse qui aime le drame, a de la hargne, joue une musique d'inspiration rock, mais très demandeuse de folk et de chanson réaliste. Monique, la chanteuse, qui écrit aussi

les textes, fusige son pays « qui a su faire une croix sur son drapeau pour protéger le mystère de ses lingo ». Avec des indexions de voix à la Mano Solo, et sur un final ponctué d'accents de jazz-band, elle lève la salle par la harangue bastinguine, « Toi, petit homme, le pouvoir ne peut rien contre toi, la lumière, la parole sont à prendre ». Cela ne suffit pas pour refaire un monde, mais c'est un joli début.

Pour être à la page et en phase avec les jeunes, les Francofolies avaient cédé il y a quelques années aux sirènes du rap, notamment grâce à Albino Foulquier, la fille du patron qui tient émission après papa le vendredi soir sur France-Inter. Confinés au Maquis, un hangar situé à l'écart, de l'autre côté du bassin, les concerts n'avaient pas échappé au sombre destin de l'art

en ghetto - incidents, castagne, tension. Être jeune en 1998, c'est aussi greffer une rave sur son festival - la greffe prend rarement. Les Francofolies ont donc vaillamment organisé une nuit techno, le 13 juillet (l'after-Sardou), avec l'aide de Pingouins associés et de Tutto Va Bene. L'architecture idéale imaginée pour la techno par un festival et une ville qui détestent les débauches en boucle, s'est résumée au Parc des expositions. Il s'agit toujours de hangars, plus excentrés encore, où il fallait payer 180 francs pour jouer de la musique créée, malheureusement dans le vide, par une bande compétente (Mandrax, Manu le Malin, Eric Borgo de DJ forcément « francophones », puisque telle est l'exigence du lieu.

Véronique Mortaigne

Un festival consensuel proche de Radio-France

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

Le profil des Francofolies se modifie au fil des ans. Créé il y a treize ans pour défendre la chanson francophone, le festival rochelais a tissé sa toile avec patience, jusqu'à devenir un enjeu politique. L'engagement à droite de son patron et créateur, Jean-Louis Foulquier, avait valu aux Francofolies d'être boudées sous le ministère Lang. À l'époque, il est vrai, la programmation très ethnocentriste, qui offrait une sorte de catalogue de la chanson franco-française, n'avait guère de raisons d'appeler à la subvention publique. Depuis, les Francofolies se sont ouvertes vers des horizons plus métissés, et elles sont désormais bien en cour auprès des politiques.

Jacques Toubon, ministre de la culture de la seconde cohabitation, y aura été pour beaucoup : aux Francofolies de 1993, il introduisit Jean-Louis Foulquier « Monsieur Chanson » de la République. Il confiait à sa société, la SARL Francofolies, le soin d'organiser avec de l'argent public les Semaines de la chanson. Destinées à redorer le blason de la chanson française essen-

tiellement par voie d'affichage, alors que l'idée d'un quota de 40 % de chansons francophones sur les ondes était encore mal digérée, cette opération est depuis allée à vau-l'eau.

Jacques Toubon avait aussi désiré que se crée un pôle des industries musicales à Marne-la-Vallée, en collaboration avec l'EPA-Marne (Établissement public chargé de l'aménagement de Marne-la-Vallée). L'homme de confiance de Jacques Toubon créa les Eurofolies de Marne-la-Vallée, qui sombrèrent logiquement avec l'arrêt des projets Toubon, que ne suivirent ni Philippe Douste-Blazy, son successeur, ni l'EPA-Marne, ni les artistes dans leur majorité.

Entre-temps, les Francofolies, notamment grâce à l'opération L'Échappée belle - quatre mille jeunes venus « des quartiers » invités à La Rochelle depuis 1991 -, mais aussi en élargissant ses choix artistiques, sont parvenues à séduire la gauche. Pour la deuxième fois consécutive, Catherine Trautmann aura fait, le 14 juillet, le tour des scènes francofoliennes.

Jean-Louis Foulquier est l'une des voix de France-Inter, la radio de service public qui est

parvenu à faire ce qu'aucune de ses concurrentes n'a osé : offrir un taux de passage à l'antenne très élevé à C'est bon d'aimer de Liane Foly, une artiste dont la carrière artistique fait un flop. À la recherche du consensus, France-Inter a trouvé dans les Francofolies, festival considéré comme « maison », le tremplin de ses ambitions. Le matraquage en faveur des « Franco » sur France-Inter, tant en messages publicitaires que dans les journaux d'information ou les programmes, devrait inquiéter ses organisateurs : Jean-Louis Foulquier est en train de se laisser confisquer son festival par la radio qui l'emploie.

Combien coûtent les Francofolies à France-Inter ? Classée parmi les sponsors privés, qui financent 35 % des 19 millions de francs de budget du festival, au même titre que Perrier, Reebok ou Lee, la radio bénéficie, selon la direction de la SARL Francofolies, par ailleurs souvent prestataire de services pour Radio-France, de la clause de confidentialité empêchant de dévoiler les budgets détaillés.

V. Mo.

La noce russe de Fokine

Avignon/Théâtre. L'adaptation de Tchekhov par le metteur en scène slave décoit

TATIANA REPINA, d'Anton Tchekhov, avec des textes d'Eugène Labiche et Alexandre Dumas fils. Mise en scène : Valeri Fokine. Avec Consuelo de Havilland, Igor Yassonovitch, Olga Demidova, Nikolai Denissov, Irina Evdoldimova, Nikolai Katichoua, Alexandre Kovtchuk, Oksana Lagoutina.

CHAPELLE DES PENITENTS BLANCS, à 19 heures. Durée : 1 h 10. Tél. : 04-90-14-14-14. 130 F. Jusqu'au 18 juillet.

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Toute la journée, le soleil a cogné contre le mur de la chapelle des Penitents blancs. Vers 6 heures du soir, il devient moins violent, mais la chaleur engravée se sent jusqu'aux pavés de la place, où les spectateurs de Tatiana Repina attendent.

Une société joyeuse se mêle à eux : hommes et femmes en tenues-début de siècle, à la russe. Ils chantent et dansent. Une noce s'annonce. La mariée est jolie, avec tout ce qu'il faut de blondu, dentelles, fleurs d'orange, joues roses. Son futur mari, plus âgé, porte une grosse fleur à la boutonnière. Les voilà à leur tour entraînés dans les chants, ils se regardent, sérieux et amoureux.

La sulfureuse succube brune lève sa robe sur des cuisses gainées de résille

Puis tout le monde se met en cortège, les cloches sonnent, on entre dans la chapelle, maquillée en église orthodoxe, avec quatre autels d'or, en croix. Le public joue les invités. Chacun est assis sur un tabouret, et c'est plutôt amusant de voir des mollets dénudés à côté d'officiers, de belles dames, d'un archiprêtre. La cérémonie religieuse commence, vite perturbée par de petits incidents.

Une porte s'ouvre toute seule, une silhouette noire traverse l'assemblée, une phrase revient, en russe et en français : « La femme du docteur s'est empoisonnée ».

Cette femme, c'est Tatiana Repina, l'héroïne de la pièce de Tchekhov que Valeri Fokine crée à Avignon. Une pièce très courte - une vingtaine de pages - qui représente une curiosité dans l'œuvre de Tchekhov. Ecrite après le suicide d'une actrice qui avait beaucoup remué les esprits, elle met en scène une morte, Tatiana Repina, dont l'âme vient perturber le mariage de son ancien amant. C'est plus une nouvelle transposée au théâtre qu'une véritable pièce. Un matériau comme le metteur en scène russe Valeri Fokine les aime, parce qu'il ouvre la porte à toutes les libertés, dont celle de faire entrer Tatiana Repina en personne dans la chapelle.

La voilà donc, sulfureuse succube brune qui lève sa robe sur des cuisses gainées de résille : c'est Consuelo de Havilland, seule pièce rapportée dans la distribution russe qui compte des comédiens de premier plan. Teint pâle, grands yeux bleus, dents éclatantes, corps enlaidissant, elle se livre à une sarabande amoureuse et torturée avec le mari qui finit par entraîner toute la noce.

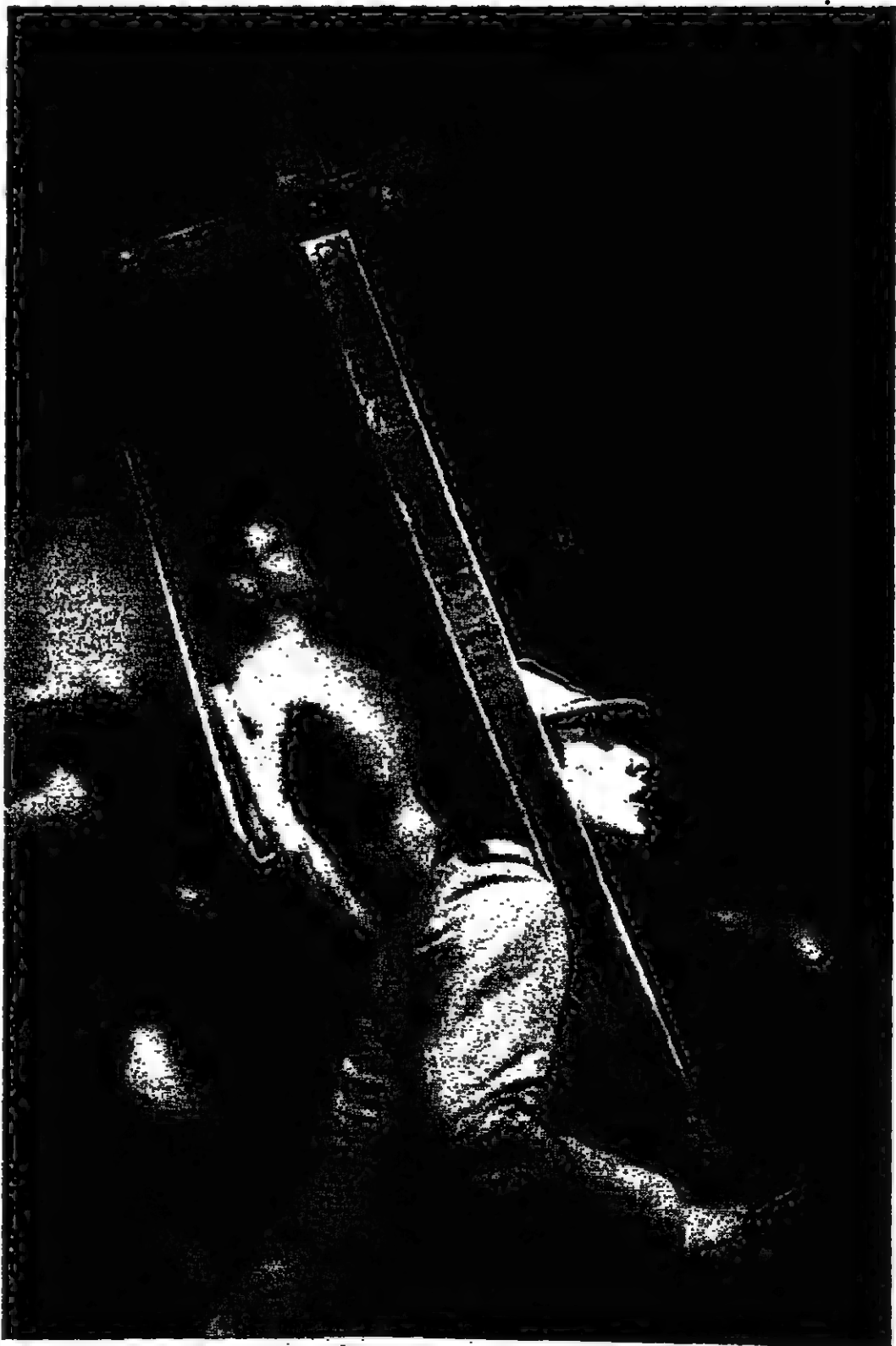
Étranges personnages : on dirait des « mégalomaneurs » en train de se livrer au jeu du tableau vivant. Ils citent un bout de Dumas fils, trois mots de Labiche, quelques répliques de Tchekhov, ils lèvent les yeux au ciel, comme dans les anciennes illustrations de la folie chez Dostoevski, et s'agitent dans les idées.

Valeri Fokine joue beaucoup sur les images et la musique - lumière bleue céleste, chœurs russes - mais il n'en ressort pas grand-chose de convaincant. Les spectateurs se sentent étrangers, et légèrement grugés, par cette noce qui, visiblement, voudrait atteindre à la folie mais n'y arrive pas.

Brigitte Salino

LA PHOTOGRAPHIE DE MAURIZIO BUSCARINO

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES



MAURIZIO BUSCARINO

Né à Bergame en 1944. Après quelques années d'enseignement au début des années 70, il devient photographe, travaillant surtout comme portraitiste, photographe d'architecture et pour le théâtre. Il photographie ainsi sur la scène l'œuvre de Tadeusz Kantor, de même que le Teatro (de Grotowski à Barba) ou encore le théâtre oriental (Bunraku, Taho Corporation, Jussaburo Tsujimura). Il travaille également comme metteur en scène et collabore avec la RAI et le théâtre de la Scala de Milan.

« Kantor. Il circo della morte »

(Wielopole, Firenze 1980).

Sur la photographie :

Maria Loriga.

Exposition :

« Sur les pouvoirs

et les incertitudes ».

La violence de Castellucci

Avignon/Théâtre. Le metteur en scène italien confectionne des tableaux vivants et brutaux

GIULIO CESARE, d'après William Shakespeare et des historiens latins. Mise en scène : Romeo Castellucci. Avec Maurizio Carrà, Giovanni Rossetti, Lello Biagi, Franco Pistoni, Cristiana Bertini, Dalmazio Masini, Giancarlo Pajudi et Fabio Salvi. GYMNASE AUBANEL, rue Planchard, Avignon. Tél. : 04-90-14-14-14. Spectacle en italien, sous-titré français. Durée : 2 h 15. Jusqu'au 20 juillet (sauf le 16) à 18 heures.

AVIGNON
de notre envoyé spécial
Une clameur électronique monte et s'installe, portuse d'une menace qui ne cessera pas, agitant d'un souffle têtue le rideau de scène écarlate, qui s'entrouvre sous les coups. La tête d'un bélier d'assaut s'y crée un passage de plus en plus large, son élan le porte jusque dans la salle où il paraît rebondir. Entrées et sorties en puissance, poussées jusqu'au plafond (il n'y a pas de paradis au gymnase Aubanel). Ses élan apaisés, l'instrument rentre au logis, où il restera à vue, solidement armé dans les cintres. Ce viol de la salle en guise de trois coups annonce la radicalité du propos qui va suivre, la nécessité d'ouvrir une brèche dans les esprits pour le recevoir.

Après *L'Orestie*, présentée l'an dernier à Strasbourg et à Grenoble, l'italien Romeo Castellucci et la Societas Raffaello Sanzio sont de retour en France, porteurs de la même radicalité en images. Radical : c'est-à-dire qui traite des racines. Et Giulio Cesare ne s'intéresse qu'à cela, à la manière dont il peut faire théâtre de moments cruciaux où s'appellent et se confondent les racines de Rome et celles du christianisme, celles d'un texte de Shakespeare et celles de la rhétorique, celles du politique et celles de l'acteur ; non par l'action ou la narration, mais par la confection de sortes de tableaux vivants, au plus près du bloc, de l'architecture et parfois de la statuaire.

SQUELETTE HENRISSANT
Ce théâtre sans faux semblant, qui tente l'approche de forces considérées comme élémentaires, fait ses délices de compositions énigmatiques. Exemple : un paisible élan passe silencieusement sur scène, et c'est son squelette qui y revient, s'installe et se met à bruler. Il est vrai que Romeo Castellucci aime à faire parler les os. Il y a

toujours trop de chair - trop de texte - pour lui. Et l'acteur le plus léger possible, le plus proche de l'immatériel - l'amoréque -, est encore trop lourd pour approcher l'essence d'un Cassius (acte II). Souvent, l'acteur est ce qui reste lorsque les autres moyens d'expression ont été épuisés. Encore lui faut-il accepter d'être instrumentalisé, comme Brutus (acte I) après le meurtre de César, qui régresse chimiquement, ingérant un bélier qui lui donne une voix d'enfant.

Comme Bresson leur refusait l'accès à son cinématographe, Romeo Castellucci dénie aux acteurs son plateau. Il pousse à l'extrême l'idée de casting en n'accordant les personnages qu'aux corps qui s'ajustent à ses idées. Giovanni Rossetti n'est Brutus que parce que la statuaire romaine l'a désigné comme tel. Cicéron n'offre son épaisseur (« violoncelliste ») à la Man Ray que pour mieux endosser son poids de rhétorique.

Quant à Dalmazio Masini, l'émouvant Antoine, c'est un laryngectomisé dont le discours - clé de l'œuvre de Shakespeare, et qui le demeure ici - vient du plus profond des entrailles. On comprendra alors que la présence de Stanislavski, l'inventeur d'une « méthode » de l'acteur à l'opposé de celle du groupe italien, dans la pièce en soit aussi l'une des interrogations les plus vives. Sans doute convient-il de l'aborder sous l'angle magistral, comme le panneau « Ceci n'est pas un acteur », qui s'élèvera au-dessus d'un acteur qui n'est pas un acteur.

La volonté de maîtrise du discours jusque dans les chaussettes n'est pas sans cruauté envers le théâtre (rien à voir avec le théâtre de la cruauté), dont témoigne à sa façon tout le plateau noté de Giulio Cesare. La cruauté notée de Giulio Cesare s'apparente à celle qui consiste à éliminer des parties nécrosées. A donner à voir ce qui est proche de la mort pour se donner de meilleures raisons de vivre. Il y a une goût rare du jeu, et un sens exceptionnel de la mise en scène. Giulio Cesare est l'exemple d'un théâtre qui réfléchit le théâtre, met à l'agenda ce qui chez lui peut-être soupçonné de tromperie. Très exactement le type de démarche que le Festival d'Avignon a besoin s'il veut s'interroger sur sa nécessité.

Jean-Louis Perrier

HORS CHAMP

VARIÉTÉS : en mémoire de Léo Ferré, disparu il y a cinq ans, Claude Piéplu présentera, le 14 juillet à 20 h 30, une soirée avec plusieurs invités : Michèle Adams, Pierre Barouh, Paco Ibáñez, David Leguizamo, Nicolas Reggiani, Loretta Linget, Fabienne Thibault, Zamboni... (Le Trianon, 80, boulevard de Rochechouart, Paris 18^e. Tél. : 01-53-36-76-15. 120 F et 150 F.)

ART : le Tiepolo du Musée du Louvre ne sera pas restitué aux héritiers de Frédéric Gentili Di Giuseppe, décédé en 1940. Une ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Paris, du 10 juillet, rejette la demande en restitution de cinq toiles dont un *Alexandre et Campaspe* du peintre vénitien Tiepolo, détenu, à titre précaire, par le Louvre sous l'appellation MNR (Musées nationaux Récupération) (Le Monde du 17 février). Les héritiers estimaient que la vente aux enchères, en 1941, équivalait à une spoliation, la famille Gentili Di Giuseppe étant d'origine juive. Le tribunal n'a pas été convaincu, vu les dettes de la succession, du caractère « dolosif » de la vente.

JAZZ : 1,5 million de personnes ont assisté à la 19^e édition du Festival de jazz de Montréal, qui a accueilli, du 1^{er} au 12 juillet, les spectateurs dans un quartier interdit à la circulation. Le guitariste John Scofield, présent sur sept concerts, était le fil rouge du festival. **GUIDE** : en raison de l'actualité, la rubrique quotidienne « Sortir-Guide » est absente de ce numéro. Sa publication reprendra dès le numéro du 16 juillet. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

مكتبة من رصاص

Jazz et tauromachie à Montreux

Montreux/Jazz. La présence au festival helvète de Joaquín Cortés, l'« aigle du flamenco », intrigue. Pour se faire aimer du public, celui-ci a oublié son art de Cordoue et toré la foule jusqu'à l'indécence

MONTREUX (Suisse)

de notre envoyé spécial
« Je suis grand, je suis connu dans le monde entier. Sur scène, je me sens comme un dieu. » Ou encore : « J'ai créé mon propre style et j'en suis très fier. Au début, tout le monde me critiquait. Maintenant, en Espagne, toutes les autres compagnies essaient de me copier. » On dira ce qu'on voudra, ce genre excite l'intérêt. Joaquín Cortés, danseur, sait parler de lui. Pour peu qu'on ajoute quelques apparitions ratées dans des films qui ne le sont pas moins, la soirée « jazz-flamenco » de Joaquín Cortés à Montreux a largement de quoi intriguer. D'autant que Montreux ne se trompe jamais : après avoir illustré les goûts de son génial inventeur, Claude Nobs, elle suit les tendances qu'elle a l'air de découvrir. Et chacun de le copier.

Passons sur le poussif *Gipsy Passion Band* : côté jardin, tout de noir vêtu, pour les palmiers (batteries de mains), la chansonnette et un poil de folie, deux orléanses et deux gaisards dont un grassouillet qui fait des mines ; au centre, deux percussionnistes extravertis mais approximatifs, plus un batteur qui est le sosie du fâché de Moulinsart (Les Sept Boules de cristal) ; côté cour, une sorte de quintet, contre-basse, violon, trois guitares et, mi-

sère !, mais il faut bien expliquer : un flûtiste.

Style général exactement conforme au programme : rien de jazz et encore moins de flamenco ! Une sorte de salade mixte, à mi-roule de la musique andine pour rampe de météo et « Rabada la maulera ». Enorme succès, faut-il le préciser : le mythe arabo-andalou vu des Alpes.

Là-dessus, entrée du jeune homme. Ce fut comme une apparition. Tremblement de terre force 8. On chasse aussi vite que l'on peut le souvenir de ses tribulations avec Naozai Campbell, top model. Lui, Joaquín Cortés, fait des airs terribles et roule de gros yeux. Il toise la salle. Sourit canaille. Attrache son veston comme s'il voulait choquer sa sœur ; ou alors, un prêtre dans un train.

MU SOUS SA VESTE

L'éclosion de son buste éplé provoque une émeute. On l'avait vu que, sous la veste, comme sur les affiches, il était nu. Mais, bref... On a encore confiance. On sait que, chacun dans son coin, tous ces types très doués cherchent une solution, une sortie. Camarón (chanteur génial) le faisait en se concentrant dans le « carite » mais en sortant du côté de la « rock and roll attitude ».

C'est donc un instant de vérité. Le flamenco veut se faire aimer de qui ne l'aime pas (et le connaît à peine).

Il cherche. Il envie la télé, le succès et les grands festivals. De tous, Joaquín Cortés est le plus pathétique. Il en oublie son art de Cordoue jusqu'à la corde. De la pointe des pieds, il fait le Woody Woodpecker (délire dans les rangs). Avec des airs renversés, il esquise des entrechats de gourgère. Un moment, on dirait Maurice Baquet (cette merveille !) dans le rôle du toréador. Et, pour être sûr des applaudissements, après avoir toré le public jusqu'à l'indécence, il saute dans la salle et embrasse des morceaux de joues. Ah oui ! On l'a vu aussi se saisir d'un tambour et le frapper d'un sourcil très inspiré, comme ces braves garçons, vossiens ou béarnais, qui, au Trocadéro, font les percussions. Le plus troublant, c'est qu'à ce moment-là, très court, Cortés n'était pas dans le « compás » (dans le tempo). Comme il ne le fut point davantage dans les palmiers à la belle Estrella Morente.

Estrella Morente chante. Elle est de voix très courte, mais de pas mal de présence. Au centre des gamines de Cortés, elle illustre le flamenco puro : avec deux chaises et un guitariste. C'est la fille d'Enrique

Morente, venu lui aussi pour trois cantes remarquables. C'est prudent. Ça donne un peu de tenue à la « passion ». Qui en a bien besoin. Tout est acclamé du royaume élan. C'est Montreux.

Pour ne pas perdre définitivement ce qui reste de tête, on va au Miles Davis Hall voisin, prendre quelques bouffées de musique afro-américaine : James Carter, absent de partout - il a annulé sa tournée - saut de Montreux ; les gros effets de Les McCann, tonique pionnier il y a trente ans de la petite soupe qui triomphe partout, ce funk facile et ficelé ; plus les ruses maisons de George Duke et Billy Cobham. Ces deux-là ne sont présents qu'au bord du lac. Mais on comprend : ils ont mis au point une recette de « boogie » brochant Broadway qui fait croire au talent. Dans trois ans, Cortés peut le rejoindre et, pourquoi pas, découvrir l'Amérique.

Francis Marmande

★ « Montreux Jazz Festival » : Phil Collins, Sadeo Watanabe (le 14) ; Cassandra Wilson, Al Jarreau (le 15) ; Petrucci, Georges Benson (le 16) ; Earth, Wind and Fire, Nguyen Lê (le 17) ; Africa and Funk (le 18). Oscar Peterson (le 19). Tél. : 00-41-22-716-56-30.

Le chef David Stern dirige et instruit

Aix-en-Provence/Musique. Le festival présente « Didon et Enée » avec une deuxième distribution

DIDON ET ÉNÉE, de Purcell. Avec Silvia Habiowitz (Didon), Jaehi Yang (Enée), Sandrine Rondot (Deuxième Femme), Myrtille Boucrist (la Sorcière), Camilla Johansen et Anne le Contour (Sorcières), Michael Bennett (l'Esprit), Andrew Rupp (Enée), Nicolas Baichau (le Marin), le chœur et les solistes de l'Académie européenne de musique, David Stern (direction), Marcel Rozemont (mise en scène), Caroline Marcadé (mouvements chorégraphiques).

HÔTEL MAYNIER D'OPPEDE, prochaines représentations les 15, 20, 22, 25, 27 et 30 juillet, 22 heures.

La rénovation du Théâtre de l'Archevêché aura attiré tous les regards. On a en revanche peu parlé de l'aménagement de la cour de l'hôtel Maynier d'Oppède. Avec un budget de 300 000 francs, Rêlé Lefebvre, le directeur technique du festival, a réussi à installer 450 des anciens sièges de l'Archevêché sur des gradins - silencieux ! - avec une durée de vie estimée à dix ans, cette installation met l'investissement par place à un niveau

très bas. C'est là, dans une acoustique qui ne cache rien, dans un cadre intime qui met les chanteurs au milieu des spectateurs, que se donne *Didon et Enée*, spectacle qui a ouvert le festival, le lundi 6 juillet (Le Monde du 8 juillet). Une mise en scène, un chef, mais deux distributions : Silvia Habiowitz passe du rôle de la Deuxième Femme à celui de Didon ; Sandrine Rondot de celui de Belinda à celui de la Deuxième Femme ; Jaehi Yang quitte le chœur pour chanter Belinda et le ténor Fernando Cobo laisse sa place au baryton Andrew Rupp pour s'emparer du rôle d'Enée.

A n'en pas douter, Habiowitz est une chanteuse exceptionnelle qui fait songer à la jeune Fassbender, sa présence physique, son timbre, son format vocal, son talent de tragédienne trouvent en Rupp un alter ego qui tient remarquablement le coup : leur affrontement est un moment d'une intensité rare, qui fait oublier - si tant est qu'on y pense - qu'il s'agit d'un spectacle d'une académie.

Au pupitre, David Stern, 35 ans. La cheville ouvrière artistique des deux spectacles proposés par l'Académie européenne de musique (*Didon et*

Enée ; *Cerule River*, de Britten). Placé derrière le plateau, il ne voit pas toujours les chanteurs, qui, eux, ne le voient presque jamais. Du clavier, il dirige un petit ensemble instrumental presque irréprochable. Le jeu de ces jeunes musiciens n'est pas aussi typé que celui d'une formation baroque, mais le gambiste Jay Bernfield et le violoniste-chef d'orchestre Reinhard Goebel les ont fait travailler.

Pour la plupart, ces jeunes artistes n'avaient jamais pratiqué la musique ancienne d'une façon stylistique et technique plausible. Ils sont aujourd'hui plus instruits du phrasé, du vibrato, du son qu'avant de venir et ils ne rencontreront plus si souvent un chef d'orchestre qui accepte de partager son travail et son pouvoir avec des conseillers stylistiques. A Stern seul la responsabilité d'avoir su pousser instrumentistes et chanteurs sur le chemin de la musique de chambre - le plus difficile. Comme le dit Till Fehmer, l'émouvant Masetto du *Don Giovanni* aïeux, en pointant son oreille droite de l'index : « Stern réussi à les faire chanter à la feuille et non avec les yeux. Bravo ! »

Alain Lompech

Coussins de Provence

Orange/Musique. Considérations sur l'activité tabagique de « Carmen » et sur l'usage du coussin pour faire passer la rudesse des gradins

ORANGE

de notre envoyé spécial
Ne pas écrire cigarette, ni cigare. Ni écrire le mot, ni montrer la chose. Ne pas faire de peine à Claude Evin, craindre la loi du même nom. Remplacer la manufacture de tabac par une fabrique de pastis, ou une distillerie. Telles sont, à grands traits, les pensées de tout metteur en scène au moment de monter un *Carmen* - Nicolas Joel, cette année, aux Chorégies d'Orange, n'a vraiment pas fait un tabac (Le Monde du 12-13 juillet).

Avec en outre un regret cuisant : celui de ne plus pouvoir faire appel au mécénat de la Seita, l'antique société française qui avait au jadis rendre un hommage à Bizet en campant l'inséparable Gitane sur l'une de ses marques de brunes.

Fléaux, extases sur les gradins indéménables, le public de *Carmen* consulte, dans le programme des Chorégies, le texte du musicologue André Segond. Celui-ci n'insiste pas sur la nouveauté que représentait la cigarette pour les Parisiens du temps de Bizet. Dans le livret même de l'opéra et ses traductions, il y a d'ailleurs un flottement sur la production de *Carmen* et de ses camarades : cigares ou cigarettes ? De même, on se demande souvent à quel trafic se livrent les contrebandiers. Ici, les références picturales de la mise en scène et des costumes, très sombres, semblent indiquer qu'il s'agit d'une grosse livraison de chocolat noir dans des caisses rappelant de loin des cercueils. C'est l'essence même d'Orange,

cette perte progressive des détails visuels et des sons à mesure qu'on s'éloigne. Ainsi les chapeaux des mêmes contrebandiers peuvent facilement passer pour le couvre-chef de Chico, l'un des Marx Brothers, et plus généralement pour des chapeaux tyroliens. S'étant trompée de festival, une spectatrice un peu âgée de *Carmen* nous a même demandé si c'était bien le *Freischütz* de Karl Maria von Weber qu'on nous montrait sur scène.

INTÉGRITÉ PESSIÈRE MENACÉE

Le coussin est la vraie spécialité d'Orange, ville qui ne renne plus guère sous l'édition du Front national. On en trouve bien sûr ailleurs dans les festivals de Provence, partout où la dureté des gradins menace l'intégrité des fessiers. Les théâtres romains avaient été construits pour des individus statiquement plus petits que nos contemporains. Aujourd'hui, pourvu qu'on soit un peu maigre, qu'on ait de longues jambes et le dos fragile, les spectacles un peu longs deviennent de véritables supplices, et le coussin est aussi nécessaire au festivalier que la cigarette l'est au tabagique.

Nulle part comme à Orange on ne trouve industrie aussi prospère et sévèrement encadrée. Prix fixes : 70 francs, avec un modèle de hune à 220 francs. On trouve aussi, à 220 francs, des chaises sans pieds pour reposer les dos les plus meurtris. La mairie dit n'avoir accordé de licence qu'à six commerçants de la ville et refusé toutes les demandes

de vente « sauvage » à l'entrée du théâtre.

C'est majoritairement une fabrication artisanale, comme celle des meilleurs cigares, cinquante à cent maximum par jour, ce qui ne permet pas des stocks considérables. C'est devenu un souvenir, un objet fétiche que les gens accrochent au-dessus de la cheminée pour se rappeler qu'ils ont entendu le mistral, parfois un opéra : *Carmen* ou *Nabucco*, *Norma* ou *La Traviata*.

La mairie a autorisé la boutique GD Création Provençale à délocaliser sa production dans une usine familiale située entre Roanne et Saint-Etienne, ce qui permet de proposer le coussin à 39 francs. C'est le début de la mondialisation. Elle a interdit en revanche toute forme de stands associatifs ou politiques. Sans doute pour éviter-ils faire de l'ombre aux coussins.

Frédéric Edelmann

FIAC
7-12 octobre 98
Espace Eiffel-Brany - Paris
Pays d'Alsace
L'Audience

QUESTIONS À...

REDJEP MITROVITSKA

1 Acteur, metteur en scène, animateur de votre compagnie dramatique, on vous retrouve à Avignon en pédagogie, entouré de dix-sept jeunes acteurs sélectionnés parmi quarante ayant participé à l'opération « Talents » menée par l'Adami au Festival de Cannes 1998. Comment les avez-vous choisis et pourquoi leur avoir proposé de travailler sur des textes oubliés de Ronald D. Laing ?

Je les ai choisis en visionnant les courts métrages présentés à Cannes. J'en ai gardé dix-sept, en fonction d'un seul critère : celui de la prise de risque maximum. J'ai toujours été attiré par les gens qui s'exposent, même si le risque est grand pour moi aussi. Je voulais qu'ils soient confrontés à un texte qu'ils ne connaissent pas afin qu'ils aient toute latitude de se l'approprier sans être a priori cadrés par l'idée que l'on se fait de tel ou tel personnage, comme lorsque que l'on travaille le répertoire par exemple. Le texte de Laing est malheureusement tombé dans l'oubli, mais il a l'avantage d'être vierge de toute interprétation. J'espère que chacun pourra le faire sien intimement.

2 Laing est, au côté de David Cooper, l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie, et ses œuvres ont connu un grand retentissement dans les années 70. Qu'est-ce qui vous a conduit à le porter au théâtre ?

Laing nous force à nous interroger sur ce qui, dans l'ordre de la folie, tient de la raison, et ce qui, dans l'ordre de la raison, tient de la folie, questions que l'on se pose dans l'ordinaire quotidien. Ses textes sont aussi un hommage à



Gérald Robard, l'un de mes trois maîtres avec Antoine Vitez et Claude Régy. Ce sont eux qui m'ont fait découvrir Laing en 1982, et j'ai porté depuis le projet de monter ses textes à la scène. Le fait que ma compagnie ne reçoive aucune subvention du ministère de la culture et le manque de compréhension de coproducteurs n'ont pas permis que ce projet voie le jour.

3 Y a-t-il dans une œuvre théorique la matière d'un spectacle ? J'ai pensé que des jeunes acteurs pourraient s'emparer de l'œuvre de Laing car il s'est efforcé de traduire ses ouvrages théoriques sous forme de conversations, dialogues et poèmes qui témoignent de la complexité des relations humaines dans la vie quotidienne. C'est une très bonne base pour un travail théâtral. Cela me permet aussi de continuer ma propre réflexion sur la frontière entre l'état de folie et l'état de sainteté.

Propos recueillis par Olivier Schmitt

★ « Paroles d'acteurs ». Est-ce que tu m'aimes ? de Ronald D. Laing. Jusqu'au samedi 18 juillet, à 17 heures, Atelier 1575, cloître Saint-Louis d'Avignon. Sur invitation. Tél. : 04-90-14-14-14.

DISPARITIONS

■ **ROGER CALMEL**, compositeur français, vient de mourir à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans. Né en 1921 à Créteil (Seine-Saint-Denis), Roger Calmel, qui fut l'élève de Darius Milhaud, a écrit de nombreuses œuvres pour chœur parmi lesquelles *Le Manteau partagé*, *Les Yeux de lumière*. Son *Requiem* pour le bicentenaire de la mort de Marie-Antoinette avait été créé le 16 octobre 1993 à la Conciergerie.

Il avait aussi composé *Requiem aeternam* pour le spectacle de Robert Hossein, *Je m'appellais Marie-Antoinette*. Sa musique de chambre et certaines de ses œuvres chorales viennent d'être éditées chez Chama.

■ **DUSAN VUKOTIC**, cinéaste, est mort, mercredi 8 juillet, en Croatie, à l'âge de soixante et onze ans. Fondateur de l'école zagrebaise du film d'animation, il avait obtenu un Oscar, en 1961, pour son dessin animé *Surogat* (Ersatz).

NOMINATION

DÉFENSE

Le général de brigade **Bernard Thorette** a été nommé chef du cabinet militaire du ministre de la défense, Alain Richard. Il succède au général de corps d'armée Raymond Germain, appelé à diriger, à compter du 15 juillet, l'Institut des hautes études de défense nationale, le Centre des hautes études militaires et l'enseignement militaire supérieur.

[Né le 20 octobre 1945 à Port-Lyautey (Maroc), ancien élève de Saint-Cyr, Bernard Thorette a servi au Tchad et en Nouvelle-Calédonie. Spécialiste du renseignement, il est affecté, en 1983, au secrétariat général de la défense nationale (SGDN), où il est responsable de la cellule Proche-

Orient à la division d'analyse et d'évaluation. En 1987, il sert à la mission d'assistance militaire technique de la France au Cameroun avant d'être appelé, entre 1989 et 1991, à commander le 3^e régiment d'infanterie de marine, à la tête duquel il participe à l'opération « Daguet » dans le Golfe. Successivement chef du bureau « études » au centre d'exploitation du renseignement militaire, chef du bureau « situation » à la direction du renseignement militaire et adjoint « terre » à la section des affaires militaires du SGDN, Bernard Thorette devient, en 1995, chef du centre opérationnel interarmées, à l'état-major des armées. A ce titre, il organise la mission baptisée « Azalée » aux Comores, puis l'opération qui a consisté à mettre fin à des mutineries répétées de l'armée centrafricaine. Depuis août 1997, le général Thorette était commandant de la 9^e division d'infanterie de marine à Nantes.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 9 juillet sont publiés :

- **Mines antipersonnel** : une loi tendant à l'élimination des mines antipersonnel.
- **Défense nationale** : une loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale.
- **Affaires sanitaires et sociales** : un décret portant attribution d'une indemnité de technicité

au corps des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales.

- **Académie des sciences** : un décret portant approbation des modifications des statuts de l'Académie des sciences.
- **Accords internationaux** : un décret portant publication du protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur la formation des ingénieurs d'excellence au Vietnam, signé à Hanoi le 12 novembre 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Bienvenue à
Alexandre,
arrivé le 11 juillet 1998,
chez
Christine et Jean-Pierre.

De Lille à Tarbes, en passant par Paris, Graillet et Blagnac, tout le Monde se réjouit.

M^{me} et M. Raymond
GOUTENMACHER
ont la joie d'annoncer la naissance de leur première arrière-petite-fille,
Jade,
chez
Aurore et David,
le 11 juillet 1998, à Genève.

— Meulan, le 9 juillet 1998.
Michaël
est né chez
Max et Laurence CERF.

De la part de
M^{me} BOUDIER, M^{me} PLAUT,
Claudine et Lucien BOURGEAT,
Edith et Jean CERF.

Décès

— M^{me} Gabrielle Bourgeois-Dochy,
M^{me} Catherine Bourgeois,
M^{me} Michel Bourgeois,
M^{me} Cécile Gaudon-Bourgeois,
M^{me} Elodie Godier,
M^{me} Emilie Dohy,
Les familles Dohy, Pilon, Lemaire,
Les familles Henry, Vagaux, Boitel,
Pest, Massot et Trousselle,
Les familles Godier, Wattelet, Loisel et Baci,
Ses amis et collègues du groupe de la Banque Hervet,
La direction, les médecins,
Et l'ensemble du personnel de l'Institut
chirurgical mutualiste Montsouris,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Bernard BOURGEOIS,
conseiller financier,
ancien fondé de pouvoir
de la Banque Alexandre-de-Saint-Phalle
et de la Société parisienne de banque,
délégué départemental
de l'Éducation nationale,
médaille commémorative
d'Afrique du Nord,
décédé à Paris, le samedi 11 juillet 1998,
dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 16 juillet, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Maignelay-Montigny (Oise).

Ni fleurs, ni plaques, ni couronnes,
mais des dons peuvent être déposés sur
place en faveur de la Fondation de l'avenir
pour la recherche médicale, ou adressés
17, avenue de Choisy, Paris-13^e.

13, rue Saint-Jus,
60430 Maignelay-Montigny.
36, rue du Hamon,
75015 Paris.
33, rue du Hamon,
75015 Paris.
27, rue du Docteur-Finlay,
75015 Paris.

— M^{me} Georges Cathala,
Yves Cathala et Dominique d'Artois,
Gloria Cathala,
Denise Cathala,
Robert, Yvonne et Benoît,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges CATHALA,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite,
commandeur de l'Ordre
des Palmes académiques,
survécu le 11 juillet 1998, à Paris, à l'âge
de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 15 juillet, à 16 heures, en
l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16^e
et sera suivie de l'inhumation, au
cimetière de Maisons-Laffitte, à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue La Fontaine,
75016 Paris.

— Danielle Marie Chanut,
Et toute sa famille
ont la douleur de faire part du décès de

François CHANUT,
libraire,
41, rue Mazette à Paris, et à Noyers.

Un recensement civil aura lieu le jeudi
16 juillet 1998, à 15 h 30, en la chapelle du
cimetière d'Auxerre (Yonne).

Condoléances sur registre.

— M. Henri Cavallé et M^{me},
née Françoise Courteaud,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Marc Courteaud et M^{me},
leurs enfants et petits-enfants,
M. Bertrand Courteaud, M^{me}
et leurs enfants,
ont la très grande peine de faire part du
décès de

M. Louis COURTEAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'Ordre du Mérite,
président honoraire près
la cour d'appel de Paris,

survécu à l'âge de quatre-vingt-six ans, le
7 juillet 1998.

Ses obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

M^{me} Louis COURTEAUD,
son épouse,
décédée le 3 septembre 1993.

— Orlan, La Grande-Motte.
M^{me} Paul Fournier,
née Simone Gaudier,
M^{me} Renée Fournier
font part du décès de leur époux et frère,

M. PAUL FOURNIER,
magistrat honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite,
né à Sidi Bel Abbès, le 2 août 1910.

La cérémonie religieuse aura lieu le
samedi 15 juillet 1998, à 15 h 30, en la
salle communale du complexe funéraire de
Grammont, avenue Albert-Einstein, à
Montpellier (Hérault).

M^{me} Paul Fournier,
« Les Jardins du Pommier »,
284, rue des Croixdées,
34290 La Grande-Motte.

— M^{me} Alain Goldschmid,
M^{me} Charlotte Goldschmid,
M^{me} Florence Mendelschmid
et ses enfants,
M. et M^{me} Serge Klags,
M. et M^{me} Nicolas Cayla
et leurs enfants,
M^{me} Hubert Lamare
et ses enfants,
M. et M^{me} Olivier Goldschmid
et leurs enfants,
M^{me} Jacqueline Goldschmid,
M^{me} Jacques Georges,
Les familles Beuzart, Martin, Michel,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Alain GOLDSCHMID,
le 11 juillet 1998, à l'âge de soixante-seize
ans.

La messe a été célébrée le lundi
13 juillet, à Vauvres-sur-Cosson (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} John Goormaghtigh,
Anne, Georges, Jacques et leur famille
ont la tristesse de faire part du décès de
leur époux et père,

John GOORMAGHTIGH,
premier docteur de l'Institut belge
des relations internationales,
ancien directeur
du Centre européen de la Dotation
Carnegie pour la paix internationale,
ancien secrétaire général de la Fondation
européenne de la science,
croix de guerre belge,
croix de guerre française,

le 12 juillet 1998, à Scherachbergheim
(France).

**Vous pouvez
nous transmettre
vos annonces la veille
pour le lendemain
jusqu'à 16 h 30**

— Charlotte Julia,
son épouse,
Fabienne, Louis,
ses enfants,
Emmanuel de Sagazan,
son gendre,
Nina, Joachim,
ses petits-enfants,
Marcel et René Julien,
son frère et sa belle-sœur,
Max et Jacques,
ses neveux,
Martine Baudin, Jacqueline Heurard,
Catherine Fernandez,
son épouse et leurs enfants,
Ainsi que ses amis et copains de
théâtre,
ont la tristesse de faire part de la
disparition du comédien

André JULIEN,
survécu le 12 juillet 1998, à l'âge de
soixante et onze ans.

L'inhumation aura lieu au Père-
Lachaise, le 20 juillet, à 11 h 15. Enterre-
ment des Rondes, porte Gambetta.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Guy, comte de MARESCHAL
de LUCIANE**,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre avec palmes,
agent de change honoraire,

survécu à Paris, le 3 juillet 1998,
son épouse,
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale, en l'église d'Oratoire-Saint-
Genest (Hauts-de-Seine), le 8 juillet.

De la part de
La comtesse de Mareschal de Luciane,
son épouse,
M^{me} Caroline de Mareschal de Luciane,
M. et M^{me} Michel Meyer,
ses filles, son gendre et leurs enfants.

55, rue Charles-Lafitte,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Michelle Pariz,
son épouse,
Mallory et Nicolas Wolff,
ses enfants,
Léa,
sa petite-fille,
sa famille, ses amis proches,
ont l'immense tristesse d'annoncer le
décès de

François PERRIN,
survécu le 11 juillet 1998.

Une messe d'adieu sera célébrée le
16 juillet, à 15 heures, en l'abbatiale de
Rougemont (Yonne), suivie de l'inhumation
au cimetière de l'Abbaye.

— M. et M^{me} Edmond Weiss,
ses parents,
M^{me} Marie-Stéphanie Lohner
et M. Christophe Bider,
ses enfants,
Hugo et Anouk,
ses petits-enfants,
Et sa petite famille africaine,
ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Michèle WEISS,
survécue le 11 juillet 1998, à l'âge de
soixante et un ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi
16 juillet, au cimetière du Père-Lachaise,
dans le caveau de famille.

On se réunira à l'enterrement principal,
boulevard de Ménilmontant, Paris-20^e,
méro Père-Lachaise, à 9 h 30.

M^{me} Lohner,
13, villa Dufresne,
75016 Paris.

Anniversaires de décès
— Le 13 juillet 1996,

M^{me} France YEIGELMANN
nous quitte.

Vous qui l'avez connue, souvenez-vous
de son rayonnement, de ses combats pour
les causes humanitaires, et de son énergie
pour l'œuvre à accomplir.

— Il y a un an, le 14 juillet 1997,

Bernard REVON

nous quitte.

Nous nous souviendrons longtemps de
toi.

Nous resterons avec toi, nous t'aimons.

Christian.

Admissions

Ecole nationale supérieure
de la nature et du paysage
Blois
Admission en 1^{re} année

Marguerite Aimé-Saintes (91); Leire
Arbuckle (21); Benoît Biancotto (18);
Séraphine Champ (14); Corinne Chans-
loux (15); Cécile Chardon (20); Pierre
Cérel (30); Marjorie Debonnaire (28);
Virginie Deboos (13); Sébastien Du-
bois (18); Lucile Duvach (11); Pascha
Esquieu (19); Pascale Gerin (7); Ronan
Guillo (12); Olivier Hostiou (5); Julien
Jouven (23); Alice Jannet (25); Vincent
Laguer (24); François Le Bot (21); Pascal
Le Gac (29); Pascale Marq (6); Frédé-
rique Morin (27); Anais Morvan (13);
Ayméric Motte (4); Damien Ober-
lé (6); Maud Repain (26); Charlotte
Ruph (22); Mathilde Thomsen (11);
Aimé Thominé-Desmazures (17); Katia
Zarkowski (10).

Admission en 3^e année

Sophie Jabet (11); Johanna
Cousant (2); Park Ga Young (3).

Soutenances de thèse

— M. Mario César Ferreira a soutenu
le 30 juin 1998, une thèse de doctorat en
ergonomie à l'Ecole pratique des hautes
études intitulée *Utilité et utilisabilité de
l'informatic dans la gestion du tra-
vail bancaire*.

Le jury, composé de MM. Antoine
Laville, Jacques Theureau, Luc
Desnoyers, Pierre Falzon et de M^{me} Annie
Weill-Fasson, a attribué la mention Très
Honorable au travail de M. Ferreira.

E-mail : mcesar@univ.fr

Communications diverses

— Maison de l'Éthique : deux heures
pour savoir lire, dix cours pour pratiquer
la Bible ou parler l'hébreu. Professeur
Jacques BENAUDIS : 01-47-97-36-23.

CARNET DU MONDE

TARIFS 98 -

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,

AVIS DE MESSE,

ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

109 HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,

MARIAGES, FIANÇAILLES

500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

01.42.17.39.80 - 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36

Nos abonnés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir

nous communiquer leur

numéro de référence.

France Culture

Au Festival de Radio France
et Montpellier Languedoc-Roussillon
en collaboration avec

Le Monde

XIII^{es} RENCONTRES DE PÉTRARQUE

Le passé a-t-il un avenir ?

Jardin de Pétrarque, rue de la Monnaie, à Montpellier
de 17h30 à 19h30
Entrée libre

Mardi 15 juillet
La tentation du passé
Débat animé par Jean Labrun
Avec Elie Barnavi, Jean-Michel Chassagnat, Georges Frécha,
Henri Roussin, Anne-Marie Wierwille

Jeudi 16 juillet
La mémoire du siècle
Débat animé par Jean-Pierre Langellier
Avec Alain Finkielkraut, Alain Desrosiers, Krzysztof Pomian, Antoine Prost,
Myriam Revault d'Allonnes

Vendredi 17 juillet
Comment traverser l'histoire ?
Débat animé par Thomas Perrenet
Avec Paul-Marie Cozetteux, Marc Ferro, Raoul Girardot, René Rémon,
Annette Wierwille

Samedi 18 juillet
Le goût du passé est-il en perpétuelle ?
Débat animé par Marc Riglet
Avec Jean Chassagnat, Raoul Girardot, Michel Lacroix,
Alain-François Simon, Helmut Wismann

Dimanche 19 juillet
L'histoire a-t-elle une fin ?
Débat animé par Alain Finkielkraut
Avec Alain Desrosiers, Hervé Guyard, Dominique Schnapper

Ces rencontres seront diffusées les dimanches 2, 9, 16, 23 et 30 août
sur France Culture, de 18h35 à 20h

Le Monde des livres
sur Internet

Retrouvez chaque semaine
le supplément littéraire du Monde

... également des dossiers spéciaux
et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr
sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

Traitement de texte
Canon Jet 300
Chez Duriez 1 980 F TTC

Simple d'utilisation.
Performant.
Qualité professionnelle.
Vérificateur orthographique.
Compatible PC, Laser.

Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e
112 bd St-Germain Paris 6e

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE
VOTRE ABONNEMENT
PENDANT VOS VACANCES :

• Retournez ce bulletin au moins
12 jours à l'avance sans oublier de
nous indiquer votre numéro d'abonné
(en haut à gauche de la 1^{re} page de votre
journal).

• Si vous êtes abonné par
prélèvement automatique, votre
compte sera débité au prorata des
numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR
LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 12 jours
à l'avance ce bulletin accompagné
de votre règlement.

Vous êtes abonné(e)

Votre numéro d'abonné (impératif) : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Commune de résidence habituelle (impératif) : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)*
du : _____ au : _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)*
du : _____ au : _____

Votre adresse de vacances : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous n'êtes pas abonné(e)

Votre adresse de vacances : _____

du : _____ au : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre adresse habituelle : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° : _____

* Pour l'étranger, nous consulter

Le Monde est édité par le Groupe Le Monde, 21 rue de la Harpe, 75004 Paris. Les abonnements sont facturés en France. Les tarifs sont en francs français. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont renouvelés automatiquement. Les abonnements sont facturés par trimestre. Les abonnements sont facturés par an. Les abonnements sont facturés par vie. Les abonnements sont facturés par... (text truncated)

مركزا من راصيل

FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.10 Crossing Guard ■■
Sean Penn (États-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 2
- 20.30 Météo 512 ■■
Rend Aljo (France, 1984, 95 min). Ciné Cinéma
- 20.35 La vie est un long fleuve tranquille ■■
E. Chazelle (Fr., 1987, 90 min). TSR

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.00 Stars en stock. Betty Grable. Warren Beatty. Paris Première
- 19.00 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Invités : Jean Solaï (1) Brémond, Jan Bucquoy, Olivier Weber, Serge Joly. Paris Première
- 19.05 Best of Nulle part ailleurs. Canal+
- 20.00 20 h Paris Première. Best of. Invité : Peter Greenaway. Paris Première
- 20.50 Zone interdite. Les sauveurs de vos vacances. M 6
- 21.00 Le Gai Savoir. Faut-il avoir peur du complot ? Invités : Rachid Boujra, Yasmine Raza, Guy Sorman, Aboucar Diop. Paris Première
- 22.00 Questions d'histoire. Le communisme dans le siècle : n° 1 : FURUS. Invités : Jean-Jacques Marie, François-Xavier Coudry, Bernard Goutte. Histoire
- 22.15 Sud. Invités : Michel Leeb, Michel Sain, Joël Guillet et Jacques Gaud. TMC
- 22.45 Un lion fait la force. L'équipe de l'écrivain. Léopold Sédar Senghor. TV 5
- 23.00 De l'actualité à l'histoire. Histoire

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Le Monde des animaux. La Mégalopie. La Cinquième
- 18.35 En croisière sur le «Galaxy». (21/2). Canal+
- 18.50 L'union fait la force. TMC
- 19.00 Le Tour du Pacifique. (18/20). Arte
- 19.05 Les Soeurs Soong. (1/2). Enfants du destin. Odyssée
- 19.20 Lorette, dernier bidonville. Planète
- 19.35 Tokyo Luna Tour. Odyssée
- 20.10 La Saga du vélo. (1/5). Inventio. Planète

FILMS DU JOUR

- 13.00 Pierre, ô mon pays bien-aimé ■■
Zoltan Korda (Grande-Bretagne, 1952, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma
- 13.55 La Porte du paradis ■■
A. Michael Crichton (États-Unis, 1998, 150 min). Ciné Cinéma
- 14.05 Crossing Guard ■■
Sean Penn (États-Unis, 1994, 110 min). Cinéstar 2
- 14.20 La Marchande d'amour ■■
Mario Solaï (Italie, 1952, N, 105 min). Cinétoile
- 16.20 Le Sauf de l'ange ■■
V. Boisset (Fr., 1971, 95 min). Festival
- 16.25 L'été d'été ■■
Tory Cuff (France, 1992, 100 min). Ciné Cinéma
- 17.20 Bob Roberts ■■
Tim Robbins (États-Unis, 1992, 100 min). Cinéstar 1
- 20.30 Jimmy Jack Flash ■■
Perry Marshall (États-Unis, 1996, 105 min). Ciné Cinéma
- 21.00 Lone Star ■■
J. Sayles (EU, 1995, 130 min). Canal+

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.00 Stars en stock. Glenn Ford. Kim Novak. Paris Première
- 18.05 Le Bazar de CinéCinéma. Ciné Cinéma
- 19.00 De l'actualité à l'histoire. Histoire
- 19.05 Rive droite, rive gauche. Les plus grands invités de la saison. Invités : Daniel Picouly, Pierre Richard, Patrick Jankowski, Jean-Claude Dreyfus. Paris Première
- 19.05 Best of Nulle part ailleurs. Canal+
- 20.00 Savoir plus saine. Variétés, philatélie : les souffrances des jantes. TV 5
- 20.20 20 h Paris Première. Best of. Invité : Michel Leeb. Paris Première
- 20.45 Les Mémoires de l'histoire. Un siècle de révolutions chinoises (1911). Les années Mao (1/2). Attribuer la lune et les étoiles, 1949-1960. Arte
- 20.55 Sagas. Monaco et les Grimaldi. TF 1
- 21.00 La Marche du siècle. Le mystère des baleines. France 3
- 21.00 Au nom de la loi. TV 5
- 21.00 Envoyé spécial. Éthiopie, vallée des désastres. Cote d'Ivoire caron jaune. Histoire
- 21.00 Paris modes. Hommage à Versace. Paris Première
- 21.25 Pousse-moi les jumeaux. Chasseurs aux pinces. TSR
- 21.45 Inédits. Il était une fois la presse d'opinion. RTBF 1
- 23.00 Le Magazine de l'histoire. Invités : Marc-Olivier Baruch, Jean-Noël Jeanneney, Annette Wierwille. Histoire
- 0.15 Un siècle d'écrivains. Henry Miller. France 3
- 0.40 Le Canal du savoir. Inventeurs philosophiques. Paris Première

DOCUMENTAIRES

- 18.05 La Roumanie, ma mère et moi. Planète
- 18.30 Le Monde des animaux. Les Calmars de Toyama. La Cinquième
- 18.30 Répères : La Guitare espagnole. (3/8). L'ère classique. Mezzo
- 18.30 Les Chies prestigieuses d'Italie. Odyssée
- 18.35 En croisière sur le Galaxy. (21/2). Scotty s'a reconstruit. Canal+
- 18.50 Les Sorcières de la savane. TMC

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde »
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-mardi, les programmes complets de la radio et de la télévision du code ShowView - ceux de la télévision du nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
- Sous-décalé spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdiction aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Pétaque. Mondial. France 3
- 15.00 Cyclisme. Tour de France. (4. étape : Pinsky - Chetel (248 km). France 2, RTBF 1, TSR, Eurosport
- 19.15 Football. Match amical. Göteborg - Borussia Dortmund. Eurosport
- 21.30 Rembrandt. Coupe du monde indoc. Eurosport

DANSE

- 18.30 Mezzo Junior. La Paupée magique. Coppélia. Ballet. Mezzo

MUSIQUE

- 18.00 Symphonie n° 1, et n° 2. de Mahler. Tchaï, Résonance. Muzik
- 21.00 Répères : La Guitare espagnole. Mezzo
- 22.30 Concert : Nuit française. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.30 Bel-Aim. Pierre Cardin (1, 2 et 3). Festival
- 20.50 L'Adoption. James Zornboyal. RTBF 1
- 22.40 Un amour trop violent. William A. Graham. RTL 9

SÉRIES

- 19.55 Walker, Texas Ranger. Gros plan sur les Rangers. RTL 9
- 20.00 Mon ami Jake. Saut de l'écureuil. Canal J
- 20.15 New York Undercover. La croisée anti-cabot. 13ème Rue
- 22.20 Seinfeld. Jimmy. Canal Jimmy
- 22.35 Total Security. Qui est papa ? TSR
- 22.40 Les Cinq Dernières Minutes. Beauté fatale. Série Club
- 22.45 L'Affaire Amy Fisher. O. Couplé sous influence. M 6
- 23.35 Star Trek, la nouvelle génération. L'enseigne Ro (n° 6). Canal Jimmy
- 23.50 Les Chevaliers du soleil. TMC
- 0.30 Sunny Spoon. Deux pour le prix d'un. M 6
- 1.00 Highlander. Confrontation aveugle. Série Club

NOTRE CHOIX

● 20.45 Arte
La Vie en face
Au cœur de la Chine, Jizuo, un village millénaire creusé dans le li-mon. Une terrible sécheresse a anéanti les cultures de blé et de maïs. Comme autrefois lorsque le village avait été abandonné par tous ses habitants. Sans un. Mais aujourd'hui, la communauté villageoise s'accroche à ces terres arides, se mobilise autour d'un projet d'irrigation, puis se déchire. Le parti s'en mêle et le calme finit par revenir. D'anciens abandonnés pour leurs maisons troglodytes pour gagner la ville, la plupart des familles resteront. Le Village qui disparaît, documentaire chinois produit par Wang Xia-Ping en 1996, décrit les traces quotidiennes de ces paysans qui vivent hors du temps. Une plongée dans la Chine rurale d'aujourd'hui où tout semble immuable. Chronique factuelle du quotidien où l'auteur n'ose, hélas, pas aller au-delà de la simple réalité. - F.H.

● 22.30 Paris Première
De bruit et de fureur
Dans une banlieue désertée, Bruno, un adolescent livré à lui-même (Vincent Gaspertich), devient l'ami de Jean-Roger, le plus mauvais sujet du CES, qui vient d'une famille de zonards (François Négret). Bruno se laisse entraîner par Jean-Roger dans des mauvais coups. Une jeune enseignante (Fabienne Babe) essaie de le sortir de ce milieu. Tout cela finit très mal. Un film tragique, à mi-chemin du réalisme et du symbolisme. Jean-Claude Brisseau a reçu le Prix de la Société des réalisateurs français au Festival de Cannes 1988 et le Prix spécial de la jeunesse, bien que l'œuvre soit interdite aux moins de treize ans. - J.S.

NOTRE CHOIX

● 0.10 Arte
La Lucarne
L'élégie faite cinéma

ALEXANDRE SOKOUROV, à l'instar de ses compatriotes Tarkovski ou Guermant, est l'un des plus considérables cinéastes de cette seconde moitié du siècle. En dépit de la sortie en salles du sublime *Mère et Fil* (1997) en février 1998, on le sait hélas trop peu en France, où ont été distribués quelques rares films parmi la trentaine qu'il a réalisés depuis 1978. La rediffusion de deux de ses courts métrages va permettre de vérifier les propos tenus par Sokourov dans ces colonnes : « Je ne suis pas un mystique. Je ne m'interroge pas sur l'au-delà ni sur le surnaturel, mais sur la place de l'homme dans l'univers » (*Le Monde* du 5 février).

L'ambition et la simplicité du projet circumscrirent l'univers esthétique du cinéaste. La présence humaine, souvent saisie dans sa solitude et sa finitude existentielle, ne cesse d'interroger la nature qui l'environne, à travers une utilisation magistrale de la composition et de la durée des plans. Les films qui en résultent sont à la fois d'une beauté sidérante et d'une émotion viscérale, et font de l'œuvre de Sokourov la parfaite expression cinématographique de l'élégie (ce mot apparaît dans le titre de nombre de ses films), soit une forme poétique de la plainte douloureuse et de la mélancolie. Plus d'un demi-siècle après la révolution bolchevique et *La ligne générale* d'Eisenstein, *Maria* (1988) se mesure à sa manière, bouleversante, aux mythes et aux réalités du travail agricole en terre soviétique. Tourment à deux reprises et à neuf ans d'intervalle dans un petit village, Sokourov y inscrit surtout, tel un chiffre fatidique, le destin d'une nation sur le visage d'une paysanne russe. Plus étrange et plus radical, *Élégie soviétique* (1989), dépourvu de toute parole, s'ouvre sur un plan de cimetière, poursuit et s'achève sur un Boris Eltsine pensif et somnolent, en passant par un interminable plan-crible, sous forme de galerie de portraits, des principaux responsables politiques de l'Union soviétique. Le cinéma de Sokourov se passe généralement de commentaires.

Jacques Mandelbaum

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 18.00 Patinage artistique.
- 19.05 Mérose Place.
- 19.50 Le Journal de l'air.
- 20.00 Journal, Le Résultat des courses, Météo.
- 20.55 Un balais avant de mourir ■■
Film. O. James Dearden.
- 22.35 Une robe noire pour un tueur ■■
Film. José Giovanni.
- 0.25 Histoires naturelles. L'équipe Lazare.
- 1.20 TF 1 nuit, Météo.
- 1.35 Reportages. Les Derniers Sidzages.
- FRANCE 2
- 18.40 et 23.10 Un livre, des livres.
- 18.50 Météo des plages.
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.20 Qui est qui ?
- 19.50 Au nom du sport.
- 19.55 et 20.45 Météo.
- 20.00 Journal.
- 20.35 et 21 h Film. C. Costa-Cavali.
- 23.10 Le Samourai ■■
Film. Jean-Pierre Melville.
- 0.55 Journal, Météo.
- 1.10 Tartelet. Quêrelle familiale.
- FRANCE 3
- 18.30 Questions pour un champion.
- 18.50 Météo des plages.
- 18.55 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 et 23.00 Météo.
- 20.05 Le Radar.
- 20.35 Tout le sport.
- 21.40 Le Journal du Tour.
- 21.40 Le Carte aux trésors. La vallée du Doubs.
- 23.10 Soir 3.
- 23.15 Thierry Le Luron.
- 0.50 Blanche. Feuillet. (41/1).
- CANAL +
- En clair jusqu'à 20.05
- 18.55 En croisière sur le «Galaxy».
- 19.05 Les Vieux dans les biens.
- 20.35 Disjoints.
- 19.05 L'ère du film.
- 22.00 Flash Infos.
- 22.10 Athlétisme.
- 23.25 Le Souterrain double.
- Film. S. Mines.

RADIO

- 0.50 Ariane ou l'âge d'or : La Longue Marche ■■
Film. Bernard Derigues.
- ARTE
- 19.00 Le Tour du Pacifique. (18/20).
- 19.30 7 1/2.
- 20.00 Archimède. Bulles de dauphins.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 La Vie en face : Le village qui disparaît.
- 21.40 Soirée thématique. Coccagne ou caribbe ? L'homme est ce qu'il mange. 21.45 La Coccagne. 22.25 Le crime tout simple. 22.35 Une touche européenne. 22.35 Enting ou le dernier secret des femmes ■■
Film. Henry Jaglom (u.s.). 1.15 Jambo, Jambo ■■
Film. Bigas Luna.
- M 6
- 18.55 Los Angeles Heat.
- 19.50 Velle.
- 19.54 Le Six Minutes. Météo.
- 20.10 Une noume d'enfer.
- 20.35 La Météo des plages.
- 20.40 Décrochages info. E = M6 Junior.
- 20.50 Zone interdite.
- 22.45 L'Affaire Amy Fisher : Compagnie sous influence. (Édition. O. Bradford May.
- 0.30 Sunny Spoon.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agora. Natacha de Ponscharrat (Lecteur Durtout).
- 21.40 Poésie studio. Spécial Italie.
- 22.10 Mémoires genres.
- 23.00 Nuits magiques.
- FRANCE-MUSIQUE
- 19.37 Concert. Œuvres de R. Schumann, Liszt, von Weber, Pfitzner.
- 21.00 Concert. Œuvres de LeBaron, Pfitzner, Beethoven.
- 23.00 Soléil de nuit. Magazine musical.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 Les Solrès. La violoniste Isaac Stern. Œuvres de Brahms, Beethoven, Mozart, Bach.
- 22.30 Les Solrès. (suite). Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Dvorak.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 13.50 Les Femmes de l'automne.
- 14.45 Les Vacances de l'automne.
- 15.45 Cinq sur 5 !
- 16.40 Extrême limite.
- 16.55 Beverly Hills.
- 18.05 Contre vents et marées.
- 19.20 Qui est qui ?
- 19.50 Le Journal de l'air.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 Sagas. Monaco et les Grimaldi.
- 23.05 La Montagne de diamants. (Édition. Jean-Pierre Sorel (2/3).
- 1.00 TF 1 nuit, Météo.
- FRANCE 2
- 13.50 et 18.45 Un livre, des livres.
- 13.55 En attendant le Tour.
- 15.00 Cyclisme.
- 17.20 Vêtu club.
- 18.50 Jeux de comédie.
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.20 Qui est qui ?
- 19.50 Le Journal de l'air.
- 19.55 Au nom du sport.
- 19.56 et 20.40 Météo.
- 20.00 Journal.
- 20.55 A nous deux la vie. (Édition. Alain Nègre).
- 22.35 Le Prince des imposteurs. (Édition. Jean-Pierre Prévoost.
- 0.20 Journal, Météo.
- 0.35 Tartelet.
- Les Granges brûlées.
- FRANCE 3
- 13.30 Le Droit Chemin. (Édition. Ali Kjelil).
- 15.10 Les Enquêtes de Remington Steele.
- 16.00 Signes et Symboles.
- 16.50 Brigade des mers.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Météo des plages.
- 18.55 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 et 23.45 Météo.
- 20.05 Le Radar.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.40 Le Journal du Tour.
- 20.50 Consomage.
- 21.00 La Marche du siècle. Le mystère des baleines.
- 22.50 Portes en défilé.
- 23.50 Soir 3.
- 0.15 Un siècle d'écrivains. Henry Miller.
- 1.05 Blanche. (91/1).
- CANAL +
- 13.30 Erreurs d'amour en Alaska. (Édition. Michel Anderson.
- 15.00 La Palatine aux charmes.
- 15.25 Tragédie pour la justice. (Édition. Dick Lowry.
- 16.50 C. Cléo.
- En clair jusqu'à 21.00
- 18.35 En croisière sur le Galaxy. (21/2).
- 19.05 Best of Nulle part ailleurs.
- 19.50 et 23.10 Flash Infos.
- 20.00 Zapping.
- 20.05 Les Simpson.
- 20.30 Le Journal des sorties.
- 21.00 L'ère Star ■■
Film. John Sayles.
- 23.15 Surprises.
- 23.20 Romaine ■■
Film. Agnès Oudis.
- 0.40 La vie comme elle est... 0.50 Cracker III : Enfance sans partage. (Édition. O. Charles McDougall.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.55 Les Unités du music-hall.
- 14.25 La Cinquième rencontre... Les Américains. 14.30 La Vie secrète de Jackie Kennedy. 15.20 Entretien avec Nicole Salinger.
- 15.55 L'ade et ses secrets. L'arbre de l'éveil.
- 16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
- 16.55 AIR.
- 17.20 Les Zébrés.
- 17.35 100 % question.
- 18.00 Va savoir.
- 18.30 Le Monde des animaux.
- 19.00 Le Tour du Pacifique. (18/20).
- 19.30 7 1/2.
- Les anges gardiens des montagnes. L'été des festivals : Dubrovnik.
- 20.00 Fove de Bessan.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 Les Mémoires de l'histoire. Un siècle de révolutions chinoises (1911). Les années Mao (1/2).
- 21.45 Les Cent Photos du siècle. Maitre à tort. photo de Dimitri Baltemants, 1942.
- 21.55 Mesica. Yo-Yo Ma et les Kalahari Bushmen. Percussionner Jean-Pierre Drouot 1.
- 23.15 P. Profit : Joël-Peter Witkin. L'image indélébile.
- 0.10 La Lucarne. Maria. Élégie soviétique.

M 6

- 13.30 Aventures Caraïbes. (Édition. Paolo Barzman (3 et 4/4).
- 16.55 Cheapeau melon et bottes de cuir.
- 18.00 Mission casse-cou.
- 18.50 Open Miles.
- 19.00 Los Angeles Heat.
- 19.54 Le Six Minutes. Météo.
- 20.10 Une noume d'enfer.
- 20.35 La Météo des plages.
- 20.40 Décrochages info. E = M6 Junior.
- 20.50 Le Gommor occidental. (Édition. Danie J. Power.
- 22.30 Sauver ou périr. (Édition. J. Power.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.45 Les Enjeux Internationaux.
- 20.00 Les Chemins de la musique. La série (3/5).
- 20.30 Agora. Olivier Frébourg (Souvenirs de l'été).
- 21.00 Philanthropie. L'actualité philosophique.
- 22.10 Fiction. Aiglon 98. Brecht aurait cent ans. Brecht et nous (1/5).
- 23.00 Nuits magiques. L'invention de la communication.
- 0.05 Du jour au lendemain. Henri Kaczynow (Pauvre Bouche).
- 0.48 Les Cigales du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.00 Jazz édit. L'art du trio.
- 19.37 L'Italien à Alger, de Rossini. Concert par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Bruno Campanella, David Levi, chef de chœur, Simone Alamo (Mustaf), Jeannette Fischer (Elira).
- 23.00 Soléil de nuit. Concert. Rencontres Jazz 1998 de la CRPFL.

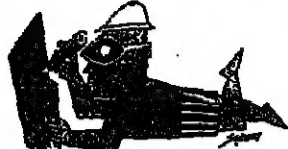
RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir. Les Solrès. Elia, oratorio d'après l'opéra national de Paris, dir. Bruno Campanella, David Levi, chef de chœur, Simone Alamo (Mustaf), Jeannette Fischer (Elira).
- 23.05 Les Solrès. (suite). Œuvres de von Weber.

Le Monde

Du 13 juillet au 29 août 1998

organise le grand jeu de l'été



PLUS DE 700 PRIX À GAGNER !

Chaque semaine, entre le 13/07 et le 29/08/98, Le Monde publie du lundi au samedi une grande étude hebdomadaire. Cette étude vous permettra peut-être de gagner l'un des 100 prix hebdomadaires et l'un des 10 prix offerts au classement général. Vous participerez ainsi avec nous à un jeu hebdomadaire ou à l'ensemble des sept jeux.

● **Jeu n° 1 : Paris - Le Caire avec Bonaparte - 13/07 au 18/07/98**
Le Monde vous emmène cette semaine sur les traces de Bonaparte et de ses soldats à la découverte de l'Égypte. Bon courage !

Chaque jour, un indice précède est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

● **Chaque jour, un indice précède est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.**
Membre de l'Institut d'Égypte, il présidera cette académie mais ne sera pas encouragé à y présenter un mémoire. Qui est-il ?

● **Classement des 100 gagnants hebdomadaires**
Chaque jour, pendant une semaine de la semaine hebdomadaire et une question relative à son article. Pour jouer, il suffit de répondre aux dix questions de la semaine. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les pages libres en hebdomadaire indiquant les réponses correctes reçues au plus tard le jeudi suivant la date de clôture du jeu. Par jeu, il ne sera attribué qu'un seul lot par foyer (adresse postale, adresse e-mail).

● **Le classement général**
Il classera les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires. Tous les gagnants recevront un prix. Le premier prix sera attribué au participant dont le total des points sera le plus élevé. Les dix gagnants seront désignés par un tirage au sort. Le classement général paraîtra dans Le Monde du 29/08/98, date 22/09/98.

● **Les prix**
Du 1^{er} au 10⁰ prix : des chèques-cadeaux FNAC valables sur tous les produits proposés dans les magasins FNAC : livres, CD, chaînes hi-fi, magnétoscopes, caméscopes, appareils photo, micro-ordinateurs, téléphones et matériel de sport.

Chèque-cadeau FNAC		Chèque-cadeau FNAC	
1 ^{er} prix	25 000 F	7 ^{ème} prix	5 000 F
2 ^{ème} prix	25 000 F	8 ^{ème} prix	4 000 F
3 ^{ème} prix	15 000 F	9 ^{ème} prix	3 000 F
4 ^{ème} prix	10 000 F	10 ^{ème} prix	2 000 F
5 ^{ème} prix	6 000 F		

● **Extrait du règlement**
Les gagnants sont désignés par tirage au sort. Principaux éléments du règlement : les gagnants sont désignés par tirage au sort. Principaux éléments du règlement : les gagnants sont désignés par tirage au sort. Principaux éléments du règlement : les gagnants sont désignés par tirage au sort.

RTL NOUVELLES FRONTIÈRES fnac

La Bourse de Tokyo espère des réductions d'impôts

MARDI 14 JUILLET, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a grimpé de 0,79 %, à 16 488,91 points après les déclarations de Hiroshi Kato qui préside le comité chargé de la réforme fiscale. Ce dernier estime que le pays a besoin d'une réduction de 4 000 milliards de yens de l'impôt sur le revenu et de 2 000 milliards de yens de l'impôt sur les bénéfices. Malgré l'instabilité politique au Japon, le yen a regagné du terrain face au dollar, à 141,43 yens.

En Europe, la Bourse de Frankfurt a été soulagée par l'accord entre la FMI et la Russie (lire page 2 et page 8). A l'ouverture de la séance, l'indice Dax a progressé de 0,24 %, à 6 037,17 points, établissant un nouveau record. La veille, lundi 13 juillet, la Bourse de Londres avait terminé la journée avec une légère avance (+0,48 %, à 5 958,20 points) tandis que celle de New York avait cédé 0,10 %, à 9 096,21 points. La publication de bons résultats semestriels a été occultée par une nouvelle tension sur les taux d'intérêt à 30 ans, remontés à 5,67 %.

La plainte déposée contre M. Jospin pour « emploi fictif » classée sans suite

LA PLAINTE déposée contre Lionel Jospin pour « recel de détournement de fonds publics », par l'Union des contribuables de France (UCF), le 16 juin, vient d'être classée sans suite, indique le quotidien Le Figaro du 14 juillet. L'UCF reproche à M. Jospin, rattaché au ministère des affaires étrangères d'avril 1993 à juin 1997, d'avoir perçu des « primes non fondées », n'ayant fourni aucun travail dans ce ministère durant cette période. Sylvain Garant, avocat de l'association et membre du RPR, a invoqué un « emploi fictif ». Interpellé à l'Assemblée nationale par deux députés gaullistes, les 19 et 20 mai, le chef du gouvernement avait donné sa version des faits : en avril 1993, celui qui venait de perdre les élections législatives avait sollicité, en vain, un poste auprès d'Alain Juppé, alors ministre des affaires étrangères (Le Monde du 21 mai).

M. Garant s'est dit « stupéfait et choqué » que le procureur « n'ait même pas pris la peine de faire vérifier les faits grâce une enquête préliminaire ».

● **DÉPÊCHE**
● **BANDITISME** : deux hommes soupçonnés d'une dizaine d'attaques à main armée commises dans des banques à Paris et dans sa proche banlieue, qui auraient rapporté plus de 400 000 francs en six mois, ont été interpellés puis écroués au cours du week-end. Portant des postiches et circulant à moto, ces délinquants âgés de dix-neuf et vingt ans ont été appréhendés à leurs domiciles situés dans des cités HLM de la Seine-Saint-Denis.

Tirage du Monde daté mardi 14 juillet 1998 : 514 691 exemplaires

Commandez vos disques par Minitel
36 15 LEMONDE
223 F la minute

Tout le cinéma
36 15 LEMONDE
223 F la minute

Aimé Jacquet est nommé chevalier de la Légion d'honneur

Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, est élevé à la dignité de grand-croix

LES NOMINATIONS, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur du 14 juillet sont parues au Journal officiel daté lundi 13-mardi 14 juillet.

● Est élevé à la dignité de grand-croix :

Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social.

● Sont élevés à la dignité de grand-officier :

Ignace Dautray, membre de l'Institut, ancien haut-commissaire à l'énergie atomique ; Jacqueline de Romilly, universitaire, membre de l'Académie française ; Pierre Fabre, président-directeur général de laboratoires pharmaceutiques ; Pierre Schwed, président d'honneur de l'Union des associations européennes.

● Sont promus commandeurs :

Guy Forzy, membre d'associations d'anciens combattants ; Pierre de Schoonen, ancien ministre plénipotentiaire ; Henri Bulawko, président pour l'Europe de la Fédération mondiale des combattants résistants et déportés juifs ; Henri Theillon, vice-président du conseil d'administration d'un centre hospitalier ; Raoul Bételle, ancien député, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; Victor Jouhaud, président de chambre honoraire à la

Cour de cassation ; Jean Hagenmiller, professeur émérite des universités ; Michel Guyot, directeur honoraire de la police nationale ; Amin Abdel Nour, délégué général d'un groupe industriel ; Saïd Coubèche, président de la chambre internationale de commerce et d'industrie de Djibouti ; Michel David-Weill, associé-gérant de banque ; Georges Meyer, président d'un groupe de distribution ; Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider ; Blanche Feron, née Serpèreau, déportée-résistante ; Gaston Mariotti, déporté-résistant ; Denis Huismann, philosophe, écrivain, producteur audiovisuel ; Raymond Ménilon, président de l'Académie d'agriculture de France ; Hubert Blanc, conseiller d'Etat, ancien préfet ; Jacques Fournier, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du gouvernement ; Monique Berlioux, épouse Groussard, présidente de la Fédération des internationaux du sport française ; Jean-Louis Calvino, président d'honneur d'une fédération sportive.

● Parmi les personnalités promues officiers, on relève les noms de Yves Jaigu, responsable audiovisuel ; Théodore Klein, président

d'honneur du Conseil représentatif des institutions juives de France ; Yves Sabouret, directeur général des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) ; Serge Tchuruk, président-directeur général d'Alcatel ; Bernard Attali, conseiller maître à la Cour des comptes, président d'une compagnie bancaire ; Didier Pfeiffer, président du GAN ; Jean Tordjmann, ambassadeur itinérant, délégué aux investissements internationaux en France ; Pierre-Yves Cossé, ancien commissaire au Plan ; Jean-François Debecq, président-directeur général du groupe Sanofi ; Louis Schweitzer, président de Renault ; Jacques Charpentier, compositeur ; François-Xavier Lallume, sculpteur ; Jean-Pierre Michel, administrateur général de la Comédie-Française ; Michel Platini, coprésident du comité français d'organisation de la Coupe du monde de football.

● Enfin, dans les nominations comme chevaliers figurent notamment Maryse Arditi, présidente de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques ; Catherine Clément, écrivain ; Claude Jade, comédienne ; Gérard Desbarre, comédien ; Yvonne Rebeyrol, ancienne journaliste au Monde,

écrivain ; Jacques Carat, ancien sénateur du Val-de-Marne, maire de Cachan ; Léandre Leroquart, ancien sénateur, ancien député, ancien conseiller général du Pas-de-Calais ; Eric Raoult, ancien ministre, ancien député de la Seine-Saint-Denis ; Louis Rosene, ancien sénateur du Val-de-Marne ; Marie Schott, préfet de Seine-et-Marne ; André Viau, préfet de l'Yonne ; Bernard Vergnes, président de Microsoft Europe ; François Chandernagor, écrivain ; Alexis Gross, directeur artistique d'un cirque ; Jacques Marth, producteur-animateur de télévision ; Claude Mazauric, écrivain, historien de la Révolution française ; Pauline Descaens, inspectrice générale de l'Administration des affaires culturelles ; François Weyergans, romancier ; Edwige Avic, ancienne ministre ; Robert Chapuis, ancien ministre ; Michel Denicot, directeur délégué de Canal Plus ; Aimé Jacquet, sélectionneur entraîneur de l'équipe de France de football.

● Nous publierons dans nos éditions du mercredi 15 juillet (datées 16) la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur.

La boule de pétanque française enfin protégée

A L'INITIATIVE de la direction de la concurrence et de la consommation et des entreprises du secteur, les règles qui président à la fabrication de la boule de pétanque française, irremplaçable accessoire estival, sont désormais claires, nettes et précises. Se désolant de voir sa prééminence menacée par des produits importés essentiellement de Chine, le Groupement des fabricants vient d'adopter avec l'Association française de normalisation (Afnor) une très officielle norme définissant « les caractéristiques minimales de qualité des boules de pétanque de loisir ».

Aujourd'hui, pour mériter l'appellation « boule de pétanque », il ne suffit plus d'être une bille dont le diamètre est compris entre 70,5 et 80 millimètres et le poids entre 600 et 800 grammes. Il convient aussi que la sphère soit rigoureusement creuse et exclusivement composée d'acier. Il faut, enfin, que sa coque soit parfaitement soudée et exempte d'aspérités qui pourraient nuire à son aplomb ou même blesser la main du bouliste. Cette définition vise à écarter les produits « déloyaux », ne portant généralement pas de marque de fabricant. « La plupart de ces boules sont réalisées avec des parois d'acier dont l'épaisseur ne dépasse pas quelques millimètres, s'indigne André Dupuy, directeur général des boules OBUT et président du Groupement professionnel. Pour atteindre le poids réglementaire d'au moins 600 grammes, elles sont lestées avec de la terre, du sable, de l'argile voire des morceaux d'acier soudés. »

PRÈS DE 200 MILLIONS DE FRANCS PAR AN. Moins chères que leur concurrentes autochtones, ces boules « déloyales » résistent mal à la corrosion, et il arrive qu'elles éclatent littéralement après quelques carreaux un peu appuyés. Presque aussi grave, elles sont parfois capricieuses, car mal équilibrées. Pour le Groupement, l'affaire était d'importance. Il était crucial de ne pas laisser échapper leur marché intérieur, qui représente à lui seul 85 % du marché mondial de la pétanque, évalué à un peu moins de 200 millions de francs par an.

Son intégrité protégée et sa spécificité désormais gravées dans le marbre, la « boule de loisir » va se rapprocher de la qualité de la « boule de compétition ». Réservée aux « pros » des concours et compétitions officielles, cette prestigieuse sphère réalisée en acier trempé n'a point besoin d'être protégée par une norme. Ses caractéristiques sont régies par la Fédération française de pétanque et jeu provençal qui, avec ses quelque cinq cent mille licenciés, est l'une des plus puissantes instances sportives du pays.

Les vacanciers attachés aux bonnes vieilles traditions estivales seront également rassurés d'apprendre que l'Afnor ne s'intéresse pas seulement à la pétanque : elle a défini des normes très strictes relatives à la badiane (composant essentiel de l'anisette) ainsi qu'aux chaises transatlantiques.

Jean-Michel Normand

Les forces d'action extérieure à l'honneur pour le défilé du 14 juillet

SURVOLÉ par près de soixante-dix avions, dont quatre Tornado britanniques, et par une trentaine d'hélicoptères, le défilé militaire du 14 juillet à Paris a rassemblé quelque quatre mille hommes et femmes des troupes à pied, deux cent soixante-dix chevaux de la Garde républicaine, quatre-vingts motocyclistes de la gendarmerie et quelque mille cinq cents hommes et femmes à bord de trois cents véhicules des troupes motorisées.

A ce défilé qui était présenté à Jacques Chirac par le nouveau chef d'état-major des armées, le général Jean-Pierre Kelche, ont participé quelques officiers étrangers en stage dans plusieurs écoles militaires en France, notamment un jeune capitaine de la Guardia Civil espagnole, et plus de trois cent soixante-dix policiers français en instruction.

Les organisateurs du défilé l'avaient placé sous le thème : « Une force de projection interarmées ». C'est pourquoi la formation la plus représentative sur les Champs-Élysées aura été, cette année, la 9^e division d'infanterie de marine (DIMa) commandée par le général Bernard Thorette (lire page 18). Composée de sept régiments et forte de quelque sept mille sept cents hommes et femmes, cette grande unité est implantée dans l'ouest de la France.

Ces trente dernières années, la 9^e DIMa a été engagée sur la plupart des théâtres extérieurs, principalement en Afrique (au Tchad, en

Somalie, en Centrafrique et au Rwanda) et au Moyen-Orient (au Liban et en Irak, notamment lors des opérations de la guerre du Golfe en 1991).

Plus récemment encore, la 9^e DIMa a participé aux missions de l'ONU, puis de l'OTAN en Bosnie, et, en 1997, en Albanie, où elle a constitué l'ossature du bataillon français de la force multinationale.

A l'été 1999, la 9^e DIMa sera transformée en brigade interarmes, conformément au plan de restructurations des forces qui a été annoncé début juillet par le chef d'état-major de l'armée de terre (Le Monde des 23 juin et 2 juillet). A Nantes, où se trouve le PC de la division, sera alors basé l'un des quatre états-majors de forces créés par cette réforme.

J. I.

ETUDIANTS
BUREAU
des ÉTUDIANTS
3615 LEMONDE

Accident des Champs-Élysées : la conductrice a été admise à l'infirmerie psychiatrique

LA CONDUCTRICE de la voiture qui a blessé quelque cent cinquante supporters de football sur les Champs-Élysées, le matin du lundi 13 juillet vers 3 heures, a été admise à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police de Paris. Prise de panique alors que son véhicule était bloqué au milieu de la foule fêtant la victoire de l'équipe de France, cette femme âgée de quarante-quatre ans et précédemment traitée pour des troubles psychiatriques avait brusquement accéléré et percuté les supporters (Le Monde du 14 juillet).

Quatre d'entre eux ont été sérieusement blessés, sans que leur vie soit en danger, a indiqué l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, lors de cet accident, qui constitue l'incident le plus grave enregistré dans la capitale à l'occasion de la Coupe du monde de football. Quatre-vingts personnes avaient été conduites par le SAMU et les sapeurs-pompiers dans divers hôpitaux parisiens, tandis que soixante-dix blessés légers s'étaient présentés eux-mêmes dans des établissements hospitaliers.

Interrogée par les enquêteurs de la première division de la police judiciaire parisienne, cette institutrice domiciliée dans les Yvelines a immédiatement reconnu qu'elle conduisait le véhicule impliqué dans l'accident. Elle a déclaré avoir précédemment dîné avec une amie dans un restaurant des Champs-Élysées, le Fouquet's, où elle s'était rendue sur les conseils de son mé-

dium, dans l'espoir d'y rencontrer le chanteur Patrick Bruel.

A la sortie du restaurant, elle a récupéré sa voiture, une Volkswagen Golf, sur l'avenue George-V et s'est engagée sur l'avenue des Champs-Élysées. Immobilisée au milieu des supporters en liesse, elle a eu « très peur » et a accéléré. « J'avais beau klaxonner, les gens se jetaient sur mon pare-brise », a-t-elle ajouté, en affirmant qu'elle se trouvait seule à l'intérieur du véhicule. Quand la Golf s'est finalement arrêtée, au niveau de la rue Marboeuf, elle a réussi à prendre la fuite. Divers documents, retrouvés dans la voiture par les policiers, ont rapidement permis de l'identifier.

A l'issue d'une nuit d'errance dans les rues de Paris, la conductrice a finalement appelé son fils, qui l'a accompagnée lundi matin au commissariat de la commune des Yvelines où elle est domiciliée. Son taux d'alcoolémie s'est révélé négatif. Après son audition en garde à vue, elle a été examinée au service des urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu. Son état de santé a été jugé incompatible avec son maintien en garde à vue. Elle a été conduite lundi après-midi à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police, où elle se trouve toujours en observation, mardi 14 juillet matin, dans l'attente d'un placement en milieu hospitalier et d'éventuelles poursuites pénales.

Erich Inciyan